

# EUROPE @ SCHOOL



LEÇONS ACTIVES SUR L'UNION EUROPÉENNE

Manuel des enseignants

## RÉDACTEUR

Cet outil pédagogique a été rédigé par l'association à but non lucratif [Ryckvelde vzw](#) à la demande du Parlement européen.

Contact : [epbrussels@europarl.europa.eu](mailto:epbrussels@europarl.europa.eu).

## VERSIONS LINGUISTIQUES ET VERSIONS NATIONALES

Original : EN

Traductions : Toutes les langues officielles de l'Union européenne. Une version sur mesure a été rédigée pour chaque État membre dans toutes ses langues officielles de l'UE.

This is the version for Belgium, in French.

## COMPOSITION DE L'OUTIL

L'outil comprend :

- Le présent manuel des enseignants, incluant en annexe toutes les cartes de jeux éducatifs et les fiches de travail en groupe ;
- Un cahier de l'élève, contenant toutes les fiches de travail individuel ;
- Trois présentations Prezi ;
- Un quiz en ligne ;
- Un outil de vote en ligne.

Tous les documents sont disponibles en ligne sur le site internet du Bureau de liaison du Parlement européen.

## CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ

Le présent outil éducatif portant sur la démocratie parlementaire européenne et les valeurs de la citoyenneté européenne est destiné à des élèves âgés de 14 à 18 ans du cycle éducatif général ou professionnel secondaire de tous les États membres de l'Union européenne.

Cet outil poursuit un but éducatif qui sous-tend les choix faits concernant le contenu et les méthodologies. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive de l'auteur et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

Outil pédagogique achevé en novembre 2017. Bruxelles © Union européenne, 2017.

# TABLE DES MATIÈRES

À propos du programme « Europe@school – Leçons actives sur l’Union européenne »	- 2 -
Concept : « Europe@school », qu’est-ce que c’est ?	- 2 -
Objectifs et compétences	- 4 -
Vue d’ensemble	- 6 -
<b>MODULE 1. LE SAVIEZ-VOUS ?</b>	- 7 -
Concept	- 7 -
Éléments et durée	- 7 -
Objectifs et compétences	- 8 -
Module 1: Étape par étape	- 8 -
Quiz	- 8 -
Activités de sensibilisation à l’école	- 10 -
<b>MODULE 2. À LA DÉCOUVERTE DE L’UNION EUROPÉENNE</b>	- 12 -
Concept	- 12 -
Éléments et durée	- 12 -
Objectifs et compétences	- 14 -
Module 2: Étape par étape	- 15 -
Introduction : L’Union européenne ?	- 15 -
Jeu n° 1. Informations clés sur l’Union	- 15 -
Jeu n° 2. États membres de l’Union européenne	- 18 -
Jeu n° 3. Les compétences de l’Union européenne	- 20 -
Jeu n° 4. Les valeurs de l’Union européenne	- 23 -
Présentation : révision des connaissances acquises	- 28 -
<b>MODULE 3. RENFORCEZ VOS COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES</b>	- 31 -
Concept	- 31 -
Éléments et durée	- 31 -
Objectifs et compétences	- 33 -
Module 3: Étape par étape	- 34 -
1. Le processus décisionnel de l’Union européenne : Dans la peau d’un eurodéputé	- 35 -
2. Les valeurs de l’Union européenne : votre avis ?	- 48 -
<b>MODULE 4. VOTRE VOIX DANS L’UNION EUROPÉENNE</b>	- 55 -
Concept	- 55 -
Éléments et durée	- 55 -
Objectifs et compétences	- 56 -
Module 4: Étape par étape	- 57 -
Exercice : Élections en classe	- 57 -
Exercice avec les QR codes: votre voix dans l’Union	- 60 -
Sources	- 63 -
Annexes	- 64 -

# A PROPOS DU PROGRAMME « EUROPE@SCHOOL – LEÇONS ACTIVES SUR L'UNION EUROPEENNE »

## CONCEPT: « EUROPE@SCHOOL », QU'EST-CE QUE C'EST ?



Le matériel pédagogique « Europe@school – Leçons actives sur l'Union européenne » a été conçu pour offrir aux écoles un outil pédagogique sur la démocratie parlementaire européenne et les valeurs de la citoyenneté européenne dans le cadre du programme éducatif «École ambassadrice» du Parlement européen. Il est adapté aux élèves âgés de 14 à 18 ans, suivant le cycle éducatif général ou professionnel secondaire et aux étudiants de l'école de la seconde chance.

«Europe@school» est fondé sur l'outil «28 en 1», développé en 2015 par l'association à but non lucratif Ryckelvelde pour le Bureau de liaison du Parlement européen en Belgique.

La version étendue et adaptée « Europe@school » a été créée au cours de l'année scolaire 2017-2018 pour tous les États membres de l'Union européenne à la demande du **Parlement européen** et en concertation avec lui. Il s'agit d'un outil pédagogique **parfaitement adapté, prêt à l'emploi et modulaire, s'inscrivant dans le programme éducatif « École ambassadrice » du Parlement européen.** Le contenu a été adapté, le cas échéant, aux contextes nationaux des États membres de l'Union.

Nous tenons à remercier tout particulièrement **les Bureaux de liaison nationaux du Parlement européen** qui nous ont fourni les informations spécifiques aux pays et qui ont vérifié ce matériel.

Nous tenons également à remercier la 'Burgerschool' de Roulers et ses élèves Anaïs, Andrei, Boo, Dana, Elise, Hasmik, Ilyass et Yentel pour leur temps et leur coopération à la réalisation des photographies utilisées dans ce matériel.

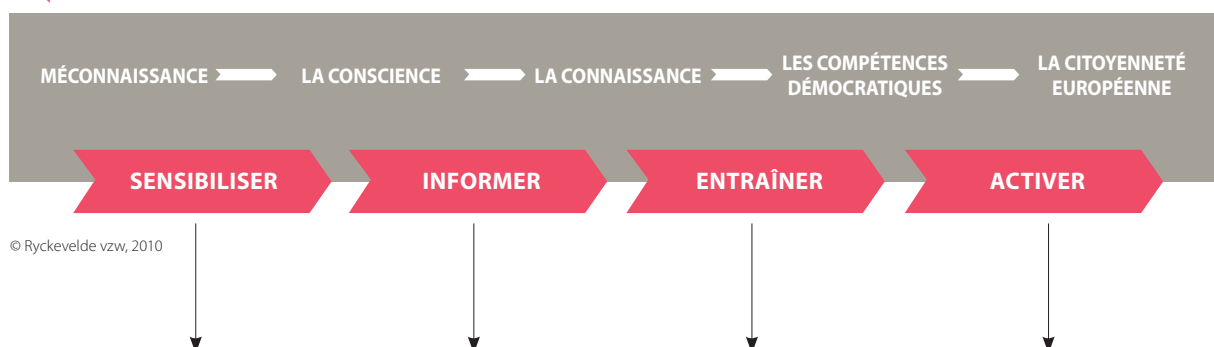
## Un outil élaboré sur la base du modèle « Vers une citoyenneté européenne active »

L'association Ryckelvelde a conçu un modèle théorique fondé sur la conviction que toute personne peut devenir un citoyen européen actif (voir ci-dessous). La citoyenneté européenne active désigne la participation active, à l'échelle de l'Union européenne, de citoyens bien informés et dotés d'un esprit critique. La citoyenneté européenne active n'empêche pas, par exemple, d'être en faveur d'une coopération européenne moins poussée. *Ainsi, ce modèle permet d'exprimer tous les avis et toutes les opinions politiques sur l'Union européenne.*

Tous les citoyens de l'Union se retrouvent dans l'une des cinq phases de la citoyenneté européenne : il y a ceux qui ne sont pas sensibilisés, ceux qui sont sensibilisés à l'Union européenne, ceux qui en ont une bonne connaissance, ceux qui disposent de compétences démocratiques et, enfin, ceux qui sont des citoyens européens actifs. Les citoyens peuvent devenir des citoyens actifs grâce à quatre types d'activités : les activités



de sensibilisation, les activités d'information, les activités de renforcement des compétences démocratiques ou civiques et enfin les activités visant à encourager les citoyens à devenir des citoyens européens actifs. Toutes ces activités font partie du programme éducatif « École ambassadrice » du Parlement européen. L'outil pédagogique « Europe@school » comporte quatre modules, qui correspondent chacun à un type d'activité incitant les élèves à devenir des citoyens européens actifs :



© Ryckvelde vzw, 2010

MODULE 1 LE SAVIEZ-VOUS ?	MODULE 2 À LA DÉCOUVERTE DE L'UNION EUROPÉENNE	MODULE 3 RENFORCEZ VOS COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES	MODULE 4 VOTRE VOIX DANS L'UNION
Public cible : 14-18 ans	Public cible : 15-18 ans	Public cible : 16-18 ans	Public cible : 17-18 ans

## Approche par modules et méthodologies actives

Les quatre modules sont complémentaires, mais peuvent également être utilisés indépendamment. En tant qu'enseignant, c'est à vous de choisir le ou les modules qui, selon vous, correspondent le mieux à vos élèves et à votre programme. Vous pouvez également faire des choix au sein de chaque module quant au contenu, au niveau de difficulté et à la méthodologie à adopter. 25 heures de cours et d'activités à réaliser en classe ou à l'école peuvent être proposées sur la base du présent manuel.

Ce matériel a suscité l'enthousiasme des élèves et des enseignants, car il repose sur une sélection logique de **méthodologies actives**. Les études montrent que l'apprentissage fondé sur la pratique est une stratégie éducative motivante.

## Un outil fondé sur des principes pédagogiques

L'outil « Europe@school » repose sur un certain nombre de **principes pédagogiques** importants. Ces principes garantissent un matériel pédagogique créatif et solide qui offre des résultats avérés :

- **un outil parfaitement adapté au public cible** : « Europe@school » a été conçu pour les élèves du second cycle et les étudiants de l'école de la deuxième chance de toute l'Union européenne. Le public cible étant vaste, il a été décidé d'adopter une approche modulaire : l'enseignant choisit ainsi les exercices qui correspondent le mieux aux besoins d'apprentissage de ses élèves ;
- **un outil prêt à l'emploi** : le matériel est immédiatement utilisable dans la classe et convivial ;
- **un outil élaboré à partir de l'expérience et des besoins d'apprentissage du groupe cible** : tout au long de l'élaboration de ce matériel, nous avons consulté un groupe de travail composé d'enseignants et de parties prenantes.

- **un outil de qualité** : tout le matériel pédagogique réalisé par Ryckvelde porte le label Trusty.



Ce label est synonyme d'informations de qualité adaptées aux enfants et aux jeunes. Il indique que le support d'information a été développé en fonction du public cible et que le contenu a été élaboré de manière simple et didactique (voir également <http://juistejeugdinfo.be>) ;

- **un outil actuel** : « Europe@school » recourt aux médias d'aujourd'hui et fournit des informations à jour ;
- **un outil neutre** : les informations sont transmises de manière neutre pour que les élèves puissent se forger leur propre opinion ;
- **un outil créatif et motivant** : « Europe@school » utilise des méthodologies interactives et modernes qui incitent aussi bien les enseignants que les élèves à travailler sur le thème de l'Europe en classe et à l'école.

« Europe@school » repose sur une approche pédagogique claire et un modèle de progression destinés à enseigner l'Europe à l'école, conformément à la déclaration de Paris (2015) sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination : *« L'objectif premier de l'éducation n'est pas seulement de transmettre des connaissances, des compétences, des savoir-être et des valeurs fondamentales. Il lui revient aussi d'aider les jeunes, en lien étroit avec les parents et les familles, à devenir des membres de la société actifs, responsables et ouverts d'esprit ».*

## OBJECTIFS ET COMPÉTENCES

Cet outil pédagogique permet aux élèves de développer les attitudes, les connaissances et les compétences clés suivantes :

### ATTITUDE

#### **Modules 1 et 2:**

- l'intérêt des élèves pour l'Europe est éveillé. Ils souhaitent acquérir davantage de connaissances sur l'Union européenne ;
- les élèves sont sensibilisés à l'importance du rôle que joue l'Union européenne dans leur vie (quotidienne).

#### **Module 3:**

- l'implication des élèves dans le processus décisionnel de l'Union européenne est renforcée ;
- les étudiants intègrent les valeurs de l'Union européenne ;
- les étudiants apprennent à cultiver l'ouverture d'esprit ;
- les étudiants développent de manière plus générale leur esprit critique : ils se forment une opinion sur les thèmes actuels de l'Union européenne.

#### **Module 4:**

- les élèves reconnaissent l'importance du vote aux élections européennes et de la participation à la vie démocratique ;
- les élèves connaissent leurs droits et leurs devoirs démocratiques et les intègrent ;
- les élèves deviennent des citoyens européens actifs convaincus qu'ils voteront aux élections locales, nationales et européennes ;
- les élèves votent de manière éclairée et réfléchie et encouragent les autres à faire de même.

# CONNAISSANCES

## **MODULE 2:**

- les élèves savent comment, quand et pourquoi l'Union européenne a été créée. Les élèves savent également comment l'Union européenne a évolué ;
- les élèves savent quels pays sont membres de l'Union européenne et comment l'Union s'est élargie ;
- les élèves savent que l'Union européenne est dotée de compétences concrètes ;
- les élèves comprennent le rôle que joue l'Union européenne pour eux et dans leur vie quotidienne grâce à des exemples concrets ;
- les élèves ont acquis des connaissances sur le marché unique, l'espace Schengen et la zone euro ;
- les élèves connaissent les valeurs de l'Union et peuvent citer quelques exemples concrets de mise en pratique de ces valeurs par l'Union européenne.

## **MODULE 3:**

- les élèves comprennent et connaissent le processus décisionnel de l'Union européenne (dans sa version simplifiée) ;
- les élèves comprennent le rôle du Parlement européen dans ce processus ;
- les élèves savent que le Parlement européen travaille sur des questions concrètes qui ont une incidence sur leur vie quotidienne et que les députés européens sont des personnes en chair et en os qui prennent des décisions ;
- les élèves en savent plus sur les thématiques abordées, comme la protection des consommateurs, la politique en matière d'asile ou la politique environnementale.

## **MODULE 4:**

- les élèves savent comment leurs représentants sont élus au Parlement européen et connaissent les différents groupes politiques du Parlement et ainsi que les partis politiques qui appartiennent à ces groupes ;
- les élèves savent ce que représentent les partis politiques dans leur pays ;
- les élèves découvrent les différentes possibilités et les différents outils pour faire entendre leur voix à l'échelle de l'Union.

# COMPÉTENCES

## **MODULE 3:**

- les élèves renforcent, grâce à l'exercice, leurs compétences démocratiques : ils apprennent à prendre en considération l'opinion des autres, à formuler leur opinion personnelle, à délibérer et à parvenir à un compromis ;
- les élèves apprennent à présenter leurs propositions et à parler devant un groupe ;

## **MODULE 4:**

- les élèves développent, à l'aide des outils, les compétences nécessaires pour faire entendre leur voix à l'échelle de l'Union.

# VUE D'ENSEMBLE

EUROPE  
@SCHOOL



## LEÇONS ACTIVES SUR L'UNION EUROPÉENNE

### MODULE 1 LE SAVIEZ-VOUS ?

JUSQU'À 4H  
DE MATÉRIEL  
PÉDAGOGIQUE

- Un quiz en ligne
- Des activités de sensibilisation à réaliser à l'école



### MODULE 2 À LA DÉCOUVERTE DE L'UNION EUROPÉENNE

JUSQU'À 4H  
DE MATÉRIEL  
PÉDAGOGIQUE

Tout sur l'histoire et les États membres de l'Union européenne, les travaux, les décisions et les valeurs de l'Union



- Un jeu sur des informations clés sur l'Union
- Un jeu sur les États membres de l'Union
- Un jeu sur les compétences de l'Union
- Un jeu sur les valeurs de l'Union

### MODULE 3 RENFORCEZ VOS COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES

JUSQU'À 13H  
DE MATÉRIEL  
PÉDAGOGIQUE

- « Dans la peau d'un eurodéputé », exercice de mise en situation portant sur le processus décisionnel de l'Union, accompagné d'une sélection de dix thèmes européens d'actualité
- Un exercice de débat sur les valeurs de l'Union européenne : « Votre avis ? »



### MODULE 4 VOTRE VOIX DANS L'UNION

JUSQU'À 1,5H  
DE MATÉRIEL  
PÉDAGOGIQUE

- Un exercice : « Les élections en classe »
- Un exercice : « Votre voix dans l'Union européenne »



- + 1 manuel complet pour les enseignants, comprenant toutes les explications, les cartes de jeu et les fiches de travail en groupe
- + 1 cahier de l'élève, comprenant l'ensemble des informations générales et les fiches de travail individuel.
- + 3 présentations comprenant des informations générales.



European Parliament

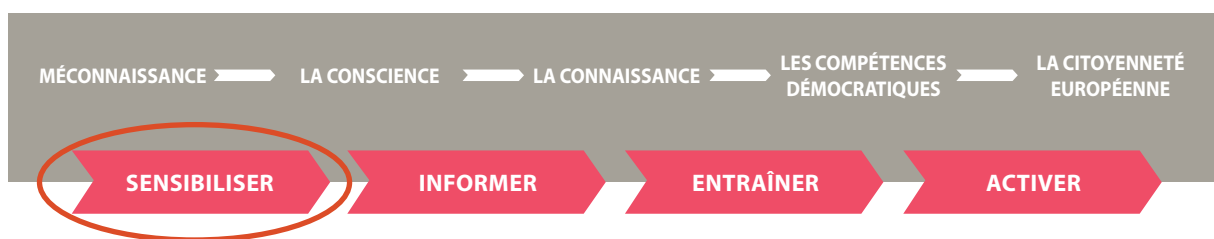


# MODULE 1

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### CONCEPT

L'objectif du premier module est simple : susciter l'intérêt des élèves et combler leurs lacunes au sujet de l'Union européenne, de ses valeurs et des problèmes actuels auxquels elle est confrontée pour **les sensibiliser à l'existence de l'Union et à l'importance d'être informés**. Il s'agit là de la première étape du modèle « Vers une citoyenneté européenne active ».



© Ryckvelde vzw, 2010

Le premier module comporte **un quiz en ligne et des idées d'activités de sensibilisation à réaliser à l'école**. L'objectif de cet outil pédagogique est d'informer les élèves et de renforcer leurs compétences démocratiques. Le premier module reste donc simple même si les activités de sensibilisation proposées peuvent prendre du temps, en fonction de celles que vous aurez choisies.

### ÉLÉMENTS ET DURÉE

Le temps indiqué est toujours le temps minimum requis, sauf indication contraire.

MÉTHODOLOGIE	DURÉE	QUOI	MATÉRIEL
Quiz en ligne	20 minutes	Quiz en ligne à remplir en classe ou à l'école ; le nombre de participants n'est pas limité.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le quiz en ligne</li><li>- Un ordinateur (portable ou fixe) avec une connexion internet et un vidéoprojecteur</li><li>- Un appareil (smartphone, tablette, ordinateur) connecté à l'internet pour chaque élève ou groupe d'élèves</li></ul>
Activités de sensibilisation à réaliser à l'école	Entre 1 et 4 heure(s)	Les bonnes pratiques tirées des activités de sensibilisation des « Écoles ambassadrices » du Parlement européen.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le manuel des enseignants</li></ul>

# OBJECTIFS ET COMPÉTENCES

## ATTITUDE

- l'intérêt des élèves pour l'Europe est éveillé. Ils souhaitent acquérir davantage de connaissances sur l'Union européenne ;
- les élèves sont sensibilisés à l'importance du rôle que joue l'Union européenne dans leur vie (quotidienne).

## MODULE 1: ÉTAPE PAR ÉTAPE

### QUIZ

Le quiz en ligne consiste en **une série de 12 questions à choix multiples**. Il est réalisé avec l'outil "Kahoot".

### CADRE

Les élèves peuvent jouer soit individuellement soit en équipe. Les élèves peuvent jouer en classe, mais également dans la cour de récréation pour permettre à un plus grand nombre d'élèves de participer. Le nombre de participants à ce quiz en ligne n'est pas limité.

L'enseignant contrôle l'écran principal sur lequel les questions s'affichent. Tous les élèves doivent utiliser leur smartphone, tablette ou ordinateur pour répondre au quiz. Ils doivent commencer par entrer le code du quiz, puis renseigner leur nom d'utilisateur. Une fois cette étape franchie, leur nom doit apparaître sur l'écran.

*Remarque : vous pouvez choisir de faire jouer les élèves individuellement ou en équipes. Sélectionnez le mode « classique » ou « équipe » dans le tableau de commande. Vous pouvez choisir le mode « équipe » si certains élèves n'ont pas d'appareil.*



### DÉROULEMENT

Attendez que le nom de tous les élèves apparaisse sur l'écran principal. Assurez-vous que les élèves rafraîchissent régulièrement l'écran sur leurs appareils pendant l'attente afin qu'ils ne soient pas déconnectés du quiz. Commencez alors le quiz. Les questions apparaissent sur l'écran principal et les élèves utilisent leurs appareils pour y répondre. Ils gagnent des points en fonction de l'exactitude et de la rapidité de leurs réponses. Seuls les noms des cinq premiers élèves – puis, à la fin, des trois premiers – apparaissent sur l'écran. Après chaque question, la réponse correcte à la question est immédiatement dévoilée et il est possible de voir comment les élèves ont répondu (statistiques anonymes). De cette manière, vous pouvez avoir un aperçu de leur niveau de connaissances.

### MATÉRIEL

- Le quiz en ligne : <https://play.kahoot.it/#/k/5785b5c4-34e1-4c79-8411-6999d156cdd9>.
- Un ordinateur (portable ou fixe) avec une connexion internet et un vidéoprojecteur
- Un appareil (smartphone, tablette, ordinateur) connecté à l'internet pour chaque élève (ou groupe d'élèves)


## QUELQUES CONSEILS


- Si vous n'avez jamais utilisé Kahoot auparavant, il est recommandé d'essayer le quiz au préalable. Il s'agit d'un outil très facile d'utilisation. Une fois que vous l'aurez essayé, vous comprendrez pleinement comment il fonctionne.
- Si vous ne pouvez pas jouer au quiz en ligne pour des raisons logistiques, vous pouvez utiliser les questions ci-dessous pour proposer ce quiz de manière plus « traditionnelle ».
- Le quiz peut également être utilisé une fois que les autres modules « Europe@school » ont été terminés afin de vérifier les connaissances des élèves.
- Pour faire de ce quiz une activité de sensibilisation, vous pouvez diffuser au préalable les informations contenues dans le quiz dans toute l'école. Vous pouvez accrocher des posters à cet égard sur les murs, les portes, etc. (voir plus loin : « Idées d'activités de sensibilisation à l'école »).

## CONTENU

Le quiz comporte 12 questions. Chaque question fait référence au contenu du programme « Europe@school ». Les questions portent sur des faits généraux, sur des questions d'actualité et sur les valeurs de l'Union.

 = Les réponses correctes

	QUESTION	OPTION 1	OPTION 2	OPTION 3	OPTION 4
1.	Quand a été fondée la coopération européenne, maintenant connue sous le nom de l'UE?	dans les années 30	dans les années 50	dans les années 70	dans les années 90
2.	Lequel des pays ci-dessous ne fait PAS partie des États membres de l'Union européenne?	la Bulgarie	Chypre	le Luxembourg	l'Islande
3.	Combien de citoyens vivent dans l'Union européenne? (environ)	200 millions	350 millions	500 millions	680 millions
4.	Laquelle des conditions ci-dessous n'est PAS une condition pour devenir un État membre de l'Union européenne?	Être un État chrétien	Être un pays européen	Respecter les droits de l'Homme	Être une démocratie stable
5.	En quelle année auront lieu les prochaines élections du Parlement européen?	2019	2020	2021	2022
6.	Qui est-ce? 	Antonio Tajani, Président du Parlement européen	Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne	Mario Draghi, Président de la Banque centrale européenne	Donald Tusk, Président du Conseil européen
<small>© Union européenne 2017, source PE</small>					
7.	L'Union européenne dispose-t-elle d'une armée?	Oui	Non		
8.	La peine de mort est encore autorisée dans certains pays de l'Union européenne.	Vrai	Faux		

9.	Laquelle des informations suivantes n'est PAS le résultat d'un acte législatif de l'Union?	Il n'y a plus de frais d'itinérance (roaming) dans l'Union européenne.	Seules les ampoules à basse énergie peuvent être vendues dans l'Union européenne.	En 2015, 5,1 millions d'enfants sont nés dans l'Union européenne.	Les paquets de cigarettes vendus dans l'Union européenne comportent des avertissements de risques pour la santé.
10.	Qui est-ce? 	Margrethe Vestager, commissaire européenne chargée de la concurrence.	Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères.	Cecilia Malmström, commissaire européenne chargée du commerce.	Emily O'Reilly, médiatrice européenne.
© Union européenne 2017, source PE					
11.	Les citoyens européens peuvent travailler dans n'importe quel État membre de l'UE.	Vrai	Faux		
12.	Quel pourcentage du nombre total de réfugiés dans le monde s'est dirigé vers l'Europe? (statistiques du HCR, 2017)	13 %	27 %	43 %	67 %

## ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION À L'ÉCOLE

Une bonne activité de sensibilisation regroupe, autant que faire se peut, les caractéristiques suivantes :

- l'activité est **interactive** : les apprenants doivent être occupés ;
- l'activité est **visuellement attractive** : elle suscite la curiosité des élèves, qui se demandent ce dont il est question ;
- l'activité **suscite l'enthousiasme des élèves** ;
- l'activité **conduit les apprenants à réfléchir** sur l'Union/les questions d'actualité de l'Union/les valeurs de l'Union ;
- l'activité permet également **de les informer** et fournit des renseignements quant à certains faits et informations générales sur l'Union/les valeurs de l'Union/les questions d'actualité de l'Union.

Voici quelques exemples d'activités de sensibilisation réussies :



Athénée Royal d'Enghien, Belgique

### « Promouvoir les valeurs européennes »

Activité sur les valeurs de l'Union : tous les élèves de l'école choisissent quelle valeur de l'Union européenne ils souhaitent promouvoir. Ils fixent une étiquette affichant cette valeur sur leurs habits et la portent toute la journée. L'objectif est de faire réfléchir les élèves et de les pousser à échanger sur les raisons qui les ont poussés à choisir cette valeur. Ainsi, ils y réfléchissent de manière approfondie. Ils se familiarisent également avec les différentes valeurs de l'Union européenne.





Institut de la Providence, Herve, Belgique

### Diffusion d'informations sur l'Union européenne à l'école, suivie d'un quiz

Vous pouvez disperser des informations concernant l'Union européenne dans l'école en accrochant des posters partout, sur les portes, dans les couloirs, etc. (par exemple : « Saviez-vous que [...] ? »). À la fin de la semaine, vérifiez les connaissances des élèves à l'aide d'un quiz (en ligne ou non) pouvant impliquer la participation de tous les élèves de l'école (vous pouvez utiliser le quiz Kahoot en ligne compris dans cet outil pédagogique). Cette activité suscite la curiosité des élèves et leur enthousiasme et leur permet d'acquérir des connaissances élémentaires sur l'Union européenne.



### Chasse au QR code

Chasse au trésor à l'école : des fiches comportant un QR code sont cachées partout dans l'école. Les élèves se divisent en petits groupes et partent à la recherche des QR codes. Lorsqu'ils les trouvent, ils les scannent : ils sont alors dirigés vers une brève vidéo contenant soit une question, soit un indice. Les élèves essaient ainsi de résoudre l'énigme le plus vite possible. Les liens peuvent mener à des vidéos, réalisées par les jeunes ambassadeurs à l'école, ou issues du Parlement européen, de sites internet, contenant des informations. De cette manière, les élèves rassemblent des connaissances et sont encouragés à en acquérir davantage, tout en s'amusant.



Collège Saint-Louis, Liège, Belgium

### Utiliser la diversité à l'école

**Foire de l'Union européenne** : Tous les élèves de l'école ayant des racines dans d'autres pays présentent leur pays d'origine et interrogent ensuite leurs camarades de classe à l'aide d'un quiz, ou bien apportent un plat traditionnel de leur pays (les activités culinaires sont toujours une réussite).

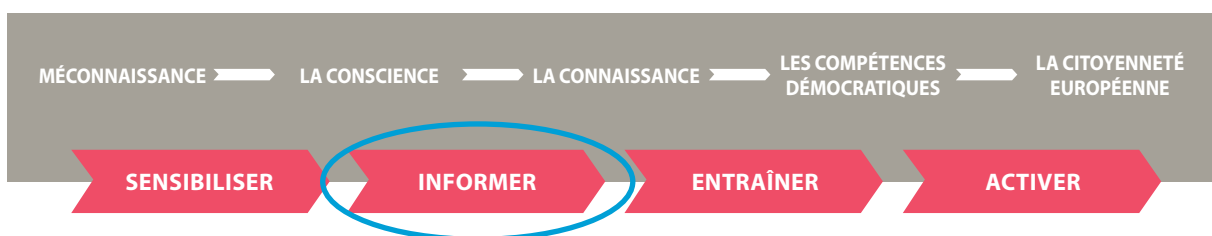
### Un point d'information interactif sur l'Union européenne :

Sur une carte de l'Europe et une mappemonde, tous les élèves de l'école indiquent leur pays d'origine s'il est différent du pays dans lequel se trouve l'école.

# MODULE 2 À LA DÉCOUVERTE DE L'UNION EUROPÉENNE

## CONCEPT

Le deuxième module a pour objectif **d'informer** correctement les élèves sur l'Union et ses valeurs, de manière motivante. Il s'agit là de la deuxième étape du modèle « Vers une citoyenneté européenne active ».



© Ryckeveldé vzw, 2010

Le deuxième module est détaillé, car il s'agit d'un **module très important**. Il repose sur des méthodologies très accessibles et interactives et est composé de **quatre jeux éducatifs** qui viennent renforcer les connaissances des élèves sur l'Union en général et ses valeurs. Trois jeux se font en petits groupes, et le quatrième avec l'ensemble de la classe.

À la fin de chaque jeu, **toute la classe** participe à une mise en commun portant sur les connaissances acquises au cours du jeu. L'enseignant utilise ici une **présentation Prezi** claire.

Enfin, il y a également une **synthèse du module dans le cahier de l'élève**. Cette fiche résume toutes les connaissances acquises et suit la même structure que la présentation. Vous pouvez la donner aux élèves en soutien à la leçon, éventuellement en tant que matière à étudier. Cette fiche n'est pas destinée à être parcourue en classe.

## ÉLÉMENTS ET DURÉE

En version abrégée, vous pouvez traiter ce module en deux heures, de préférence consécutives. Si vous réalisez tous les jeux dans leur intégralité et faites une présentation complète, vous aurez besoin de quatre heures. Vous êtes également libres de choisir seulement un ou deux jeux dans le manuel. Le temps minimal à prévoir pour chaque partie et chaque exercice est indiqué dans le tableau ci-dessous.

MÉTHODOLOGIE	DURÉE	QUOI	MATÉRIEL
Discussion avec les élèves	10 minutes	Introduction : que vous évoque «l'Union européenne» ?	- Un tableau noir/blanc/à feuilles mobiles et de quoi écrire
Jeu éducatif : Informations clés sur l'Union	20 minutes	Jeu sur des informations clés sur l'Union: jeu de questions-réponses sur l'histoire de l'Union et les faits généraux relatifs à l'Union	- Un chronomètre pour chaque groupe (vous pouvez laisser les élèves utiliser leur smartphone) - <u>Un paquet de cartes sur les informations clés relatives à l'Union européenne</u> pour chaque petit groupe (annexe I dans le manuel des enseignants)
Leçon active	au moins 20 minutes	Présentation : synthèse des connaissances acquises	- Un ordinateur + vidéoprojecteur - <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 2</a>
Jeu éducatif : États membres de l'Union européenne	20 minutes	Jeu sur les États membres de l'Union « Déchiffrez le code » dans lequel les élèves jouent en groupes les uns contre les autres et essaient de déchiffrer au plus vite un code. Il s'agit d'un «teaser» visant à inciter les élèves à en savoir davantage.	- <u>Une carte de l'Europe</u> pour chaque groupe (annexe II du manuel des enseignants) - <u>Un paquet de cartes «États membres de l'Union»</u> pour chaque groupe (annexe III du manuel des enseignants) - <u>Une fiche de travail avec le décodeur</u> pour chaque groupe (annexe IV du manuel des enseignants)
Leçon active	10-20 minutes	Présentation : synthèse des connaissances acquises	- Un ordinateur + vidéoprojecteur - <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 2</a>
Jeu éducatif : les compétences de l'Union européenne	10 minutes	Quelles sont les compétences de l'Union ? Course éliminatoire entre les élèves pendant laquelle la classe est divisée en deux	- Les questions figurant dans le manuel des enseignants
Leçon active	au moins 10 minutes	Présentation : synthèse des connaissances acquises	- Un ordinateur + vidéoprojecteur - <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 2</a>
Jeu éducatif : les valeurs de l'Union européenne	20 minutes	Quelles sont les valeurs européennes et quels exemples de mise en pratique de ces valeurs par l'Union européenne peut-on citer ?	- <u>Un paquet de cartes de famille sur les valeurs de l'Union</u> pour chaque groupe (annexe V du manuel des enseignants) - <u>Un paquet de cartes «vrai ou faux» sur les valeurs de l'Union</u> pour chaque groupe (annexe VI du manuel des enseignants)
Leçon active	10 minutes	Présentation : synthèse des connaissances acquises	- Un ordinateur + vidéoprojecteur - <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 2</a>

## QUELQUES CONSEILS

- Il est important de parcourir la matière à étudier juste après la fin du jeu sur les États membres, car ce jeu est un « teaser » qui donne aux élèves l'envie d'en savoir plus sur les pays qui font partie de l'Union. Mieux vaut donc ne pas répartir ces deux éléments sur deux heures de cours différentes. Vous pouvez éventuellement choisir de commencer par le jeu sur les États membres au lieu du jeu « Informations clés sur l'Union ».
- Vous pouvez également choisir d'organiser consécutivement les jeux n° 1 et n° 2, puis de procéder au résumé de la matière à étudier. Les élèves restent ainsi assis en petits groupes lors de la discussion.
- Il peut être envisagé de jouer au jeu sur les valeurs de l'Union de manière complètement séparée du reste. Vous pouvez également utiliser ce jeu comme un « teaser » pour le module 3 et sa méthodologie interactive («Les valeurs européennes : votre avis ?»).

# OBJECTIFS ET COMPÉTENCES

## ATTITUDE

- l'intérêt des élèves pour l'Europe est éveillé.
- les élèves sont sensibilisés à l'importance du rôle que joue l'Union européenne dans leur vie (quotidienne).

## CONNAISSANCES

- les élèves savent comment, quand et pourquoi l'Union européenne a été fondée. Les élèves savent également comment l'Union européenne a évolué ;
- les élèves savent quels pays sont membres de l'Union européenne et comment l'Union s'est élargie ;
- les élèves savent que l'Union européenne est dotée de compétences concrètes ;
- les élèves comprennent le rôle que joue l'Union européenne pour eux et dans leur vie quotidienne grâce à des exemples concrets ;
- les élèves ont acquis des connaissances sur le marché unique, l'espace Schengen et la zone euro ;
- les élèves connaissent les valeurs de l'Union et peuvent citer quelques exemples concrets de mise en pratique de ces valeurs par l'Union européenne.



# MODULE 2: ÉTAPE PAR ÉTAPE

## INTRODUCTION : L'UNION EUROPÉENNE ?

### CADRE

Les élèves sont assis à leur place habituelle. Vous entamez une discussion d'introduction avec les élèves.

### DÉROULEMENT

En introduction, vous pouvez demander aux élèves : « Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit quand vous pensez à l'Union européenne ? ».

Les élèves répondent de manière spontanée. Vous notez leurs réponses (au tableau ou sur un tableau à feuilles mobiles). Essayez de regrouper les réponses. Voici quelques réponses possibles : une coopération entre pays, l'Europe géographique, des lois, etc.

### MATÉRIEL

Éventuellement : un tableau noir/blanc/à feuilles mobiles et de quoi écrire.

### QUELQUES CONSEILS

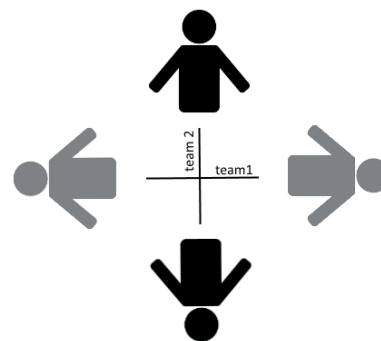
- Ne donnez pas trop d'informations sur la date de création de l'Union européenne, les raisons de cette création, etc. Les élèves l'apprendront plus tard au cours de cette leçon. L'objectif de cet exercice est simplement d'écouter ce que les élèves ont à dire et de noter leurs réponses.
- Essayez de conserver les réponses que vous avez notées ; vous pourrez ainsi y faire référence lors de la présentation pour conclure ce module.

## JEU N° 1. INFORMATIONS CLÉS SUR L'UE

Ce premier jeu s'appuie sur le principe des « questions-réponses ». Les questions portent sur l'histoire de l'Union européenne et sur l'Union en général. Les élèves ignoreront probablement la plupart des réponses. La méthode adoptée fait en sorte que les élèves **mémorisent** les réponses aux questions et acquièrent ainsi des connaissances sur l'Union européenne, tout en s'amusant.

## CADRE

Les élèves jouent par petits groupes de **nombre pair**, avec un minimum de quatre élèves (nombre idéal d'élèves par groupe). Il est également possible de travailler par groupes de six élèves. Tous les groupes jouent de manière simultanée, mais indépendamment les uns des autres. Au sein de chaque groupe, les élèves constituent des équipes de deux personnes. En cas de nombre impair, l'enseignant peut également jouer. Les équipes s'installent face à face, comme sur l'illustration ci-dessous.



## DÉROULEMENT

- Le but de ce jeu est de recueillir le plus grand nombre de cartes en équipe.
- Le groupe reçoit un paquet de cartes portant chacune une question et une réponse.
- Un élève commence (l'élève 1A) et tient en main le jeu de cartes. Il pose la question à son coéquipier installé face à lui (élève 1B). Si la réponse de l'élève 1B est correcte, l'équipe 1 conserve la carte et l'élève 1A lit la question suivante. Si la réponse de l'élève 1B est incorrecte, l'élève 1A remet la carte sous le paquet et pose la question suivante.
- L'équipe continue de jouer jusqu'à ce que le chronomètre indique que leur tour est fini.
- Un tour dure 30 secondes.
- À l'issue des 30 secondes, le joueur passe le jeu de cartes à son voisin de gauche (l'élève 2A), de l'équipe 2.
- C'est maintenant à l'équipe 2 de jouer. Pendant ce tour, l'élève 2A interroge l'élève 2B. Une fois les 30 secondes écoulées, le jeu de cartes est passé à l'élève 1B, qui le passera ensuite à l'élève 2B, et ainsi de suite.
- Cela continue tant que les élèves n'ont pas trouvé toutes les réponses et tant que toutes les cartes ne sont pas en possession de l'une ou de l'autre des équipes.
- L'équipe qui ne joue pas (qui ne lit pas les questions et qui n'y répond pas) surveille le temps.
- L'équipe qui a remporté le plus de cartes (en répondant correctement au plus grand nombre de questions) gagne la partie.

Dans chaque équipe, chaque membre du groupe participe souvent, parfois en posant les questions, parfois en y répondant. De cette manière, tous les joueurs voient les questions et les réponses, ce qui leur permet de mémoriser les informations.

### Récapitulatif des règles du jeu :

- Chaque tour dure 30 secondes. Chaque équipe répond correctement à un maximum de questions pendant ces 30 secondes ;
- Une seule réponse est possible pour chaque question. Si la première réponse est incorrecte, l'élève qui pose la question place la carte sous le paquet et passe à la question suivante. L'élève qui répond à la question n'a donc pas le droit de revenir sur sa réponse ;
- Si un joueur ne connaît pas la réponse, il dit « je passe ». L'élève qui pose les questions place alors la carte sous le paquet et passe à la question suivante ;
- Les éléments entre parenthèses sont des informations complémentaires que les joueurs ne doivent pas forcément dire pour répondre correctement. Il peut parfois y avoir plusieurs manières de répondre correctement : le cas échéant, une barre oblique séparera les différentes réponses possibles. Une seule réponse correcte suffit.

## MATÉRIEL

- Un chronomètre par groupe. De nombreux smartphones sont équipés de chronomètres. Si nécessaire, demandez aux élèves d'utiliser leurs téléphones en guise de chronomètre.
- Un jeu de cartes « Informations clés sur l'Union » par groupe (annexe I dans le manuel des enseignants). Chaque jeu compte 25 cartes. Vous devrez les découper vous-mêmes.
- Vous pouvez sélectionner les cartes à utiliser.

## QUELQUES CONSEILS

- Expliquez le jeu en l'illustrant par un exemple.

## CONTENU

Il y a 25 questions qui portent sur l'histoire de l'Union européenne et les informations clés concernant l'Union.

QUESTION	RÉPONSE
1. Combien d'États membres font partie de l'Union européenne à ce jour ?	28.
2. Les pays fondateurs de l'Union européenne actuelle étaient la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et... ?	L'Italie.
3. Quand les pays se sont-ils regroupés pour former une coopération européenne ? (une période ou une décennie peut suffire, il n'est pas nécessaire de donner une année exacte)	Après la Seconde Guerre mondiale ; dans les années 50 (les deux réponses sont correctes).
4. Pour quelle institution européenne les citoyens européens se rendent-ils aux urnes tous les 5 ans ? (élections directes)	Le Parlement européen.
5. <b>Pour quelle raison</b> a-t-on créé la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) ?	Pour éviter une autre guerre/Pour garantir la paix.
6. Quelle ville européenne est le siège de la plupart des institutions européennes et est souvent appelée la « capitale de l'Europe » ?	Bruxelles
7. Quel événement d'importance historique est survenu en Europe en 1989 ?	La chute du mur de Berlin/la fin de la division entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest/la fin de la guerre froide.
8. Dans quelle(s) langue(s) les eurodéputés communiquent-ils au sein du Parlement européen ?	Chacun peut parler sa propre langue (l'une des 24 langues officielles de l'Union européenne).
9. Quelle part (en %) de l'énergie produite dans l'Union européenne pourrait provenir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2020 ? (énergie éolienne, solaire, etc.)	20 %.
10. Quel pays fut le dernier à intégrer l'Union européenne en 2013 ?	La Croatie.
11. Quelle est la monnaie utilisée dans la plupart des pays de l'Union ?	L'euro.
12. Comment appelle-t-on le droit européen de pétition qui permet aux citoyens de proposer une loi à la Commission européenne ?	L'initiative citoyenne européenne.
13. Quand la Journée de l'Europe a-t-elle lieu ? (date)	Le 9 mai.
14. Quel est le nom du programme d'échange européen pour les étudiants de l'enseignement supérieur, mais également pour les élèves de l'enseignement primaire et secondaire ?	Le programme Erasmus+ (« Erasmus »).
15. Qui est l'actuel (2014-2019) président du Conseil européen ?	(Donald) Tusk.
16. Qui est l'actuel (2014-2019) président de la Commission européenne ?	(Jean-Claude) Juncker

17.	On pourrait comparer la Commission européenne avec le [...] d'un pays, parce qu'elle est investie du pouvoir exécutif.	Gouvernement.
18.	Quel est le nom de l'accord qui permet aux citoyens de voyager librement dans (presque) tous les États membres de l'Union sans contrôle d'identité (ouverture des frontières) ?	L'accord de Schengen/Schengen.
19.	Quel est le numéro d'appel d'urgence européen?	Le 112.
20.	Quel État membre de l'Union européenne est le plus peuplé ?	L'Allemagne (environ 82 millions d'habitants).
21.	Quel État membre est le moins peuplé et le plus petit État membre de l'Union européenne ?	Malte (environ 450 000 habitants).
22.	Quel État membre de l'Union européenne a le même nom que sa capitale ?	(Le Grand-Duché de) Luxembourg.
23.	En quelle année les premiers pays de la zone euro ont-ils commencé à utiliser les billets et les pièces en euros ?	En 2002.
24.	Chaque État membre nomme un commissaire à la Commission européenne. Qui est le commissionnaire actuel désigné par la Belgique ?	Marianne Thyssen
25.	Chaque État membre élit un certain nombre de députés au Parlement européen en fonction de la taille de sa population. De combien de députés au Parlement européen la Belgique dispose-t-elle actuellement ?	21

## JEU N° 2. ÉTATS MEMBRES DE L'UE

Le deuxième jeu porte sur **les États membres de l'Union européenne**. Le but du jeu est de piquer la curiosité des élèves pour qu'ils cherchent à savoir quels pays sont effectivement des États membres; il s'agit d'un « teaser ». Lorsque vous parcourez ensuite les pays à l'aide de la présentation, ils seront davantage disposés à en savoir plus. Par conséquent, ils mémoriseront mieux ces informations.

### CADRE

La classe est divisée en équipes de trois ou quatre élèves. Ces groupes d'élèves travaillent en équipe contre les autres groupes de la classe. Si nécessaire, les élèves peuvent rester assis dans les mêmes groupes que pour le jeu n° 1. Les groupes de six élèves seront alors scindés en deux groupes de trois.

### DÉROULEMENT

- Répétez la question du premier jeu : « Combien d'États membres font partie de l'Union européenne à ce jour ? » Après avoir reçu la réponse, les élèves devront chercher quels sont ces 28 États membres.
- Expliquez le jeu avant de distribuer le matériel :
  - chaque groupe reçoit un jeu de 40 cartes. Sur ces cartes figurent la forme et le nom de chacun des 28 États membres et de 12 États non membres. Chaque groupe reçoit également une carte de l'Europe.
  - Le but du jeu est le suivant : « Sélectionnez parmi ces 40 cartes les 28 pays membres de l'Union européenne en un minimum de temps ».
  - Chaque carte porte également une lettre. Ensemble, ces lettres forment un code. Lorsqu'un groupe a terminé sa sélection de tous les États membres de l'Union européenne, il reçoit une fiche de travail contenant le décodeur. Les élèves doivent alors déchiffrer le code en utilisant



les lettres qui apparaissent sur les cartes des États membres qu'ils ont sélectionnés.

- La solution est une phrase en anglais.
- Le groupe qui déchiffre le code en premier doit se lever. Si vous constatez que leur réponse est correcte, le groupe gagne la partie.
- Laissez les autres groupes jouer jusqu'à ce que chacun d'eux déchiffre le code.

Plus les élèves se trompent au moment de sélectionner les États membres, plus il leur sera difficile de trouver la solution à l'aide du décodeur de la fiche de travail. Ce n'est pas grave si les élèves se trompent quelques fois au début. Le plus important dans cet exercice est de les laisser réfléchir à chacun des pays: « Ce pays est-il ou non un État membre ? » L'enseignant peut néanmoins les guider lors de la sélection des États membres.

## MATÉRIEL

- Une carte de l'Europe pour chaque groupe (annexe II du manuel des enseignants)
- Un jeu de cartes «États membres de l'Union» pour chaque groupe (annexe III du manuel des enseignants). Chaque jeu compte un total de 40 cartes. Vous devrez les découper vous-mêmes et vous assurer qu'elles sont bien mélangées.
- Une fiche de travail avec le décodeur pour chaque groupe (annexe IV du manuel des enseignants).

## QUELQUES CONSEILS

- Il est important que les élèves trouvent intuitivement ce qu'ils sont supposés faire avec le décodeur de la fiche de travail. Contentez-vous de leur dire que la solution est une phrase en anglais. Vous pouvez préciser aux groupes qui ont besoin de plus d'explications ce qu'ils doivent faire exactement : ils doivent entourer, sur la fiche de travail, les lettres qui apparaissent sur les cartes des États membres de l'Union européenne, car ce sont les morceaux du code. Ils pourront ensuite lire le code, de gauche à droite et de bas en haut.
- La solution est composée de 28 lettres, une pour chaque pays. Il y aura donc bien entendu des lettres en double : 6 « E », 5 « O », 3 « T », etc. Si les élèves trouvent un « E », cela signifie que les autres cartes de pays sur lesquelles apparaît une lettre « E » sont correctes également, donc s'ils le souhaitent, les élèves peuvent entourer toutes les lettres « E » sur la fiche de travail. Ils peuvent également n'entourer la lettre que lorsqu'ils trouvent une carte. Dans tous les cas, le résultat sera le même. Mieux vaut ne pas le dire aux élèves dès le début, mais seulement s'ils posent des questions.
- Les élèves ne le remarqueront pas, mais les lettres de la solution sont dans l'ordre chronologique de l'entrée des pays dans l'Union européenne. Par exemple, la première lettre « C » est sur la carte de la Belgique et la dernière lettre « R » est sur celle de la Croatie.

## SOLUTION

COME ON EUROPE, LET'S WORK TOGETHER

C	A	D	I	Q	O	J	V	M	E	Q	A
B	F	O	N	B	I	Q	D	A	J	F	D
I	A	J	A	V	Z	X	A	F	Y	I	J
B	Q	B	E	Q	U	F	V	B	R	D	O
F	Z	I	F	A	V	P	E	X	I	F	B
L	I	Y	E	D	T	D	A	Z	F	D	X
Q	V	X	J	Z	F	A	Y	B	S	Y	J
D	J	F	D	W	Z	X	I	D	Q	I	O
R	K	Y	B	I	T	V	B	J	O	F	Z
F	D	G	Q	E	T	A	Q	H	E	R	A

## JEU N° 3. LES COMPÉTENCES DE L'UE

Ce jeu porte sur **les compétences de l'Union européenne**. Dans l'objectif d'expliquer dans quelle mesure l'Union européenne diffère des autres échelons politiques, plusieurs cas concrets sont détaillés.

### CADRE

Pendant la courte présentation du jeu, les élèves sont assis. Après l'explication du jeu, tous les élèves doivent se lever. Chaque élève joue pour lui-même. La classe est scindée en deux : une moitié sera le « côté UE », et l'autre le « côté non-UE ».

- non-UE : l'État, les régions, les communes, etc. ;
- UE : le niveau européen.

### DÉROULEMENT

Introduction : avant de commencer le jeu, il est important que les élèves sachent que, selon le principe de primauté, le droit européen a une valeur supérieure aux droits nationaux des États membres.

Ensuite, vous agrandissez l'image des échelons politiques de votre pays dans la présentation Prezi.

Vous expliquez que chaque échelon politique peut prendre des décisions sur un nombre limité de sujets convenus, mais que la législation européenne prime sur la législation des autres échelons politiques. Par exemple, si un pays adopte une loi contraire à la législation européenne, cette nouvelle loi ne pourra pas être instaurée. Vous pouvez également expliquer que l'attribution des compétences entre les échelons politiques est fondée sur des accords conclus par le passé.

Après cette explication, le jeu peut commencer.

**Explication du jeu :** il s'agit d'une course éliminatoire entre les élèves. À chaque fois que l'enseignant donne un exemple de mesure législative, loi ou compétence, les élèves doivent indiquer s'ils pensent que cette mesure relève de la législation de l'Union ou non. Les élèves donnent leur réponse en se positionnant soit dans le « côté UE », soit dans le « côté non-UE ». Quand tous les élèves ont fait leur choix, l'enseignant donne immédiatement la bonne réponse. Les élèves qui ont trouvé la bonne réponse peuvent participer au prochain tour. Les élèves qui se sont trompés doivent se rasseoir.

L'enseignant continue le jeu jusqu'à ce qu'il ne reste plus que trois élèves debout (ou jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'un – tout dépend de l'ambiance en classe, c'est à la discrétion de l'enseignant). Si nécessaire, les enseignants peuvent décider de faire une nouvelle partie (par exemple si tous les élèves se sont rassis après seulement trois exemples). Le but du jeu est de parcourir au moins dix exemples.

## MATÉRIEL

- Le présent manuel des enseignants contenant des exemples et quelques explications complémentaires (voir ci-dessous)
- Une classe assez spacieuse pour que les élèves puissent se tenir de deux côtés
- [La présentation Prezi pour le module 2](#)
- Un ordinateur et un vidéoprojecteur

## QUELQUES CONSEILS

- Si ce jeu suscite l'enthousiasme des élèves, ne leur donnez pas trop d'explications après chaque exemple. Vous pourrez revenir sur la plupart des exemples plus tard avec la présentation.
- Les exemples sont cités dans un certain ordre, mais vous pouvez choisir ceux qui seront les plus adaptés à vos élèves.

## CONTENU

L'exercice :

	QUESTION POUR LES ÉLÈVES	SOLUTION	EXPLICATION
1.	À quel échelon politique les limitations de vitesse sur l'autoroute sont-elles fixées ?	Non-UE	Les règles en matière de circulation routière diffèrent entre les États membres de l'Union européenne. Par exemple, au Royaume-Uni, à Malte, en Irlande et à Chypre, on roule sur le côté gauche de la chaussée. Les codes de la route sont cependant coordonnés au niveau européen et le permis de conduire des conducteurs européens est valable dans toute l'Union européenne.

2.	À quel échelon politique décide-t-on que vous avez droit à une <b>garantie d'au moins deux ans</b> quand vous achetez un ordinateur portable ?	UE	Protection des consommateurs : l'Union a décidé que les consommateurs doivent bénéficier d'une garantie d'au moins deux ans lorsqu'ils achètent des appareils électroniques : smartphones, imprimantes, ordinateurs portables, aspirateurs, brosses à dents électriques, etc.
3.	À quel échelon politique décide-t-on du jour de ramassage des déchets ?	Non-UE	Généralement, c'est le niveau local qui choisit le jour de ramassage des déchets. C'est la solution la plus logique. Si l'Union européenne était l'échelon concerné par cette décision, la situation serait chaotique. L'Union n'est en effet pas la mieux placée pour connaître les besoins spécifiques de chaque ville.
4.	À quel échelon politique décide-t-on des informations devant figurer sur les cannettes de soda (telles que les ingrédients, les calories, les coordonnées du producteur, etc.) ?	UE	L'Union européenne trouve que les consommateurs ont le droit de connaître les informations exactes et complètes relatives aux produits qu'ils consomment. C'est pourquoi les producteurs alimentaires, mais également les producteurs cosmétiques, sont obligés de faire figurer ces informations sur les étiquettes de leurs produits. Lors de la pause, demandez aux élèves de regarder ce qu'indiquent leurs aliments ou leurs boissons.
5.	À quel échelon politique décide-t-on des normes de sécurité auxquelles votre smartphone doit répondre ?	UE	Marché unique et protection des consommateurs : l'Union européenne fixe les normes de sécurité de tous les produits qui sont vendus dans l'Union européenne.
6.	À quel échelon politique décide-t-on de ce que vous devez avoir appris à la fin de l'année scolaire ?	Non-UE	L'Union européenne ne décide pas de la manière dont l'enseignement doit être organisé ni de son contenu. Les objectifs visés peuvent différer entre les États membres de l'Union européenne (voire entre les régions).
7.	Quel échelon politique est compétent pour envoyer les forces armées dans les zones de conflit dans le monde ?	Non-UE	L'Union européenne ne dispose pas d'armée. La politique en matière d'affaires étrangères et de défense relève de la compétence des États. Les États membres essaient cependant de coordonner leurs missions au niveau européen, ainsi qu'au sein de l'OTAN.
8.	À quel échelon politique décide-t-on qu'un travailleur à temps plein doit avoir 20 jours de congé minimum ?	UE	Un minimum de 20 jours : chaque secteur et chaque pays est autorisé à proposer davantage de jours de congé. L'Union européenne n'a pas un pouvoir très étendu en ce qui concerne la politique sociale. Cette mesure est l'une des rares prises par l'Union en la matière. Dans la plupart des cas, la politique sociale relève de la compétence des États.
9.	À quel échelon politique sont fixées les conditions dans lesquelles les conducteurs apprennent à conduire et celles dans lesquelles ils passent le permis ?	Non-UE	Même si l'Union européenne ne fixe pas ces conditions, votre permis de conduire est directement valable dans l'ensemble de l'Union et présente un format européen.
10.	À quel échelon politique détermine-t-on la quantité maximum de cabillaud que les pêcheurs ont le droit de pêcher ?	UE	Politique dans le domaine de la pêche et de l'environnement : l'Union européenne détermine un poids maximum, en kilos, pour chaque espèce pouvant être pêchée. C'est ce que l'on appelle les « quotas de pêche ». Avec ces quotas, l'Union européenne souhaite s'assurer que les espèces en danger auront une chance de se reproduire et de se multiplier, et empêcher la surpêche dans nos mers.
11.	À quel échelon politique détermine-t-on la quantité d'énergie (gaz, électricité) qui doit provenir de sources d'énergie renouvelables, comme l'énergie solaire ou éolienne ?	UE	Réchauffement climatique : l'actuel plan 20-20-20 de l'Union prévoit que tous les États membres doivent porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE d'ici 2020. En fonction de la situation de chaque pays, ce pourcentage varie d'un État membre à l'autre. Le nouveau plan énergétique (à l'horizon 2030) fixe un objectif encore plus élevé à 27 %.

12.	À quel échelon politique prend-on les décisions relatives aux permis de construction de votre maison ?	Non-UE	Les permis de construire de maisons privées relèvent généralement de la compétence des collectivités locales.
13.	À quel échelon politique perçoit-on les impôts ?	Non-UE	L'Union européenne ne prélève pas d'impôts directs auprès des citoyens. Chaque État membre doit verser un montant annuel à l'Union européenne, qui représente sa contribution au budget européen.
14.	À quel échelon politique prend-on les décisions relatives aux jours fériés (quand et combien) ?	Non-UE	Ces décisions sont généralement prises par les États.
15.	À quel échelon politique détermine-t-on la quantité maximale de particules fines autorisées dans l'atmosphère ?	UE	L'Union européenne décide de plusieurs mesures environnementales, comme la qualité de l'eau des rivières, des lacs et des mers.
16.	Où faut-il effectuer l'enregistrement de son mariage ?	Non-UE	Les registres de population et de l'état civil sont généralement tenus par les collectivités locales.

## JEU N° 4. LES VALEURS DE L'UE

Le quatrième jeu est un jeu sur les **valeurs de l'Union européenne**. Tout au long du jeu, les élèves découvrent ces valeurs ainsi que quelques exemples concrets de mise en pratique de ces valeurs par l'Union européenne. Le jeu repose sur la méthode d'« **apprentissage par la pratique** ». Il garantit la participation de chaque élève en veillant à ce que chacun d'eux réfléchisse aux valeurs.

### CADRE

Pour le jeu, la classe est divisée en petits groupes, de préférence de quatre élèves. Les groupes de trois ou cinq élèves sont également possibles, si nécessaire. Chaque groupe s'assied autour d'une table. Les élèves jouent les uns contre les autres dans leur groupe. Au centre de la table se trouve un paquet de 30 cartes contenant des affirmations, vraies ou fausses.

### DÉROULEMENT

- Le but du jeu pour les joueurs dans les groupes est de remporter le plus grand nombre de *familles* (un ensemble de quatre cartes sur la même valeur européenne).
- Les cartes de famille sont distribuées aux membres du groupe. Si les joueurs sont au nombre de quatre, chacun reçoit huit cartes. Si les joueurs sont au nombre de cinq, certains joueurs auront une carte supplémentaire. Les joueurs tiennent leurs cartes en main sans les montrer aux autres.
- Au centre de la table de chaque groupe se trouvent 30 cartes, les élèves devront déterminer si les affirmations qu'elles contiennent sont vraies ou fausses. Les réponses aux questions figurent sur les cartes que les élèves ont en main.
- Le membre du groupe le plus âgé commence. Cet élève **demande** à un autre joueur s'il possède **une carte portant sur une valeur déterminée de l'Union européenne**. L'élève doit disposer lui-même d'au moins une carte de la *famille* de cette valeur européenne.
  - Si le joueur à qui l'élève s'adresse **n'a pas** la carte demandée, il en informe le groupe et c'est à lui de jouer.

- Si le joueur à qui l'élève s'adresse **a** la carte demandée, il pioche une carte « vrai ou faux » dans le paquet de cartes au centre de la table et lit l'affirmation.
  - L'élève répond et si **sa réponse est correcte**, il remporte la carte de cette valeur européenne (répondre par « vrai » ou « faux » est suffisant ; les joueurs n'ont pas besoin de donner davantage d'informations si une affirmation est fausse. Le joueur qui a lu l'affirmation donne ensuite à voix haute la raison pour laquelle cette proposition était fausse).
  - Si **la réponse** de l'élève **est incorrecte**, il n'y a pas d'échange de carte et la carte « vrai ou faux » est remise sous le paquet de cartes au centre de la table.
- Dans tous les cas, c'est au tour du joueur qui a lu l'affirmation de jouer.
- Lorsqu'un joueur parvient à rassembler les quatre cartes de la *famille* d'une même valeur européenne, il doit déclarer : « *famille !* » à voix haute et poser la *famille* sur la table. Ces cartes ne peuvent plus être demandées par les autres joueurs.
- Le jeu est terminé lorsque les huit *familles* sont complètes. Les élèves ayant obtenu le plus grand nombre de *familles* remportent la partie.

## MATÉRIEL

- Un paquet de cartes de famille « Valeurs de l'Union » pour chaque groupe (annexe V du manuel des enseignants). Chaque paquet compte un total de 32 cartes. Vous devrez les découper vous-mêmes et vous assurer qu'elles sont bien mélangées.
- Un paquet de cartes « vrai ou faux » sur les valeurs européennes pour chaque groupe, posé au centre de la table (annexe VI du manuel des enseignants). Chaque paquet compte un total de 30 cartes. Vous devrez également les découper vous-mêmes.






## QUELQUES CONSEILS




- Il peut être facilement envisagé de jouer au jeu « Valeurs de l'Union » de manière complètement indépendante des autres jeux.
- Vous pouvez utiliser ce jeu comme « teaser » afin de susciter la curiosité des élèves pour la méthodologie interactive du module 3 (« Les valeurs européennes : votre avis ? »).

## CONTENU

Sur les 32 cartes de famille, les élèves découvrent les valeurs européennes et quelques exemples de leur mise en pratique par l'Union et le Parlement européen sur le territoire de l'Union et à l'étranger. Il y a huit *familles* de cartes, portant sur huit valeurs.



<b>DÉMOCRATIE</b> 	Tous les cinq ans, les citoyens européens élisent directement leurs représentants au Parlement européen. Les prochaines élections se tiendront en 2019.
	Les citoyens européens résidant dans un autre pays de l'Union ont le droit de voter ou d'être élus aux élections communales et européennes de leur lieu de résidence. Par exemple, une Grecque résidant à Berlin peut être élue maire de cette ville.
	Initiative citoyenne européenne : si un million de citoyens européens d'au moins sept pays différents signent une pétition, ils peuvent inviter la Commission européenne à présenter une proposition législative.
	Le Parlement européen remplit des missions d'observation électorale dans les pays extérieurs à l'Union afin de favoriser des élections libres et équitables, comme en Égypte ou en Ukraine.
<b>LIBERTÉ</b> 	Les citoyens européens peuvent voyager librement dans toute l'Union européenne.
	Les entreprises n'ont pas le droit de collecter des données à caractère personnel, sauf dans des conditions très strictes. Il s'agit là de notre droit à la vie privée et à la protection des données.
	Les citoyens européens sont libres de travailler dans n'importe quel État membre de l'Union sans avoir besoin d'un permis de travail.
	Dans l'Union européenne, nous pouvons exprimer notre avis sans avoir peur d'être emprisonnés. Il s'agit là de notre liberté d'expression. Seuls les discours haineux incitant à blesser d'autres personnes ou groupes de personnes ne sont pas autorisés.
<b>SOLIDARITÉ</b> 	Les régions les moins développées de l'Union reçoivent un soutien financier supplémentaire.
	Les États membres de l'Union ont convenu de s'aider les uns les autres si l'un d'eux était victime d'un attentat terroriste ou d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. Cette clause a été utilisée pour la première fois après les attentats de Paris en 2015.
	Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation aide les citoyens à retrouver un emploi ou à recevoir une formation professionnelle s'ils ont perdu leur emploi à cause de la mondialisation, par exemple si l'entreprise a été délocalisée vers un pays à bas salaires.
	L'Union et ses États membres sont les plus grands donateurs mondiaux en matière d'aide au développement.
<b>ÉGALITÉ/NON-DISCRIMINATION</b> 	Les citoyens européens qui étudient dans un autre État membre de l'Union paient les mêmes frais de scolarité que les étudiants de ce pays. Par exemple, un étudiant italien qui étudie à Paris paie les mêmes frais de scolarité que les étudiants de nationalité française.
	Lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, ses parents ont tous deux droit à au moins quatre mois de congé parental pour s'occuper de lui.
	Dans l'Union, les citoyens ne peuvent pas se voir refuser un travail ou être licenciés en raison de leur orientation sexuelle.
	Chaque année, le Parlement européen célèbre la Journée internationale de la femme (8 mars) pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.
<b>ÉTAT DE DROIT/JUSTICE</b> 	Toute personne, suspectée ou victime, a droit à un procès équitable dans l'Union européenne. Tout suspect est présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par un tribunal.
	Toute personne, suspectée ou victime, impliquée dans un acte criminel ou dans un accident doit être informée des procédures judiciaires dans une langue qu'elle comprend. Ce service est à la charge de l'État membre dans lequel se déroule le procès.
	Les États membres de l'Union qui ne respectent pas l'état de droit peuvent recevoir un avertissement, une sanction ou être temporairement exclus du processus décisionnel de l'Union.
	Les États membres de l'Union sont tenus de respecter les règles et réglementations européennes, sous peine d'être jugés par la Cour de justice de l'Union européenne.

<b>RESPECT DES DROITS DE L'HOMME</b> 	Le Parlement européen attribue le prix Sakharov aux personnes du monde entier qui contribuent de manière exceptionnelle à la défense des droits de l'Homme.
	L'Union dispose d'un représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme. Son rôle est d'améliorer la politique de l'Union européenne en matière de droits de l'Homme à l'étranger.
	Une fois par mois, le Parlement européen débat des violations flagrantes des droits de l'Homme dans le monde. De cette manière, il attire l'attention sur cette problématique.
	Tous les États membres de l'Union sont tenus de signer et de respecter la Convention européenne des droits de l'Homme.
<b>TOLÉRANCE/PLURALISME</b> 	Les citoyens sont libres de pratiquer leur religion et d'avoir leurs convictions ou d'en changer.
	L'Union a soutenu un projet dans lequel des journalistes roms et non roms ont réalisé 25 courts métrages sur les communautés roms. Ce projet visait à lutter contre les stéréotypes qui influencent la perception publique dans les reportages sur les Roms.
	Les États membres de l'Union doivent lutter contre les discours de haine fondés sur la race, le genre, la religion ou la nationalité dans les programmes télévisés.
	Les médias doivent présenter la société dans toutes ses dimensions. L'instrument de surveillance du pluralisme des médias de l'Union européenne permet de s'en assurer.
<b>RESPECT DE LA DIGNITÉ HUMAINE</b> 	La peine de mort est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.
	La torture est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.
	Tous les demandeurs d'asile dans l'Union européenne ont droit à un abri, à l'alimentation et aux services sanitaires tant que leur demande est en instance.
	Le travail des enfants, l'esclavage et l'exploitation par le travail sont interdits dans l'Union.

Les 30 cartes « vrai ou faux » contiennent des propositions, vraies ou fausses, correspondant aux informations figurant sur les cartes de familles. Quelques cas concrets y sont présentés pour que les élèves puissent vraiment réfléchir aux conséquences de ces politiques européennes. Les élèves seront capables de répondre correctement aux cartes « vrai ou faux » s'ils utilisent les informations figurant sur les cartes de familles. Grâce à cet exercice, ils réfléchissent activement aux valeurs européennes et approfondissent leurs connaissances.

1.	Nous sommes libres d'exprimer notre opinion dans l'Union européenne, mais les discours de haine ne sont pas autorisés.	<b>Vrai</b>
2.	Seules les personnes en possession d'un permis de travail peuvent travailler dans un autre pays de l'Union.	<b>Faux</b> Les citoyens européens sont libres de travailler dans n'importe quel État membre de l'Union, sans permis de travail.
3.	Les entreprises peuvent recueillir nos données à caractère personnel sans notre permission.	<b>Faux</b> Les entreprises n'ont pas le droit de collecter des données à caractère personnel, sauf dans des conditions très strictes.
4.	Les citoyens européens peuvent voyager librement dans toute l'Union européenne.	<b>Vrai</b>
5.	Tous les dix ans, les citoyens européens élisent directement leurs représentants au Parlement européen.	<b>Faux</b> Nous les élisons tous les cinq ans et non tous les dix ans.
6.	Pour qu'une initiative citoyenne européenne soit valable, elle a besoin de 2 millions de signatures.	<b>Faux</b> Elle a besoin d'un million de signatures et non de deux.
7.	En tant que citoyens de l'UE vivant dans un autre État membre, nous avons le droit de voter ou le droit d'être élus au Parlement européen dans le pays où nous vivons.	<b>Vrai</b>

8.	Le Parlement européen surveille les élections dans certains pays situés en dehors de l'Union européenne pour promouvoir des élections libres et équitables.	<b>Vrai</b>
9.	Lors de la naissance d'un enfant, l'Union européenne garantit à chacun de ses parents au moins 3 mois de congé parental.	<b>Faux</b> L'Union européenne leur garantit au moins 4 mois de congé parental, et non 3.
10.	Les citoyens de l'Union européenne étudiant dans un autre pays de l'Union paient 10 % de frais de scolarité supplémentaires par rapport aux étudiants nationaux.	<b>Faux</b> Les citoyens de l'Union européenne paient les mêmes droits d'inscription aux cours universitaires que les étudiants nationaux.
11.	Dans l'Union, les citoyens ne peuvent pas se voir refuser un travail ou être licenciés en raison de leur orientation sexuelle.	<b>Vrai</b>
12.	Les victimes d'un acte criminel ou d'un accident doivent être informées des procédures judiciaires dans une langue qu'elles comprennent. Les suspects ne jouissent pas de ce droit.	<b>Faux</b> Les victimes comme les suspects disposent du même droit d'être informés dans une langue qu'ils comprennent.
13.	En cas de non-respect des lois européennes par un État membre, celui-ci peut être condamné par la Cour de justice de l'Union européenne.	<b>Vrai</b>
14.	En cas de violation des droits fondamentaux de l'Union européenne par un État membre, celui-ci sera exclu de l'Union européenne.	<b>Faux</b> Le pays en question peut recevoir un avertissement, une sanction ou être temporairement exclu du processus décisionnel de l'Union.
15.	Toute personne, suspectée ou victime, a droit à un procès équitable dans l'Union européenne.	<b>Vrai</b>
16.	Les régions les moins développées de l'Union reçoivent un soutien financier supplémentaire.	<b>Vrai</b>
17.	L'Union et ses États membres sont les deuxièmes plus grands donateurs mondiaux en matière d'aide au développement, après les États-Unis d'Amérique.	<b>Faux</b> Ensemble, ils sont le premier donateur mondial en matière d'aide au développement.
18.	En cas d'attaque terroriste dans un des États membres de l'Union européenne, les autres États membres viendront en aide au pays touché.	<b>Vrai</b>
19.	Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation soutient les sociétés situées dans les États membres de l'Union européenne.	<b>Faux</b> Ce Fonds permet d'aider les citoyens à retrouver un emploi s'ils ont perdu le leur à cause de la mondialisation, par exemple si la société dans laquelle ils travaillaient est délocalisée vers un pays à bas salaires.
20.	Dans l'Union européenne, nul ne peut changer de religion.	<b>Faux</b> Les citoyens sont libres de pratiquer leur religion et d'avoir leurs convictions ou d'en changer.
21.	L'instrument de surveillance du pluralisme des médias de l'Union européenne permet de vérifier que les médias européens montrent la société dans toutes ses dimensions.	<b>Vrai</b>
22.	Les discours de haine sont autorisés dans les programmes télévisés de certains pays de l'Union européenne.	<b>Faux</b> Les discours de haine fondés sur la race, le genre, la religion ou la nationalité doivent être bannis des programmes télévisés dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne.

23.	La peine de mort est encore autorisée dans certains pays de l'Union européenne.	<b>Faux</b> La peine de mort est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.
24.	Tous les demandeurs d'asile de l'Union européenne ont droit à un abri, à l'alimentation et aux services sanitaires tout au long de leur procédure d'asile.	<b>Vrai</b>
25.	Le travail des enfants n'est pas souhaitable, mais il est permis dans certains pays de l'Union européenne.	<b>Faux</b> Le travail des enfants est interdit dans tous les États membres de l'Union européenne.
26.	La torture est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.	<b>Vrai</b>
27.	Chaque année, le Parlement européen organise un débat sur les violations des droits de l'Homme.	<b>Faux</b> Le Parlement européen débat des violations des droits de l'Homme une fois par mois, et non une fois par an.
28.	Le prix Sakharov récompense les personnes qui promeuvent la coopération européenne.	<b>Faux</b> Le prix Sakharov récompense des personnes qui défendent les droits de l'Homme dans le monde.
29.	Tout État membre de l'Union est tenu d'avoir signé la Convention européenne des droits de l'Homme.	<b>Vrai</b>
30.	L'Union dispose d'un représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme.	<b>Vrai</b>

# PRÉSENTATION: RÉVISION DES CONNAISSANCES ACQUISES

## CADRE

Les élèves sont assis de manière à pouvoir aisément regarder la présentation. Ils peuvent être assis à leur place habituelle dans la classe ou par petits groupes pour autant qu'ils voient bien la présentation.

## DÉROULEMENT

Le contenu de la présentation correspond au contenu de la synthèse du module dans le cahier de l'élève. Utilisez cette fiche pour vous aider à passer en revue la présentation Prezi. Les élèves ne sont pas censés avoir leur fiche sous les yeux pendant la présentation. Vous trouverez ci-après de plus amples explications sur l'utilisation d'une présentation Prezi à la rubrique « Quelques conseils ».

### \* **Comment tout a commencé : une coopération croissante**

#### **1. Explication après le jeu n° 1 : du charbon et de l'acier à la monnaie commune**

Demandez aux élèves : « Quand la coopération européenne, qui est ensuite devenue l'Union européenne, a-t-elle commencé ? » Ils connaissent déjà la réponse à cette question parce qu'ils l'ont apprise dans le premier jeu. « Les années 50 », ou « après la Seconde Guerre mondiale » sont des réponses correctes.

Après que les élèves ont répondu à cette question, passez à l'étape suivante dans la présentation

(Prezi), qui montre une image de la Seconde Guerre mondiale. Expliquez aux élèves que la famine a touché certains pays européens après la Seconde Guerre mondiale, que beaucoup de personnes ont perdu des proches ou des amis pendant la guerre et que les bâtiments, les routes et les villes ont été (partiellement) détruits. Suivez le fil de la présentation et expliquez le contenu tel qu'il est présenté dans la synthèse du module. La présentation suit la même chronologie.

## QUELQUES INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

- Jean Monnet et Robert Schuman sont des « pères fondateurs » importants de l'Union actuelle. En effet, c'est Jean Monnet qui a présenté l'idée de la coopération à Robert Schuman. Alors ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman a joint l'acte à la parole et a prononcé la fameuse « déclaration Schuman ». Pour de plus amples informations sur les pères fondateurs, rendez-vous sur : [https://europa.eu/european-union/about-eu/history/founding-fathers\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/history/founding-fathers_fr).
- L'ordre chronologique adopté dans la synthèse du module n'est pas toujours suivi dans la présentation. Par exemple, la présentation aborde tous les traités collectivement jusqu'au traité de Lisbonne, puis passe à l'introduction de l'euro qui est survenue avant. L'histoire est ainsi plus accessible.
- Vous pouvez choisir de ne pas vous attarder sur toutes les étapes de la frise chronologique. Par exemple, vous pouvez passer tous les traités et ne vous concentrer que sur le commencement, la CEE, l'ouverture des frontières pour le marché unique et l'introduction de l'euro. De cette manière vous mettez surtout en avant le fait que la coopération européenne a évolué depuis la Communauté du charbon et de l'acier pour devenir une vaste coopération économique doublée d'aspects politiques et sociaux. Vous pouvez également prendre le temps de parler du prix Nobel de la paix, que l'Union européenne a reçu en 2012. Cette récompense a été décernée à l'Union européenne pour avoir apporté une paix durable à ses États membres, ce qui a représenté un tournant dans l'histoire des conflits en Europe.

## **2. Explication après le jeu n° 2 : de 6 à 28 États membres**

La première étape de la présentation vous conduit à passer en revue les 28 États membres actuels. Vous pouvez déjà tous les citer puisque les élèves seront enthousiastes à l'idée de les connaître après le jeu sur les États membres. Ensuite, le fil de la présentation vous conduit à la frise chronologique inférieure qui montre l'élargissement de l'Union européenne de 6 à 28 États membres. Vous pouvez, à ce moment-là, suivre simplement le fil de la présentation en donnant les explications relatives à son contenu qui se trouvent dans la synthèse du module dans le cahier de l'élève. Vous pouvez bien entendu choisir de ne vous concentrer que sur les 28 États membres actuels, sans vous attarder davantage sur l'élargissement au fil des ans.

## **3. Explication après le jeu n° 3 : que fait l'Union européenne ?**

Pendant la présentation du jeu, vous avez déjà montré l'illustration des différents échelons politiques de votre pays. C'est seulement à ce stade que la présentation vous conduit à « quelques exemples ». La plupart des exemples ont déjà été vus pendant l'exercice, vous pouvez par conséquent apporter des explications plus approfondies sur les exemples de l'Union européenne.

### **1. QUELQUES EXEMPLES**

Passez brièvement en revue les exemples tels qu'ils sont présentés dans la synthèse du module dans le manuel de l'élève. Suivez le fil de la présentation qui approfondit chaque exemple.

### **2. QUELQUES GRANDS CHANGEMENTS**

De nouveau, vous suivez le fil de la présentation et, ce faisant, vous expliquez ce que sont le marché unique, l'espace Schengen et l'euro. Vous trouverez les informations pertinentes dans le cahier de l'élève.

### 3. DE QUOI L'UNION EUROPÉENNE DÉCIDE-T-ELLE?

Cette partie de l'explication débute elle aussi par l'illustration des différents échelons politiques de votre pays. Dressez ensuite les grandes lignes des compétences de l'Union européenne.

### 4. À QUOI L'UNION CONSACRE-T-ELLE SON BUDGET ?

À l'aide de la présentation et de la synthèse du module, passez en revue les principaux éléments du budget de l'Union.

#### **4. Explication après le jeu n° 4 : les valeurs de l'Union européenne**

Le jeu sur les valeurs européennes aura donné aux élèves un premier aperçu des valeurs qui sont celles de l'Union. La partie finale de la présentation commence par la citation de l'article 2 du traité sur l'Union européenne, qui énonce les valeurs de l'Union. La présentation reprend ensuite les huit valeurs de l'Union, qui s'accompagnent chacune d'une brève définition et d'exemples concrets de la manière dont l'Union européenne les met en pratique dans sa politique. Les élèves sont déjà familiarisés avec les valeurs et les exemples après avoir participé au jeu. Effectuez cette présentation en vous appuyant sur le cahier de l'élève.

Dans le troisième module se trouve un exercice plus approfondi de débat sur ces valeurs.

### **\* Conclusion**

Tout compte fait, qu'est-ce que l'Union européenne ? Synthétisez les caractéristiques les plus importantes de l'Union en vous servant de l'introduction du deuxième module dans le cahier de l'élève et du contenu de la présentation : coopération étroite entre les pays, pour les citoyens, niveau politique, fondée sur des valeurs, projet de paix, grande incidence sur notre vie quotidienne, évolution constante.

Comparez ces éléments à ce que les élèves ont dit au début du cours, pendant l'introduction, en reprenant ce que vous aviez noté sur le tableau.

## MATÉRIEL

- Un ordinateur avec une connexion internet et un vidéoprojecteur
- [La présentation Prezi pour le module 2](#)
- La synthèse du module dans le cahier de l'élève (seulement pour l'enseignant, comme support d'information)

## QUELQUES CONSEILS CONCERNANT LA PRÉSENTATION

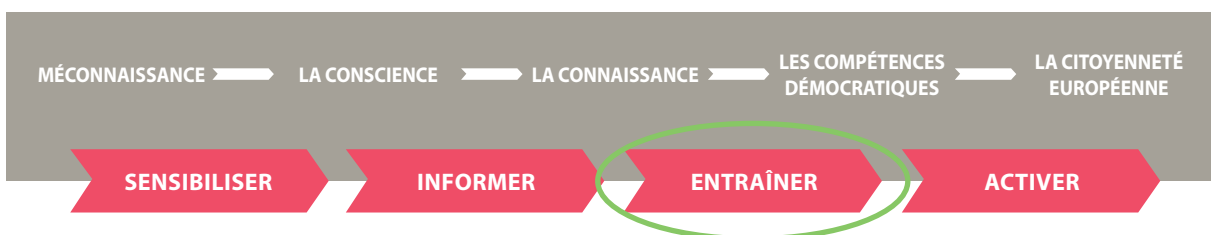
- Cette présentation est très élaborée. C'est à vous, enseignant, de **choisir** quels éléments vous aborderez ou non.
- Travailler avec Prezi : Les présentations ont été élaborées avec le programme Prezi, qui vous permet de travailler de manière intuitive. Dans la présentation, vous aurez un « fil conducteur » qui vous guidera étape par étape. Vous pouvez vous écarter du cheminement prévu à tout moment en cliquant simplement sur un élément, sur lequel la présentation zoome. [Cliquez ici pour visualiser un tutoriel sur la navigation dans les présentations Prezi](#). D'autres tutoriels sur Prezi sont disponibles à l'adresse suivante : <https://prezi.com/support> ;
- La présentation est uniquement disponible **en ligne**. Si vous n'avez pas d'accès à internet à l'école, vous pouvez télécharger la présentation sur votre ordinateur portable à la maison, fermez ensuite votre ordinateur en prenant garde de ne pas l'éteindre. Lorsque vous l'ouvrirez à nouveau à l'école, la présentation se lancera.



# MODULE 3 RENFORCEZ VOS COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES

## CONCEPT

Le troisième module approfondit les compétences démocratiques des élèves. Ces compétences comprennent la capacité à débattre, à faire des compromis et à reconnaître les informations fiables. Il s'agit là de la troisième étape du modèle « Vers une citoyenneté européenne active ».



© Ryckvelde vzw, 2010

Comme le deuxième module, le troisième module est très important. Il est composé de deux grandes parties, chacune reposant sur des méthodologies actives :

- La première partie permet d'entrer dans les détails du fonctionnement du **Parlement européen** et d'étudier son pouvoir législatif grâce à un **jeu de rôles**. Les autres institutions et le **processus décisionnel** sont également abordés.
- La deuxième partie consiste en un exercice de **débat approfondi sur les valeurs européennes**.

Une présentation existe également pour ce module. Elle synthétise les connaissances acquises pour chaque partie. Vous montrerez cette présentation à vos élèves par la suite. Une synthèse détaillée du module figure également dans le cahier de l'élève et peut être utilisée comme support pédagogique.

## ÉLÉMENTS ET DURÉE

Ce module contient près de 13 heures de matériel dans lequel puiser. Le temps minimal à prévoir pour chaque partie et chaque exercice est indiqué dans les grilles ci-dessous.

### 1. LE PROCESSUS DÉCISIONNEL DE L'UNION EUROPÉENNE : DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ

La première partie se compose d'un exercice de simulation/jeu de rôles, d'une évaluation et d'une présentation apportant des informations complémentaires sur les institutions de l'Union et le processus décisionnel. La durée minimale à prévoir pour ce jeu de rôles et son évaluation est d'environ deux heures.

MÉTHODOLOGIE	DURÉE	QUOI	MATÉRIEL
Introduction	5 min	Introduction pratique à l'exercice de simulation	
Exercice de simulation en petits groupes	25 min par thème	Dans la peau d'un eurodéputé : les élèves élaborent leur propre proposition législative en travaillant en petits groupes. Ils s'appuient sur une proposition de la Commission européenne.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un <u>plateau de jeu</u> pour chaque groupe (annexe VII du manuel des enseignants)</li> <li>- Une <u>fiche de travail</u> pour chaque groupe (annexe VIII du manuel des enseignants)</li> <li>- Un <u>jeu de cartes</u> correspondant au thème pour chaque groupe (annexe IX du manuel des enseignants)</li> <li>- Une <u>proposition de loi de la Commission européenne</u>, selon le thème, pour chaque groupe (annexe X du manuel des enseignants).</li> </ul>
Exercice de simulation en classe entière	15 min par thème	Débat en séance plénière et vote : le groupe débat des propositions et vote sur chacune d'elles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un tableau noir/tableau à feuilles mobiles + une craie/un marqueur</li> <li>- Une <u>fiche de travail remplie pour chacun des groupes</u></li> </ul>
Discussion avec les élèves + cours	25 min – 2 h	Évaluation de l'exercice : Le professeur revient sur les similitudes et les différences entre l'exercice et la réalité, en s'appuyant sur la présentation au format Prezi et sur les apports des élèves.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un ordinateur + vidéoprojecteur</li> <li>- <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 3</a></li> </ul>
Cours	30 min – 1 h	Présentation : Débat sur le processus décisionnel de l'Union et les institutions européennes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un ordinateur + vidéoprojecteur</li> <li>- <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 3</a></li> </ul>

## 2. LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE : VOTRE AVIS ?

Cette partie se compose d'un exercice consistant en un débat approfondi dans la classe au sujet des valeurs européennes, s'articulant autour de réflexions individuelles (« Mon avis ? »), de débats en classe (« Notre avis ? ») et de débats en petits groupes (« Comment l'Union interprète-t-elle ses valeurs ? »). Chacune des sous-parties peut être traitée séparément, mais elles sont complémentaires.

MÉTHODOLOGIE	DURÉE	QUOI	MATÉRIEL
Exercice individuel + exercice en classe entière	20 minutes	Mon avis ? Les élèves réfléchissent à ce que les valeurs de l'Union font résonner en eux et à celles qui leur semblent les plus importantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une <u>carte des valeurs de l'Union</u> pour chaque élève (dans le cahier de l'élève)</li> <li>- <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 3</a></li> <li>- Un ordinateur + vidéoprojecteur</li> </ul>
Exercice consistant en un débat en classe entière	15 min par affirmation	Notre avis ? Débat en plénière autour de 16 affirmations possibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 3</a></li> <li>- Un ordinateur + vidéoprojecteur</li> </ul>
Travail en groupe et débat en plénière	30 min	Comment l'Union interprète-t-elle ses valeurs ? Travail en groupe et débat en plénière consacré à la manière dont l'Union européenne met en pratique ces valeurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 3</a></li> <li>- Un ordinateur + vidéoprojecteur</li> <li>- Pour chaque groupe : les 4 cartes du jeu du module 2 correspondant à la valeur attribuée au groupe (annexe V dans le manuel de l'enseignant). Ces cartes présentent une mesure spécifique ou une pratique de l'Union en relation avec cette valeur.</li> <li>- Pour chaque groupe : une fiche de travail « Comment l'Union interprète-t-elle ses valeurs ? » (annexe XI dans le manuel de l'enseignant).</li> </ul>

# OBJECTIFS ET COMPÉTENCES

## ATTITUDE

- l'implication des élèves dans le processus décisionnel de l'Union européenne est renforcée ;
- les élèves intègrent les valeurs de l'Union européenne ;
- les élèves apprennent à cultiver leur ouverture d'esprit ;
- les élèves développent de manière plus générale leur esprit critique : ils se forment une opinion sur des thèmes d'actualité de l'Union européenne.

## CONNAISSANCES

- les élèves comprennent et connaissent le processus décisionnel (dans sa version simplifiée) de l'Union européenne ;
- les élèves comprennent le rôle du Parlement européen dans ce processus ;
- les élèves savent que le Parlement européen travaille sur des questions concrètes qui ont une incidence sur leur vie quotidienne et que les députés européens sont des personnes en chair et en os qui prennent des décisions ;
- les élèves en savent plus sur les thématiques abordées, comme la protection des consommateurs, la politique en matière d'asile ou la politique environnementale.

## COMPÉTENCES

- les élèves renforcent, grâce à l'exercice, leurs compétences démocratiques : ils apprennent à prendre en considération l'opinion des autres, à formuler leur opinion personnelle, à délibérer et à parvenir à un compromis ;
- les élèves apprennent à présenter leurs propositions et à parler devant un groupe.

# MODULE 3: ÉTAPE PAR ÉTAPE

## 1. LE PROCESSUS DECISIONNEL DE L'UE : DANS LA PEAU D'UN EURODEPUTE

La première partie de ce troisième module commence par un **exercice de simulation** durant lequel les élèves se glissent dans la peau d'un député européen (un membre du Parlement européen). Tout d'abord, les élèves travaillent par petits groupes pour élaborer leur propre proposition législative à partir d'une proposition de loi de la Commission européenne. Ils utilisent un jeu de plateau avec des cartes thématiques. Chaque groupe traite d'un sujet en particulier et constitue une commission thématique. Pour élaborer leur propre texte législatif, les groupes doivent tenir compte des différents points de vue du Conseil des ministres et des parties prenantes.

L'enseignant peut choisir parmi dix thèmes. Le niveau de difficulté varie selon les thèmes.

Dans un deuxième temps, chaque groupe présente sa proposition législative au reste de la classe avant que cette dernière ne vote : la question maintenant est de savoir si leurs camarades de classe - simulant une séance plénière du Parlement européen - approuveront ou rejetteront la proposition législative ?

Une fois la simulation terminée, **l'exercice** donne lieu à une évaluation approfondie : quelles sont les similitudes et les différences entre cet exercice et le travail parlementaire réel ? L'enseignant aborde ces points en s'appuyant sur une présentation Prezi, tandis que des élèves interviennent.

La séquence se termine par un **cours interactif** durant lequel l'enseignant traite du processus décisionnel européen et des institutions européennes les plus importantes.

Ce module s'accompagne d'une **synthèse** dans le cahier de l'élève. Cette fiche peut être communiquée aux élèves soit en soutien à la leçon, soit comme matière à étudier. La synthèse n'a pas vocation à être parcourue en classe.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et correcte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

## INTRODUCTION

Expliquez brièvement aux élèves qu'ils vont dorénavant jouer le rôle d'un membre du Parlement européen et qu'à ce titre, ils vont élaborer leur propre projet de loi. Expliquez-leur également qu'ils vont devoir présenter leur projet au reste de la classe et qu'il sera soumis au vote. Vous pouvez choisir vous-même les sujets que les élèves vont traiter, ou vous pouvez les laisser choisir.

## EXERCICE DE SIMULATION : DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ

### 1. Travail en commissions thématiques

#### CADRE

La classe est séparée en groupes de 4 à 5 élèves. Chaque groupe se voit assigner un thème sur lequel travailler. Chaque groupe est assis autour d'une table sur laquelle est disposé tout le matériel. Dans l'idéal, les tables ont été préparées avant que les élèves n'entrent dans la classe.

Chaque groupe se voit attribuer une proposition législative thématique de la Commission européenne. Sur leur table se trouvent également une fiche de travail, un plateau de jeu ainsi que les cartes qui correspondent au thème.

Les cartes sont disposées sur le plateau de jeu, leur face vierge sur le dessus et les coins comportant des nombres ou des symboles repliés.

La mise en place pour un thème se présente de la façon suivante :



*Remarque : l'illustration ci-dessus correspond au thème du « tabac ». Cette thématique en particulier comprend moins de cartes que d'autres, ce qui explique pourquoi la case du milieu dans la colonne de gauche n'est pas recouverte d'une carte. Pour certaines autres thématiques, la case est toutefois recouverte d'une carte.*

## DÉROULEMENT

Chaque groupe suit les consignes figurant sur la fiche de travail : chaque groupe commence avec la carte numéro 1. Un des élèves du groupe retourne la carte et la lit à voix haute. Ensuite, le groupe réalise les tâches qui figurent sur la carte. Les élèves passent ensuite à la carte 2, puis aux cartes 3 et 4. Ils prennent des notes sur la fiche de travail.

Les cartes indiquent soit une tâche à effectuer, soit une information supplémentaire présentée comme étant le point de vue du Conseil des ministres, de groupes de pression ou d'autres parties prenantes. Les élèves élaborent ainsi leur propre « acte législatif européen ». La tâche finale consiste à présenter leur « acte législatif européen » aux autres élèves de la classe.

L'exercice s'appuie sur l'autonomie des groupes d'élèves : ils travaillent ensemble en petits groupes sur un « acte législatif européen » à partir de ce qui leur est fourni tout au long de l'exercice. La durée à prévoir figure sur les cartes.

## MATÉRIEL

- Une salle de classe suffisamment grande, avec les tables disposées à l'avance pour chacun des groupes.
- Un **plateau de jeu** pour chaque groupe (annexe VII du manuel des enseignants). Ce plateau est le même pour chacune des thématiques et représente une version simplifiée du processus décisionnel.
- Une **fiche de travail**, disposée au préalable sur chacune des tables (annexe VIII dans le manuel de l'enseignant). La fiche de travail est la même pour toutes les thématiques.
- Une **proposition législative de la Commission européenne** correspondant à la thématique choisie pour chaque groupe. Il y a dix thématiques parmi lesquelles choisir (annexe IX dans le manuel de l'enseignant). À chaque thématique correspondent une proposition législative qui lui est propre et des cartes à disposer sur le plateau de jeu.
- Un **ensemble de cartes** correspondant à la thématique choisie pour chaque groupe (annexe X dans le manuel des enseignants). Le choix doit s'opérer parmi les dix thématiques proposées. Les cartes doivent avoir été découpées au préalable.

## QUELQUES CONSEILS

- Circulez d'un groupe à l'autre pour aider ceux qui sont bloqués.
- Il est préférable que chaque groupe travaille sur une thématique différente. De cette façon, chaque groupe peut présenter une proposition législative complètement différente à la classe. Toutefois, l'enseignant peut choisir de faire travailler tous les groupes sur la même thématique, ou vous pouvez attribuer la même thématique à deux groupes, etc. En effet, l'enseignant est celui qui connaît le mieux ses élèves et sait par conséquent ce qui leur conviendra le mieux.

## 2. Présentation en classe et vote

### CADRE

Les élèves restent assis à la table de leur propre commission thématique. Un tableau noir ou un tableau à feuilles mobiles avec la grille suivante est disposé face à la classe :

THÉMATIQUE	VOIX POUR	VOIX CONTRE	ABSTENTIONS
par ex. « le tabac »			
par ex. « les réfugiés »			

Les thèmes débattus en classe sont repris dans la première colonne.

### DÉROULEMENT

Chaque groupe thématique dispose de **deux minutes maximum** pour présenter sa proposition. Le groupe s'appuie sur la fiche de travail pour ce faire. Les autres élèves disposent ensuite d'un moment pour poser des questions. S'ensuit immédiatement le vote. Chacun vote **à main levée**. Les élèves de la commission thématique qui présentent la proposition sont également autorisés à voter. L'enseignant fait les annonces suivantes :

- « Que ceux qui sont d'accord avec cette proposition lèvent la main ». Vous inscrivez le nombre correspondant dans la colonne « voix pour » du thème traité ;
- « Que ceux qui ne sont pas d'accord avec cette proposition lèvent la main ». Vous inscrivez le nombre correspondant dans la colonne « voix contre » du thème traité ;
- « Que ceux qui s'abstiennent lèvent la main ». Vous inscrivez le nombre correspondant dans la colonne « Abstentions » du thème traité.

Une fois que le vote a eu lieu, vous concluez par « Cette proposition législative a été adoptée (par un vote majoritaire), félicitations » OU par « Cette proposition législative a été rejetée (par un vote majoritaire) ». Il y a majorité lorsque la moitié des voix exprimées + 1 voix est en faveur ou contre une proposition. Ceux qui se sont abstenus ne sont pas comptabilisés. En cas de nombre de voix égal, l'enseignant déclare que le vote est ajourné. Vous laissez ainsi la question en suspens.

Répétez cette procédure pour chaque commission thématique.



## MATÉRIEL

- Un tableau noir/tableau à feuilles mobiles + une craie/un marqueur pour préparer la grille au préalable (voir la partie « Cadre »)
- La fiche de travail complétée pour chaque groupe

## QUELQUES CONSEILS

- La durée à prévoir pour l'exercice dépend du nombre de commissions et de sujets différents traités en classe (voir « Éléments et durée »).
- Plus les groupes sont petits, plus l'implication individuelle de chaque élève est élevée. Tenez compte de ces éléments lorsque vous décidez du nombre de groupes dans la classe.

## 3. Les dix thématiques

### CADRE

L'enseignant peut faire son choix parmi dix thématiques ou sujets proposés. Les thématiques sont classées de la plus simple à la plus complexe. Vous trouverez ci-dessous les thématiques et la proposition législative de la Commission. Les cartes correspondant à chaque sujet sont indiquées sous le tableau avec les propositions législatives.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

NIVEAU DE DIFFICULTÉ	THÉMATIQUE	PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE
*	<b>1. FUMER DANS L'UNION EUROPÉENNE</b>	Afin d'empêcher les jeunes de se mettre à fumer, la Commission européenne propose que :  Article 1. [...] les avertissements sur les paquets de cigarettes soient conservés, comme il l'a été décidé dans la réglementation antérieure de l'Union.  Article 2. [...] le design des paquets ne puisse plus différer d'un fabricant à l'autre. Tous les paquets doivent être neutres et mentionner le fabricant ainsi que la marque dans la même police. Il n'y a donc pas de logo sur l'emballage.  Article 3. [...] la vente des produits du tabac soit interdite aux personnes de moins de 18 ans dans l'ensemble de l'Union.

*	<b>2. VOLUME MAXIMUM POUR LES LECTEURS AUDIO PORTABLES</b>	<p>Afin d'éviter que des millions d'Européens ne souffrent de problèmes auditifs, la Commission européenne propose que :</p> <p>Article 1. [...] le volume maximal de tous les lecteurs audio personnels (comme l'iPod) et des téléphones portables soit fixé de manière standard à 80 décibels*.</p> <p>Cela vaut pour tous les nouveaux appareils vendus au sein de l'Union européenne.</p> <p>Article 2. [...] les utilisateurs puissent faire fonctionner leur lecteur musical plus fort à leurs propres risques. S'ils agissent de la sorte, un avertissement est affiché à l'écran et mentionne : « écouter de la musique trop fort peut endommager l'audition de manière irréversible ».</p> <p>* Échelle de décibels (décibel = dB)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 30 dB = silencieux (p. ex. des murmures)</li> <li>- À partir de 70-75 dB = moyen (p. ex. un aspirateur)</li> <li>- À partir de 85-90 dB = très fort, risque de lésions (p. ex. des cris bruyants)</li> <li>- À partir de 110-120 dB = gênant, risque de lésions (p. ex. une discothèque)</li> <li>- À partir de 170 dB = douloureux, néfaste (p. ex. une sirène)</li> </ul> <p>Une augmentation de 10 décibels signifie que le son est dix fois plus fort.</p>
*	<b>3. DÉMOCRATIE EUROPÉENNE</b>	<p>Afin d'impliquer davantage les citoyens de l'Union européenne et afin d'assurer une image plus juste de l'Union, la Commission européenne propose que :</p> <p>Article 1. [...] tous les États membres appliquent l'obligation de vote pour les élections au Parlement européen. Dès lors, les citoyens sont obligés de réfléchir à qui ils choisiront pour les représenter au sein du Parlement européen.</p> <p>Article 2. [...] une agence soit créée afin que les informations fausses sur l'Union (celles qui sèment le doute et affaiblissent l'Union) soient repérées. Cette agence réfutera également les fausses informations détectées et sanctionnera si possible leurs auteurs.</p>
*	<b>4. PROTECTION DES ANIMAUX DE LABORATOIRE</b>	<p>Afin d'empêcher les animaux de souffrir inutilement, la Commission européenne propose :</p> <p>Article 1. [...] que les tests sur les animaux soient autorisés pour le développement et les tests de médicaments. Les tests inutiles ou l'utilisation d'animaux de laboratoire supplémentaires doivent toujours être évités.</p> <p>Article 2. [...] que l'expérimentation animale soit toujours interdite pour le test de produits cosmétiques* et pour leurs ingrédients individuels.</p> <p>Article 3. [...] qu'il soit interdit d'importer au sein de l'Union des produits cosmétiques testés sur des animaux dans d'autres pays.</p> <p><small>*Produits cosmétiques : produits de bain et de douche, maquillage, déodorants, parfum, produits capillaires, produits de soins dermatologiques, d'hygiène buccale, d'entretien des ongles, produits de rasage, savons et produits solaires.</small></p>
**	<b>5. TRAVAILLER DANS UN AUTRE PAYS DE L'UNION – LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES</b>	<p>Afin de s'assurer que tous les citoyens de l'Union ont les mêmes droits et d'améliorer le marché unique, la Commission européenne propose :</p> <p>Article 1. [...] que chaque citoyen de l'Union puisse travailler dans un autre État membre de l'Union européenne, sans permis de travail.</p> <p>Article 2. [...] que chaque citoyen de l'Union qui travaille dans un autre État membre de l'Union européenne bénéficie des mêmes conditions salariales et de travail que les citoyens dudit pays.</p> <p>Article 3. [...] qu'un citoyen de l'Union qui travaille dans un autre État membre de l'Union européenne paie des impôts à son pays d'accueil.</p>
**	<b>6. UNE ARMÉE EUROPÉENNE ?</b>	<p>Afin de rendre l'Union européenne plus puissante au niveau mondial, la Commission européenne propose :</p> <p>Article 1. [...] de mettre en place une armée européenne.</p> <p>Article 2. [...] que cette armée soit déployée en cas de catastrophes humanitaires, comme des sécheresses et des inondations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union. Elle pourra également intervenir sur des conflits à l'extérieur de l'Union, comme en Syrie.</p>

**	<b>7. L'UNION EUROPÉENNE ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE</b>	<p>Afin d'empêcher la température mondiale de s'élever au-dessus du seuil critique de 2 ° Celsius, la Commission européenne propose :</p> <p>Article 1. [...] qu'au moins 50 % de la consommation finale d'énergie dans l'Union provienne de sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie solaire ou éolienne, à l'horizon 2030. D'ici 2050, ce pourcentage doit être de 100 %.</p> <p>Article 2. [...] que l'Union européenne assure un rôle de chef de file dans les conférences internationales sur le climat afin de convaincre les autres pays du monde de prendre des mesures drastiques.</p>
***	<b>8. LES RÉFUGIÉS EN EUROPE</b>	<p>Afin de gérer les arrivées actuelles de migrants et de demandeurs d'asile ainsi que celles qui se produiront à l'avenir dans l'Union européenne, et de s'assurer d'une répartition équitable des coûts, la Commission européenne propose :</p> <p>Article 1. [...] que chaque État membre de l'Union accueille les demandeurs d'asile* conformément aux exigences européennes minimales : chaque demandeur d'asile a droit à de la nourriture, à un abri, à l'éducation, à des soins médicaux et d'accéder à un travail pendant que sa demande est examinée.</p> <p>Article 2. [...] qu'un plan de relocalisation permanente soit mis en place pour les demandeurs d'asile dans l'ensemble de l'Union, afin que chaque pays fournisse autant d'efforts que les autres.</p> <p>Article 3. [...] que la détermination du nombre de demandeurs d'asile affectés à chaque pays soit basée sur plusieurs critères :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le produit national brut (PNB) de chaque pays</li> <li>- la population</li> <li>- les chiffres du chômage</li> <li>- les efforts déjà entrepris pour accueillir et réinstaller des réfugiés en provenance de zones en guerre.</li> </ul> <p>Article 4. [...] qu'une mission de sauvetage européenne à grande échelle soit organisée pour intercepter les migrants* en détresse en mer Méditerranée afin d'éviter autant de nouveaux décès que possible. Chaque État membre de l'Union y contribue en fonction de son PNB.</p> <p>*Termes clé:</p> <p><i>Migrant</i> : toute personne amenée à quitter son pays d'origine pour quelque raison que ce soit. Il s'agit du terme générique.</p> <p><i>Réfugié</i> : un réfugié est un migrant particulier : il s'agit de quelqu'un qui a été forcé à quitter son pays à cause de persécutions, de la guerre ou de violences. Un réfugié craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social.</p> <p><i>Demandeur d'asile</i> : lorsque les réfugiés cherchent à se mettre à l'abri dans un autre pays, ils demandent l'asile, le droit d'être reconnu en tant que réfugié et de bénéficier d'une protection légale et d'une aide matérielle. Tant que leur demande est à l'étude, ils sont qualifiés de «demandeurs d'asile».</p>
***	<b>9. L'UNION EUROPÉENNE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS</b>	<p>Afin de promouvoir les valeurs de l'Union, telles que le respect de la dignité humaine, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Union, et afin que la concurrence avec les pays extérieurs à l'Union soit plus loyale, la Commission européenne propose que :</p> <p>Article 1. [...] la provenance des produits vendus dans l'Union européenne et l'origine de leurs composants doivent toujours être claires (= transparence de la chaîne de production).</p> <p>Article 2. [...] les produits pour lesquels des enfants ont travaillé, que ce soit au niveau de la finition ou des matières premières, ne puissent pas être commercialisés sur le marché de l'Union.</p> <p>Article 3. [...] l'Union crée un organe contrôlant toute la chaîne de production sur place par rapport au travail des enfants. Seuls les importateurs en mesure de prouver que la production n'a pas eu recours au travail d'enfants pourront vendre leurs produits sur le marché de l'Union.</p>

***	<b>10. PROTECTION DE NOTRE VIE PRIVÉE EN LIGNE</b>	<p>Afin de mieux protéger la vie privée en ligne des citoyens, la Commission européenne propose que :</p> <p>Article 1. [...] les utilisateurs aient le droit de voir leur profil complet, ainsi que l'ensemble des données les concernant, ou une partie de leur profil et certaines de leurs données effacées à leur demande. L'entreprise active sur internet devra les retirer complètement de la toile et ne sera pas autorisée à archiver les données. C'est ce que l'on appelle le « droit à l'oubli ».</p> <p>Article 2. [...] les applications en ligne doivent toujours demander l'autorisation avant de revendre des données d'utilisateurs (photos, historiques de navigation, données à caractère personnel, etc.) à d'autres entreprises.</p> <p>Article 3. [...] les entreprises qui enfreignent les règles soient passibles d'une amende représentant 5 % du bénéfice annuel qu'elles réalisent dans le monde.</p>
-----	--	--

**Les cartes** correspondant à chaque thème se trouvent à l'annexe X : « Dans la peau d'un eurodéputé » : cartes thématiques.





## ÉVALUATION DE L'EXERCICE : SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES AVEC LA RÉALITÉ

### CADRE

Passez en revue les similitudes et les différences entre ce que les élèves viennent de faire et la façon dont les choses se passent en réalité en vous appuyant sur la première partie de la présentation Prezi du module 3. Les élèves peuvent rester assis avec leur petit groupe ou reprendre la place qu'ils occupent habituellement dans la classe. La seule chose qui importe est que les élèves puissent voir la présentation.

### DÉROULEMENT

Commencez par interroger les élèves sur leurs impressions : « Comment était-ce de se glisser dans la peau d'un député européen ? ». Les élèves peuvent par exemple déclarer avoir du mal à prendre des décisions lorsqu'il y a tant d'intérêts en jeu, ou aimer détenir un certain pouvoir pour prendre des décisions. Demandez parmi les élèves qui a vécu une expérience similaire ou opposée (« Qui a ressenti la même chose ? Qui a pensé le contraire ? ») Vous pouvez ensuite passer à l'évaluation de l'exercice.

	SIMILARITIES	DIFFERENCES
FORM		
CONTENT		

Commencez par expliquer le contexte : indiquez aux élèves que ce qu'ils ont fait à l'instant diffère à l'évidence de ce qui se passe dans le processus décisionnel de l'Union européenne. Expliquez qu'il y a certaines différences, tant sur le plan de la forme que sur celui du contenu. Il existe aussi, bien sûr, de nombreuses similitudes. Ces différences et ces similitudes sont décrites dans la présentation Prezi sous la forme d'une grille (voir image).

Une première question pour les élèves pourrait être la suivante : « Quels sont d'après vous les aspects de cet exercice qui étaient similaires, sur le plan de la forme ou du contenu ? ». Vous commencez par expliquer l'ensemble des similitudes en fonction des indications des élèves. Vous ajoutez celles que les élèves n'ont pas mentionnées d'eux-mêmes.

Puis demandez : « Qu'est-ce qui d'après vous se passe différemment dans la réalité ? », après quoi vous discutez des différences les plus importantes, en fonction des apports des élèves. Une fois encore, vous ajoutez ce qu'ils n'ont pas relevé.

Ce faisant, zoomez sur les éléments sur lesquels vous échangez (dans la présentation). La façon de dérouler cette partie de la présentation n'est pas fixée afin de vous laisser de la souplesse pour l'évaluation, en fonction des remarques et des éléments relevés par les élèves.

	<b>SIMILITUDES</b>	<b>DIFFÉRENCES</b>
<b>SUR LA FORME</b>	<p><b>Les commissions thématiques du Parlement européen</b> : Le Parlement travaille sur des sujets très variés. C'est pourquoi il vaut mieux pour les députés européens qu'ils se spécialisent sur un certain nombre de problématiques. Tout comme vous avez été répartis dans différents groupes thématiques, le Parlement européen compte environ une vingtaine de commissions thématiques déterminées. Les députés commencent par se familiariser avec le thème et en débattre au sein de ces <b>commissions</b> avant de le présenter au reste du Parlement, comme vous venez de le faire. Il peut exister des commissions ad hoc en plus des commissions permanentes.</p> <p><b>Groupes de pression</b> : Les députés européens sont souvent approchés par des groupes de pression, comme vous l'avez été durant l'exercice.</p> <p><b>Vote à main levée</b> : Le vote sur les propositions a souvent lieu à main levée au Parlement, car il s'agit là en général d'une manière plus rapide de procéder. Parfois, les députés européens votent électroniquement (= vote individuel), par exemple lorsque le Parlement est très divisé sur un sujet et que l'issue du vote n'est pas manifeste au premier regard. Un groupe politique peut également demander (à l'avance) de voter par voie électronique, et le vote final sur un rapport est également la plupart du temps un vote électronique. De cette façon, les citoyens peuvent identifier quels sont les députés européens qui ont voté pour ou contre et ceux qui se sont abstenus.</p> <p><b>Vote à la majorité</b> : au Parlement européen également, la majorité correspond à la moitié des voix exprimées + 1.</p>	<p><b>Plusieurs groupes politiques</b> : Vous n'aviez pas de couleur politique durant cet exercice. Il y a en fait huit groupes politiques au Parlement européen. En session plénière, les députés européens siègent ensemble dans leurs groupes politiques respectifs, de gauche à droite. Chaque groupe est dirigé par un président de groupe.</p> <p><b>Pouvoir législatif partagé</b> : L'exercice a pu vous donner l'impression que seul le Parlement européen disposait du pouvoir législatif dans l'Union et prenait par conséquent toutes les décisions. Toutefois, le Parlement partage en réalité ses pouvoirs avec le Conseil des ministres. Lorsque la Commission présente une proposition, elle est tout d'abord adressée au Parlement européen, puis au Conseil des ministres, et effectue de nombreux allers-retours entre ces deux institutions (voir plus loin dans la présentation comment est élaborée la législation de l'Union européenne).</p> <p><b>La réalité est plus complexe</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans cet exercice, nous n'étions qu'un petit groupe. Au sein du Parlement européen, les débats et les votes rassemblent (au maximum) 751 députés européens.</li> <li>- Nous nous sommes tous exprimés dans la même langue. Au Parlement, chacun est libre de s'exprimer dans l'une des 24 langues officielles. Tout est ensuite traduit dans les autres langues officielles de l'Union.</li> </ul>

<b>CONTENU</b>	<b>Arguments:</b> Les arguments soulevés durant l'exercice sont proches de ceux des débats européens.	<b>La réalité est plus complexe :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les thématiques sont souvent <b>plus techniques</b>. Il se pourrait par exemple que le débat porte sur la taille des mailles des filets de pêche. Cela fait appel à des recherches scientifiques variées sur le type de poissons susceptibles d'être pêchés avec chaque type de filet, etc.</li> <li>- Les propositions législatives sur lesquelles se prononce le Parlement sont beaucoup <b>plus détaillées</b>. Chaque détail est discuté et adapté si nécessaire.</li> </ul>
	<p>Il y a enfin un point à mentionner tant au titre des similitudes que de celui des différences, à savoir <b>les thématiques en elles-mêmes</b>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On peut les considérer comme une similitude car il s'agit de thèmes qui ont tous été traités par le Parlement européen par le passé ou sont en train de l'être.</li> <li>- Ces thèmes peuvent également figurer dans la colonne des différences dans la mesure où, en réalité, les propositions et les positions défendues par la Commission européenne, par le Parlement européen et par le Conseil des ministres sont différentes.</li> </ul>	

L'enseignant effectue ensuite un zoom sur **les thèmes abordés en classe**. Vous débattrez ensuite brièvement de la situation actuelle et du rôle de l'Union européenne pour chacun des thèmes à l'aide de la synthèse du module destinée aux élèves présente dans le cahier de l'élève et des informations disponibles dans la présentation Prezi du module 3. Vous trouverez un bref résumé de la situation dans le chapitre intitulé « Jeu de rôles : dans la peau d'un eurodéputé » du cahier de l'élève. Vous pouvez vous en servir comme élément de contexte durant votre cours, car il est structuré de la même façon que la présentation.

Il est très important d'indiquer la réalité de la situation sur les sujets dont ont débattu les élèves afin qu'ils aient une vision correcte de la réalité à l'issue du cours.

## MATÉRIEL

- Un ordinateur + vidéoprojecteur
- [La présentation Prezi pour le Module 3](#) (points 3 à 12 du fil conducteur)
- [Le chapitre : « Jeu de rôles : dans la peau d'un eurodéputé »](#) dans le cahier de l'élève (vous pouvez l'utiliser comme support d'information)

## CONSEILS

Cette vidéo explique la manière dont fonctionne le Parlement européen en moins de six minutes : [www.europarl.europa.eu/fr/programme/others/how-it-works-the-european-parliament](http://www.europarl.europa.eu/fr/programme/others/how-it-works-the-european-parliament) (vous pouvez modifier la langue dans le coin en haut à gauche de la page). S'il vous reste suffisamment de temps après l'exercice, vous pouvez la montrer à vos élèves. Après le visionnage, vous pouvez débattre des similitudes et des différences entre l'exercice et la réalité avec les élèves.



# PRÉSENTATION : LES INSTITUTIONS ET LE PROCESSUS DÉCISIONNEL

## CADRE

Pour cette présentation, les élèves peuvent soit rester assis comme ils l'étaient durant l'exercice de simulation, ou retourner à la place qu'ils occupent habituellement. Quelle que soit la solution choisie, les élèves doivent être tournés vers l'avant de façon à pouvoir suivre aisément la présentation.

## DÉROULEMENT

Dans cette partie, passez d'abord en revue les institutions à l'aide de la présentation Prezi afin de finir par le processus décisionnel.

Toutes les informations que vous donnerez pendant la présentation figurent également dans les chapitres « Les institutions européennes » et « L'élaboration de la législation européenne » dans le cahier de l'élève. Vous pouvez garder ce texte à portée de main au moment d'aborder les institutions.

### Quelques observations :

- Les élèves ne doivent pas avoir la fiche de cours devant les yeux. Pour le moment, elle sert surtout de support à l'enseignant.
- Pour des raisons pédagogiques, une grande partie des informations relatives aux institutions et, à plus forte raison, au processus décisionnel a été simplifiée. Seuls les points « essentiels » sont développés. Vous trouverez dans le présent manuel de l'enseignant des éléments de contexte supplémentaires qui vous permettront d'approfondir la question du processus décisionnel, si vous le souhaitez.

## 1. Les institutions de l'Union européenne

### INTRODUCTION: VUE D'ENSEMBLE

Commencez par expliquer qu'il existe de nombreux organes, des agences et des Conseils au sein de l'Union européenne, mais que quelques d'entre eux y jouent un rôle essentiel, en particulier en ce qui concerne le processus décisionnel. Indiquez quelles sont les institutions dont vous allez parler : le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil de l'Union européenne (le Conseil des ministres), la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne et la Banque centrale européenne (BCE). Chacune de ces institutions a sa propre logique et son propre mode de fonctionnement.

### ÉTAPE 1: LE PARLEMENT EUROPÉEN

Donnez les explications telles qu'elles se trouvent dans le cahier de l'élève. Vous trouverez dans la partie « Qui » de la présentation un lien qui vous permettra de trouver l'ensemble des députés européens de votre pays. Consacrez un moment à leur présentation et demandez aux élèves qui ils connaissent.

Abordez les différentes **commissions parlementaires thématiques** dans le cadre de la partie « fonctionnement ». S'ils ont fait l'exercice de simulation, rappelez à vos élèves qu'ils ont eux aussi travaillé en petits groupes thématiques. Le fait de travailler en groupes restreints permet au Parlement européen de fonctionner de manière plus efficace.

Passez ensuite aux **différents groupes politiques présents au Parlement européen**. L'illustration montre la répartition des sièges entre les différents groupes politiques au Parlement européen d'après les résultats des élections de 2014.

Expliquez aux élèves que les députés européens ne sont pas regroupés selon leur nationalité au Parlement européen, mais en fonction de leur appartenance politique. Durant l'exercice, les élèves

*n'avaient pas d'étiquette politique.*

Actuellement, le Parlement européen compte huit groupes politiques, qui représentent plus de 100 partis nationaux dans l'ensemble de l'Union européenne. Passez en revue les **groupes politiques européens** en commençant par ceux qui comptent le plus de membres. Le nombre de groupes politiques présents au Parlement européen n'est pas fixe. À titre d'exemple, le groupe politique « Europe des Nations et des Libertés » n'a été fondé qu'en 2015. Certains députés européens n'appartiennent à aucun groupe politique ; ils font partie des « députés non inscrits ».

Chaque thème est débattu au sein de chaque groupe politique avant le vote. Ces discussions permettent de déterminer la position du groupe politique : est-il en faveur ou contre un point particulier ? Il importe cependant de savoir qu'un député européen n'est pas obligé de suivre la position de son groupe politique. Il n'est pas rare qu'en session plénière, les membres d'un même groupe politique votent différemment sur un même sujet.

### **L'importance des groupes politiques au Parlement européen :**

- Le groupe politique bénéficie d'un budget qui lui permet d'embaucher du personnel supplémentaire.
- Seuls les députés appartenant à un groupe politique peuvent se voir attribuer une fonction dans l'une des commissions parlementaires. Par exemple, vous devez appartenir à un groupe politique pour devenir rapporteur (la personne chargée de rédiger un rapport législatif en particulier) d'une commission.
- Les groupes politiques ont leur mot à dire dans la préparation de l'ordre du jour des sessions parlementaires.
- Plus la taille d'un groupe est importante, plus ses membres peuvent prétendre aux meilleurs rôles au Parlement européen. Ils bénéficient également d'un temps de parole plus conséquent.

Il faut satisfaire aux **conditions suivantes** pour former un groupe politique au Parlement européen :

- Il faut 25 députés pour former un groupe.
- Au moins un quart des États membres doivent être représentés au sein d'un même groupe (ce qui correspond à sept pays au minimum à l'heure actuelle).
- Un député européen ne peut appartenir qu'à un seul groupe politique.

Vous trouverez plus d'informations sur le fonctionnement du Parlement européen à l'adresse suivante : <http://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/organisation-and-rules/organisation>.

Après avoir traité la partie « qui », les « tâches » et le « fonctionnement », demandez aux élèves dans quelle ville se réunit le Parlement européen. Vous leur montrerez ensuite une image de l'hémicycle du Parlement et leur expliquerez que le siège officiel se trouve à **Strasbourg**, en France, mais que les députés européens se réunissent également à **Bruxelles** et que le secrétariat est installé au **Luxembourg**. La question du « déménagement », durant lequel l'ensemble des députés européens se rendent à Strasbourg pour une semaine chaque mois tandis qu'ils travaillent à Bruxelles le reste du temps, fait l'objet de controverses depuis des années.

À titre informatif : six groupes politiques du Parlement européen mènent actuellement une campagne commune pour que le Parlement européen n'ait plus qu'un seul siège : [www.singleseat.eu](http://www.singleseat.eu). Vous pourrez trouver des faits et des chiffres au sujet du déménagement mensuel sur ce site web.

### **ÉTAPE 2: LE CONSEIL EUROPÉEN**

Donnez les explications telles qu'elles se trouvent dans le cahier de l'élève. Demandez aux élèves qui est le représentant de notre pays et montrez cette personne sur la « photo de famille ».

Après la partie « qui », expliquez les « tâches » et le « fonctionnement ». Finissez en rappelant que le siège est à Bruxelles, en Belgique.

### ÉTAPE 3: LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE OU CONSEIL DES MINISTRES

Donnez les explications telles qu'elles se trouvent dans le cahier de l'élève. Après la partie « qui », les « tâches » et le « fonctionnement », demandez aux élèves où le Conseil des ministres se réunit d'après eux ; indiquez que le siège est à Bruxelles, en Belgique, et qu'il se réunit en fait dans le même bâtiment que le Conseil européen.

REMARQUE : *le Conseil européen ≠ le Conseil de l'Union européenne ≠ le Conseil de l'Europe*

Une chose est claire : il existe de nombreux conseils en Europe. Cependant, si leurs noms diffèrent peu, chacun d'entre eux est une institution ou une organisation différente.

Le Conseil européen et le Conseil de l'Union européenne (qui est identique au Conseil des ministres) sont tous les deux des institutions de l'Union, comme indiqué ci-dessus. Le *Conseil de l'Europe* par contre est une organisation internationale distincte qui compte 47 pays européens en qualité de membres. Le Conseil de l'Europe se situe à Strasbourg, en France, et se charge principalement de la protection des droits de l'Homme et de la promotion de l'identité européenne. Il s'agit de l'organisation dont dépend la Cour européenne des droits de l'Homme (voir la note sur la Cour de justice de l'Union européenne). Vous pourrez trouver davantage d'informations sur le Conseil de l'Europe sur [www.coe.int](http://www.coe.int).

### ÉTAPE 4: LA COMMISSION EUROPÉENNE

Donnez les explications telles qu'elles se trouvent dans le cahier de l'élève. Dans la partie « qui », indiquez clairement le nom du ou de la commissaire de votre pays. Demandez aux élèves s'ils savent quel est son domaine de compétence et donnez-leur ensuite la réponse. Présentez également le président, Jean-Claude Juncker. Vous pouvez si nécessaire vous écarter du déroulé de séance prévu et vous attarder sur la photo de groupe de l'actuelle Commission européenne. Vous expliquerez aux élèves que cette institution est en fait le « gouvernement » de l'Union européenne. Poursuivez en abordant les « tâches » et le « fonctionnement ». Le siège principal de la Commission européenne est également situé à Bruxelles.

### ÉTAPE 5: LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Donnez les explications telles qu'elles se trouvent dans le cahier de l'élève.

En ce qui concerne les « tâches », expliquez que cette institution joue le rôle d'arbitre entre les États membres et les institutions de l'Union européenne. La Cour de justice de l'Union européenne joue également un rôle important en matière d'interprétation des règles européennes. Elle constitue donc un maillon important du processus décisionnel de l'Union. Le siège de la Cour de justice de l'Union européenne est à Luxembourg.

REMARQUE : Ne confondez pas la Cour de justice de l'Union européenne avec la *Cour européenne des droits de l'Homme*. Cette dernière n'est PAS une institution de l'Union et est installée à Strasbourg, en France. Toutefois, l'ensemble des États membres de l'Union sont également membres du Conseil de l'Europe, l'organisation dont dépend la Cour européenne des droits de l'Homme. Les particuliers, les groupes, les organisations et les pays peuvent porter plainte contre un État membre du Conseil de l'Europe lorsque cet État est susceptible d'avoir enfreint la *Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH)*.

### ÉTAPE 6: LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Donnez les explications telles qu'elles se trouvent dans le cahier de l'élève. La BCE a son siège à Francfort, en Allemagne. Vous trouverez du matériel éducatif, des jeux et des films sur la BCE sur son site web, dans la rubrique « En savoir plus » : [www.ecb.europa.eu/ecb/educational/html/index.fr.html](http://www.ecb.europa.eu/ecb/educational/html/index.fr.html).

## 2. La naissance d'une loi européenne

### VERSION SIMPLIFIÉE :

Le chapitre du cahier de l'élève comprend une version simplifiée du « processus législatif ordinaire ». Dans ce processus, c'est la Commission européenne qui présente les propositions législatives (droit d'initiative), tandis que le Conseil des ministres et le Parlement européen détiennent le pouvoir législatif. Ces deux institutions partagent ce pouvoir à parts égales. En d'autres mots, le Conseil des ministres et le Parlement européen sont tous les deux en mesure de refuser une proposition législative. Une nouvelle législation ne peut aboutir que lorsque les deux institutions se mettent d'accord sur un compromis.

### VERSION COMPLÈTE :

Dans la réalité, le processus législatif ordinaire est bien sûr plus compliqué, les textes étant présentés en première, en deuxième, et parfois en troisième « lecture » devant le Parlement européen et le Conseil des ministres. Vous pourrez trouver une représentation visuelle ainsi qu'une explication approfondie du processus ici : [www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/20150201PVL00004/pouvoir-legislatif](http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/20150201PVL00004/pouvoir-legislatif).

Il existe en plus du processus législatif ordinaire, employé dans la majorité des cas, des procédures législatives spéciales. Derrière ce terme générique sont en fait regroupées toutes les procédures qui diffèrent des procédures ordinaires. Les traités européens indiquent les domaines d'action qui requièrent une procédure législative spéciale. Pour chacune de ces dernières, il est indiqué quels sont les rôles qui reviennent aux différentes institutions européennes dans le processus décisionnel : qui peut formuler des propositions, qui peut décider et comment les propositions sont votées.

## MATÉRIEL

- Un ordinateur + vidéoprojecteur
- [La présentation Prezi pour le Module 3](#), (points 13 à 49 du fil conducteur)
- [Les chapitres : « Les institutions de l'Union » et « La naissance d'une loi européenne » du cahier de l'élève](#) (uniquement pour l'enseignant, comme support d'information sur les institutions et le processus décisionnel).

## QUELQUES CONSEILS CONCERNANT LA PRÉSENTATION

- Cette présentation est très élaborée. L'enseignant peut **choisir** de préférer certains éléments à d'autres.
- Travailler avec Prezi : Les présentations ont été réalisées avec Prezi, ce qui vous permet de travailler de manière intuitive. Dans la présentation, vous trouverez un « fil conducteur » qui vous guidera étape par étape. Vous pouvez vous écarter du cheminement prévu à tout moment en cliquant simplement sur un élément, sur lequel la présentation zoome. [Cliquez ici pour visualiser un tutoriel sur la navigation dans les présentations Prezi](#). D'autres tutoriels sur Prezi sont disponibles à l'adresse suivante : <https://prezi.com/support>.
- La présentation est uniquement disponible **en ligne**. Si vous n'avez pas d'accès à internet à l'école, vous pouvez télécharger la présentation sur votre ordinateur portable à la maison et ensuite fermer votre ordinateur sans l'éteindre. Lorsque vous l'ouvrirez de nouveau à l'école, la présentation sera toujours présente.



# 3. LES VALEURS DE L'UNION EUROPEENNE : VOTRE AVIS ?



## INTRODUCTION

Cette partie se compose d'un exercice consistant en un débat approfondi dans la classe au sujet des valeurs européennes, s'articulant autour de réflexions individuelles (« Mon avis ? »), de débats en classe (« Notre avis ? ») et de débats en groupes plus restreints (« Comment l'Union interprète-t-elle ses valeurs ? »). Chacune des sous-parties peut être traitée séparément, mais elles sont complémentaires.

## PREMIÈRE PARTIE : MON AVIS ?

### CADRE

Les élèves réalisent individuellement un exercice et reçoivent également une explication en classe entière. Ils doivent tous être assis à une table de façon à pouvoir voir la présentation.

### DÉROULEMENT

Dans cette partie, l'enseignant remet à chaque élève une carte des valeurs personnelle. Il s'agit d'un document personnel, destiné uniquement à l'élève. Les valeurs de l'Union européenne figurent déjà sur la carte des valeurs, accompagnées d'une définition simple.

#### 1. Indiquez si vous êtes ou non d'accord avec ces valeurs, à titre personnel.

L'enseignant demande aux élèves de réfléchir (individuellement) sur chacune des valeurs et la définition de base qui l'accompagne :

Posez-vous la question : « Est-ce que j'adhère personnellement à ces valeurs ? ». En d'autres termes, êtes-vous d'accord (à titre personnel) pour dire que tout le monde devrait être libre, égal, vivre en démocratie, dans un État de droit, respecter la dignité humaine et les droits de l'Homme, être tolérant et se montrer solidaire ? Réfléchissez-y et entourez « d'accord » ou « pas d'accord » à côté de chaque valeur, selon votre opinion.

#### 2. Classez les valeurs par ordre d'importance, à titre personnel.

Dans la colonne « Priorités de l'Union » de la carte des valeurs, les élèves classent les valeurs en fonction de l'importance que cette valeur devrait avoir pour l'Union d'après eux (1 = la plus importante, 8 = la moins

importante). Il s'agit d'un exercice individuel dont les résultats seront différents pour chacun des élèves.

### 3. Les dilemmes

Après que les élèves ont complété leur classement personnel, l'enseignant présente certains dilemmes liés aux valeurs qui peuvent surgir dans des situations réelles.

- L'enseignant explique le dilemme et l'illustre à l'aide de la présentation.
- Les élèves doivent répondre quant à la valeur qui doit prévaloir selon eux dans cette situation particulière.

Après chaque dilemme, l'enseignant demande aux élèves de vérifier si leur réponse est cohérente avec le classement qu'ils ont effectué auparavant.

#### Dilemmes :

##### 1. **La liberté d'expression ou l'égalité/le respect de la dignité humaine**

Faut-il interdire les discours de haine ? Les discours de haine sont des propos qui attaquent, menacent ou insultent une personne ou un groupe sur la base de l'origine nationale, de l'appartenance ethnique, de la couleur, de la religion, du genre, de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle ou du handicap de cette personne ou de ce groupe.

Il y a conflit entre la valeur de la liberté (la liberté d'expression, qui fait aussi partie des droits de l'Homme) et les valeurs d'égalité et de respect de la dignité humaine, puisque les propos tenus sont une incitation à la haine, à la violence et à la discrimination vis-à-vis d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté.

##### 2. **La liberté ou la solidarité**

Tous les États membres de l'Union font payer un impôt aux citoyens pour collecter de l'argent destiné, parmi d'autres services publics, à un système de protection sociale au sein duquel la richesse est en partie redistribuée. Par exemple, les personnes sans emploi ou malades sont indemnisées et les familles pauvres bénéficient de tarifs réduits pour l'éducation. En tant que citoyen, vous êtes tenu de payer vos impôts ; vous ne pouvez pas choisir de ne pas les payer.

##### 3. **Le pluralisme/la tolérance (le droit d'agir selon ses convictions) ou l'égalité/la non-discrimination**

Un homme refuse de serrer la main à la fonctionnaire qui l'a marié à la mairie. La fonctionnaire estime être victime de discrimination ; l'homme en appelle à son droit d'agir selon ses convictions (le pluralisme).

Conclusion : L'enseignant demande aux élèves si leurs réponses ont toujours été cohérentes avec le classement qu'ils avaient initialement établi. Cela ne sera probablement pas le cas pour tous. L'enseignant en conclut qu'il est parfois difficile d'être fidèle à certaines valeurs et que nos sociétés européennes y sont également confrontées. Les énoncés de la partie 2 « Notre avis ? » qui suit provoquent également des conflits de valeurs.

## MATÉRIEL

- [La présentation Prezi pour le module 3](#)
- Un ordinateur + vidéoprojecteur
- La carte des valeurs personnelles pour chaque élève, disponible dans le cahier de l'élève.



## DEUXIÈME PARTIE : NOTRE AVIS ?

Cette partie a pour but de compléter ensemble la signification de (certaines) valeurs afin de les rendre plus concrètes. Pour chaque valeur, deux énoncés figurent dans la présentation. L'enseignant choisit deux à quatre valeurs à discuter en classe en fonction de l'intérêt que leur portent les élèves.

Remarque : Les énoncés ont vocation à *susciter la discussion* autour de la valeur. Il ne s'agit *pas d'un jugement de cette valeur*.

### CADRE

La disposition de la classe doit favoriser le débat et également permettre aux élèves de voir les énoncés qui sont projetés.

### DÉROULEMENT

Pour chaque énoncé, la discussion s'organise selon la procédure suivante :

#### 1. Premier vote

« Lisez l'énoncé. Après y avoir réfléchi brièvement, décidez si vous êtes d'accord ou pas avec celui-ci. Il n'y a pas "d'entre-deux" ; vous devez prendre position. » Quelques remarques importantes :

- Il ne s'agit là que d'un vote intuitif après quoi le sujet donnera lieu à un débat plus approfondi.
- Il n'y a pas de « bonne » ni de « mauvaise » réponse.
- Les énoncés ne sont là que pour lancer le débat ; ils n'ont pas valeur d'opinion.

L'enseignant décompte les votes et en prend note.

#### 2. Discussion plénière

L'enseignant demande aux élèves qui étaient minoritaires durant le vote de lever à nouveau la main, puis choisit quelqu'un pour expliquer pourquoi il ou elle est d'accord ou n'est pas d'accord, en demandant par exemple « Qui était d'accord avec cette affirmation ? Pouvez-vous lever la main à nouveau ? Quelqu'un peut-il m'expliquer pourquoi il est d'accord/n'est pas d'accord ? » (le fait de commencer par quelqu'un appartenant aux « minoritaires » peut susciter des réactions de la part des élèves qui ont voté le contraire. Vous encouragez ainsi le débat).

L'enseignant donne la parole à un élève (ou en désigne un si nécessaire) qui démarre la discussion en groupe. Après quoi l'enseignant se tourne vers le groupe pour demander qui est d'accord/n'est pas d'accord avec l'orateur. Par conséquent, l'enseignant modère les échanges.

L'énoncé peut susciter des questions. L'enseignant apporte alors des clarifications (lorsque c'est possible). Il est possible qu'il doive insister à nouveau sur le fait que l'énoncé n'est là que pour lancer le débat et qu'il n'y a ni bonne ni mauvaise réponse.

#### 3. Second vote (facultatif)

L'enseignant peut choisir de procéder à un nouveau vote. Il ou elle dénombre les voix et les compare au vote précédent. Certains élèves ont-ils changé d'avis ?

#### 4. Conclusion

Après les affirmations, l'enseignant demande aux élèves de vérifier si leur réponse est cohérente avec ce qu'ils ont indiqué sur leur carte des valeurs (dans la partie 1 de la rubrique « Mon avis ? ») : se reconnaissent-ils toujours dans cette valeur ? Est-ce qu'ils maintiennent le classement ?

## MATÉRIEL

- [La présentation Prezi pour le module 3](#) (vous pouvez choisir les énoncés)
- Un ordinateur et un vidéoprojecteur.

## QUELQUES CONSEILS POUR MODÉRER LE DÉBAT

- Commencez par indiquer les règles de base de la discussion : s'écouter les uns les autres ; attendre son tour pour prendre la parole ; rester poli ; ne pas s'éloigner du sujet ; ne pas parler trop longtemps afin de laisser les autres s'exprimer également. Vous pourrez ainsi rappeler ces règles durant la discussion.
- N'exprimez pas votre propre opinion ; restez aussi neutre que possible.
- Essayez de donner la parole au plus grand nombre possible d'élèves différents.
- S'il n'y a pas de réaction immédiate, reformulez ou jouez l'avocat du diable en posant des questions provocatrices.
- Si l'un des élèves prend une place dominante dans le débat, essayez de l'interrompre, de résumer poliment ce qu'il ou elle a dit et de donner la parole à un autre élève, par exemple en demandant quels sont ceux qui sont d'accord ou non avec ce qui vient d'être dit.
- Si un élève s'éloigne du sujet, interrompez-le et demandez-lui de rester sur le sujet principal. Cela peut sembler impoli, mais d'autres élèves vous en sauront peut-être gré.

## CONTENU

Les énoncés parmi lesquels choisir sont exposés ci-après.

### DÉMOCRATIE

1. « Un référendum est toujours une bonne façon de faire participer les citoyens. »

La question ici est de savoir si le référendum est une bonne chose pour la démocratie. Le référendum trouve ses limites dans le fait que les personnes doivent habituellement choisir entre «oui» ou «non», ce qui ne laisse pas de place aux autres solutions, par exemple, en Suisse (qui n'est pas un État membre de l'Union européenne), les personnes ont dû se prononcer «pour» ou «contre» un nouveau tunnel. Il existait pourtant bien d'autres options, telles que d'autres routes, d'autres endroits où creuser ce tunnel, etc.

2. « La véritable démocratie ne peut fonctionner qu'au niveau local. »

Avec cette affirmation, les élèves s'interrogent sur le fait de savoir si la démocratie peut fonctionner pour de grandes sociétés, lorsqu'on ne connaît pas personnellement les responsables politiques et qu'il n'est pas facile de les approcher directement. Cela vaut particulièrement pour l'Union européenne et ses 500 millions de citoyens. La démocratie peut-elle fonctionner à si grande échelle ?

## LIBERTÉ

1. « La liberté consiste à n'avoir aucune responsabilité. »

La « responsabilité » peut recouvrir de nombreuses choses : faire preuve de responsabilité au sein de la société dans laquelle vous évoluez, par exemple en aidant les autres ou votre famille, en prenant soin de vos parents ou grands-parents plus âgés et de vos enfants... Dans un sens plus large, elle peut être synonyme de « citoyenneté », impliquant de se comporter en « bon » citoyen, de ne pas abîmer ou polluer les routes, etc.

Si tout le monde est d'accord, vous pouvez vous faire l'avocat du diable en demandant si quelqu'un qui choisirait de ne rien faire pour la société pourrait prétendre à tous les avantages d'un État-providence tels que l'éducation gratuite, les soins médicaux à coût modique, les allocations de chômage, etc. pour lesquels les autres paient.

2. « Les partis politiques racistes doivent être autorisés au Parlement européen au nom de la liberté d'expression. »

Si un parti politique adopte des points de vue contraires aux valeurs de l'Union, et prône par exemple la discrimination raciale, faut-il lui interdire d'exprimer ses opinions et l'exclure du pouvoir ?

## SOLIDARITÉ

1. « Un État membre touché par une crise financière devrait bénéficier de l'aide des autres États membres de l'Union européenne. »

Cette affirmation pose la question de savoir si les pays de l'Union européenne doivent faire preuve de solidarité envers les autres États membres lorsqu'ils rencontrent des difficultés. L'Union européenne doit-elle être ce type d'union, dans laquelle les pays peuvent compter les uns sur les autres ?

2. « La solidarité, cela veut dire que l'argent des impôts sert à s'assurer que tout le monde dispose d'un logement décent, peut se nourrir et accède à l'éducation. »

Cette affirmation suscite un débat sur la question de la solidarité dans une société avec des personnes que nous ne connaissons pas. Voulons-nous aider les pauvres en leur donnant de l'argent de manière organisée ?

Certains élèves peuvent penser que la pauvreté est quelque chose dont les personnes sont responsables individuellement et que ce n'est pas à la société de payer pour cela. D'autres enjeux pourraient consister à faire en sorte que seuls ceux qui en ont réellement besoin bénéficient des prestations. En tant qu'avocat du diable, l'enseignant peut demander aux élèves ce qu'ils préfèrent : un système très strict, au risque de voir des personnes dans le besoin exclues de la société, ou un système qui l'est moins, au risque de voir des personnes profiter du système.

## ÉGALITÉ/NON-DISCRIMINATION

1. « La discrimination positive est nécessaire si l'on veut atteindre l'égalité. »

La discrimination positive est la pratique qui consiste à accorder des avantages spécifiques aux personnes issues d'un groupe dont les membres ne sont pas toujours traités de manière équitable ou qui n'est pas bien représenté sur le marché du travail, parmi les titulaires de postes à responsabilité, etc. Par exemple, dans de nombreux pays européens, les employeurs qui font

appel à des personnes handicapées touchent une aide financière qui se veut une incitation à leur embauche.

2. « Nous sommes tous égaux, quelle que soit notre richesse. »

L'enseignant peut insister sur l'écart entre la situation réelle et celle à laquelle on aspire.

Sommes-nous tous égaux et devons-nous être traités de la même façon ? Par exemple, si une personne pauvre en apparence entre dans un magasin vendant des articles de luxe en même temps qu'une personne qui semble être riche, seront-elles traitées de la même façon ?

La question sous-jacente qui est posée ici est de savoir si nous vivons encore dans une société avec des classes sociales différentes. Nous sommes égaux devant la loi, mais cette « égalité » se vérifie-t-elle dans la réalité ?

## **ÉTAT DE DROIT/JUSTICE**

1. « Pour certaines infractions, il devrait être possible de choisir entre payer une amende d'un montant conséquent et aller en prison. »

Cette affirmation interroge les élèves sur la question de savoir s'il est « juste » que des personnes plus riches puissent « acheter » leur peine. Il s'agit en fait d'une combinaison entre les valeurs d'« égalité » et d'« État de droit ».

2. « Les terroristes ont le droit à un procès équitable et à une défense appropriée. »

L'image de la présentation illustre l'affaire bien connue en Europe d'Anders Breivik, un terroriste d'extrême-droite responsable d'attaques en Norvège en 2011. Le 22 juillet 2011, il a tué huit personnes à Oslo avant d'abattre 69 jeunes dans un camp d'été qui se trouvait sur l'île d'Utøya. Il a été condamné en août 2012 pour meurtre de masse et terrorisme.

Cette affirmation doit susciter le débat pour savoir si des personnes telles que lui, dont l'implication dans des meurtres à grande échelle ne fait pas de doute, peuvent tout de même prétendre à un procès équitable et à être défendues.

## **RESPECT DES DROITS DE L'HOMME**

1. « Un journaliste qui écrit un article véhiculant de fausses informations devrait être sanctionné. »

Cette affirmation porte sur la liberté de la presse. De nos jours, seules les dictatures possèdent des lois en vertu desquelles la presse peut être poursuivie pour ce qu'elle écrit. Cela peut mener au bout du compte à la censure ou à des médias qui ne rendent pas compte de certains points par crainte d'être poursuivis.

2. « L'Union européenne ne devrait pas faire affaire avec des régimes qui ne respectent pas les droits de l'Homme, quand bien même l'accord serait bénéfique pour l'Union. »

L'Union peut-elle conclure des accords de commerce ou sur d'autres sujets avec des régimes pour lesquels il a été rapporté qu'ils violaient les droits de l'Homme ? Par exemple, l'Union européenne a conclu des accords avec des pays africains responsables de violations répétées des droits de l'Homme, et ce afin d'empêcher les migrants de venir dans l'Union européenne. Certains accords sont par ailleurs nécessaires pour accéder à certaines matières premières que l'on ne trouve pas en Europe, comme le cobalt, et qui entrent dans la fabrication des téléphones portables.

## TOLÉRANCE/PLURALISME

1. « Le port de symboles religieux tels qu'une croix ou un voile devrait être autorisé à l'école et au travail. »

L'enjeu ici est de savoir si, selon des élèves, les personnes doivent être autorisées à pratiquer leur religion à l'école ou sur leur lieu de travail.

2. « Il est acceptable de tenir des propos haineux sur internet s'ils sont proférés dans des groupes fermés ou secrets. »

Les élèves ont-ils déjà été confrontés à cette situation ? Peut-être l'ont-ils déjà eux-mêmes fait ? Pensent-ils que cela peut causer du tort à certains groupes ? Ou invoquent-ils leur liberté d'expression ?

## RESPECT DE LA DIGNITÉ HUMAINE

1. « Chaque pays de l'Union européenne a le devoir moral de venir en aide aux réfugiés. »

Un réfugié est un migrant particulier : il s'agit de quelqu'un qui a été forcé à quitter son pays à cause de persécutions, de la guerre ou de violences. Un réfugié redoute avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social.

Remarque : Il ne s'agit pas de la même problématique que pour les immigrés économiques (les personnes qui migrent pour des raisons économiques).

La question sous-jacente ici est la suivante : respectons-nous la dignité humaine de ceux qui ne sont pas européens ? Cette affirmation permet en général d'aborder des enjeux tels que la bonne intégration, le fait de choisir entre aider ses propres concitoyens ou aider les étrangers, les bonnes intentions des étrangers, etc.

Remarque : Dans la mesure où les personnes peuvent circuler librement au sein de l'Union européenne, les citoyens de l'Union ne peuvent pas être « demandeurs d'asile ». Dans l'hypothèse où des élèves soulèveraient la question, l'enseignant veillera à rectifier ce point.

2. « La torture devrait être autorisée afin de permettre l'obtention d'informations destinées à prévenir de nouvelles attaques terroristes. »

La torture est interdite dans l'Union européenne, quel que soit le but poursuivi. Les élèves sont-ils d'accord avec ce point ? Pensent-ils que la torture puisse être légitime dans certains cas ?

## TROISIÈME PARTIE : COMMENT L'UNION INTERPRÈTE-T-ELLE SES VALEURS ?

Dans cette partie, les élèves discutent en petits groupes de la façon dont l'Union interprète ses valeurs. L'enseignant choisit à l'avance les valeurs qu'il souhaite soumettre aux élèves. L'enseignant divise le groupe en petits groupes de 3-4 élèves. Chaque groupe se voit attribuer une valeur européenne, par ex. « démocratie » ou « solidarité ».

## CADRE

Les élèves travaillent en petits groupes de 3 ou 4. Une discussion générale avec la classe est organisée ensuite.

## DÉROULEMENT

### 1. Introduction et division en groupes

L'enseignant présente les valeurs sur lesquelles les petits groupes vont travailler. Il passe en revue les exemples donnés pour chaque valeur qui sera abordée dans les groupes au moyen de la présentation et des explications contenues dans son manuel des enseignants, module 2 (p. 25-27). L'enseignant distribue ensuite les cartes relatives aux valeurs et la fiche de travail par groupe.

### 2. Travail en groupes

Chaque groupe travaille indépendamment et discute de l'interprétation par l'Union de la valeur qui lui a été attribuée. Les instructions de leur fiche de travail les guident dans leur discussion. La discussion en groupe débouche sur des recommandations pour l'Union.

L'enseignant reste disponible pendant le travail en groupes pour répondre aux questions éventuelles et pour faire respecter le temps imparti.

### 3. Discussion plénière

L'enseignant demande au porte-parole de chaque groupe de résumer brièvement (en 1 minute) les recommandations adressées par son groupe à l'Union. Le porte-parole commence par rappeler les valeurs sur lesquelles son groupe a travaillé avant d'énoncer les recommandations. Les autres l'écoutent et réagissent si le temps le permet : ils sont d'accord/ne sont pas d'accord/veulent apporter des précisions, etc.

Après cela, il est possible de discuter du processus de travail en groupe. Ce travail a-t-il été difficile ? Si oui, pourquoi ?

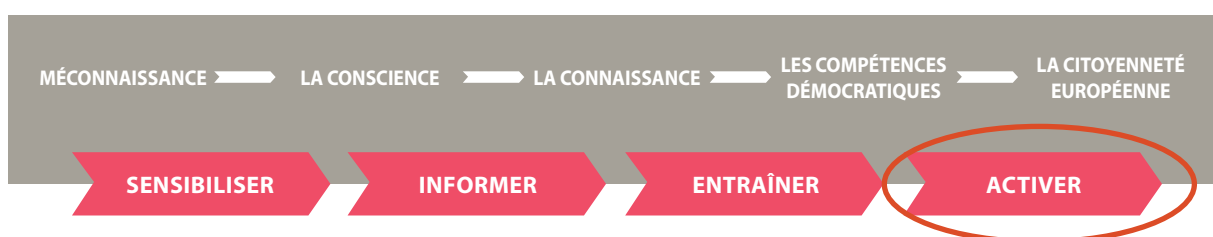
## MATÉRIEL

- [La présentation Prezi pour le module 3](#)
- Un ordinateur et un vidéoprojecteur
- Pour chaque groupe : les quatre cartes du jeu du module 2 correspondant à chaque valeur utilisée (annexe V du manuel de l'enseignant). Ces cartes présentent une mesure spécifique ou une pratique de l'Union en relation avec cette valeur
- Pour chaque groupe : une fiche de travail sur « Comment l'Union interprète-t-elle ses valeurs ? » (annexe XI du manuel de l'enseignant)

# MODULE 4 VOTRE VOIX DANS L'UNION EUROPÉENNE

## CONCEPT

Le quatrième module est axé sur la façon dont les élèves peuvent participer activement en tant que citoyens européens et faire entendre leur voix. Il s'agit là de la dernière série d'activités du modèle « Vers une citoyenneté européenne active ».



© Ryckelvelde vzw, 2010

Ce module commence par l'exercice « Les élections en classe » avec l'ensemble de la classe. Les élèves votent pour le parti politique de leur choix au moyen de l'outil en ligne « Mentimeter ». Le vote est anonyme et les résultats sont visibles immédiatement. L'enseignant applique ensuite par extrapolation le comportement électoral de la classe à celui de votre propre pays et de l'Union dans son ensemble.

Pour l'exercice avec les QR codes « Votre voix dans l'Union », la classe est divisée en **groupes de deux ou trois élèves**. Chaque groupe complète une série de **tâches** sur la façon de faire entendre leur voix au niveau européen. Ces tâches incluent l'utilisation de sources en ligne, qui peuvent être consultées sur smartphone grâce à des QR codes ou en cliquant sur les liens au moyen d'un ordinateur. Une fois les tâches terminées, les élèves discutent des résultats dans une **discussion en classe**.

On trouvera aussi un **résumé de ce module dans le cahier de l'élève**. Ce résumé présente une vue d'ensemble des connaissances acquises et peut être utilisé comme document d'étude ou comme contexte à la **présentation** de ce module.

## ÉLÉMENTS ET DURÉE

Le quatrième module dans son ensemble peut prendre entre 1 et 4 heures selon la façon dont vous l'utilisez. Le temps *minimal* à prévoir pour chaque partie est indiqué dans le tableau ci-dessous.



MÉTHODOLOGIE	DURÉE	QUOI	MATÉRIEL
Exercice : Élections en classe	15 min.	Élections en classe, au cours desquelles les élèves votent en ligne anonymement pour le parti de leur choix.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un ordinateur connecté à internet, un vidéoprojecteur</li> <li>- Les smartphones des élèves</li> <li>- Suffisamment de tablettes/d'ordinateurs supplémentaires pour les élèves qui ne possèdent pas de smartphone</li> <li>- Votre exemplaire en ligne de l'outil Mentimeter</li> </ul>
Application, par extrapolation, des résultats de la classe à la réalité	15 min.	Élections en classe : application, par extrapolation, des résultats des élections en classe aux résultats des élections réelles aux niveaux national et de l'Union	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">La présentation Prezi pour le Module 4</a></li> <li>- Un ordinateur + vidéoprojecteur</li> <li>- Les résultats des élections organisées en classe</li> </ul>
Exercice avec les QR codes: votre voix dans l'Union	20 minutes	Votre voix dans l'Union européenne: les élèves découvrent différentes possibilités de participer à l'Union en accomplissant des tâches sur internet par groupes de 2 ou 3.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">La fiche de travail des élèves</a> (annexe XII du manuel de l'enseignant)</li> <li>- Des smartphones/tablettes/ordinateurs en nombre suffisant connectés à internet</li> </ul>
Discussion en classe	10 minutes	Discussion en classe sur les réponses (les plus importantes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les fiches de travail complétées</li> <li>- Les solutions dans le manuel de l'enseignant</li> </ul>

# OBJECTIFS ET COMPÉTENCES

## ATTITUDE

- les élèves reconnaissent l'importance du vote aux élections européennes et de la participation à la vie démocratique ;
- les élèves connaissent leurs droits et leurs devoirs démocratiques et les intègrent ;
- les élèves deviennent des citoyens européens actifs convaincus qui voteront aux élections locales, nationales et européennes ;
- les élèves votent de manière éclairée et réfléchie et encouragent les autres à faire de même.

## CONNAISSANCES

- les élèves savent comment leurs représentants sont élus au Parlement européen ; et connaissent les différents groupes politiques du Parlement ainsi que les partis politiques qui appartiennent à ces groupes ;
- les élèves savent ce que représentent les partis politiques dans leur pays.
- les élèves découvrent différentes possibilités et différents outils leur permettant de faire entendre leur voix au niveau de l'Union.

## COMPÉTENCES

- les élèves développent, en utilisant les outils, les compétences nécessaires pour faire entendre leur voix à l'échelle de l'Union.

# MODULE 4: ÉTAPE PAR ÉTAPE

## EXERCICE : ÉLECTIONS EN CLASSE

### INTRODUCTION

Expliquez aux élèves que des élections au Parlement européen sont organisées tous les cinq ans et que tous les Européens de plus de 18 ans (16 ans en Autriche) sont autorisés à voter lors de ces élections. Les dernières élections ont eu lieu en mai 2014. Dites leur que nous votons d'abord pour nos partis politiques nationaux, et que ces partis envoient ensuite des représentants au Parlement européen. Au sein du Parlement, les représentants élus sont répartis en fonction des grandes familles politiques ou des groupes européens.

Présentez aux élèves l'outil Mentimeter en ligne (voir la section « Supports pédagogiques ») et expliquez leur qu'ils peuvent à présent voter pour un parti de leur choix en classe. Les partis repris sur la liste de choix sont les partis qui ont participé aux dernières élections au Parlement européen.

Idéalement, discutez brièvement avec eux des valeurs et des objectifs de chacun des partis nationaux. Pour ce faire, vous pouvez utiliser différents axes et indicateurs, par exemple, progressiste/conservateur, les approches économiques (libéral/socialiste), les positions sur l'environnement, la politique migratoire, etc. Il est très important de présenter les partis de la façon la plus neutre possible. Pour les élèves, il s'agit souvent d'informations relativement nouvelles dont ils ont besoin pour voter de manière « éclairée ».

### 1. VOTE EN LIGNE AU MOYEN DE L'OUTIL MENTIMETER

#### CADRE

Chaque élève dispose d'un appareil électronique personnel connecté à internet. Les élèves peuvent utiliser des smartphones, tablettes ou ordinateurs. Le résultat du vote Mentimeter est projeté devant la classe de manière à ce que tous les élèves puissent le voir.

#### DÉROULEMENT

Faites en sorte que le vote soit anonyme en cachant les résultats dans un premier temps (voir la section « Quelques conseils »). Les élèves peuvent se rendre sur [www.menti.com](http://www.menti.com) pour voter. Une fois sur ce site, ils introduisent le code indiqué dans votre présentation. Il s'agit d'un code unique destiné uniquement à vos élèves. Le nombre de voix exprimées s'affiche dans le coin inférieur droit. Vous pouvez ainsi vérifier que tous les élèves ont voté. Une fois tous les bulletins dans l'urne, affichez les résultats des élections en classe. Quel parti a gagné ?

#### MATÉRIEL

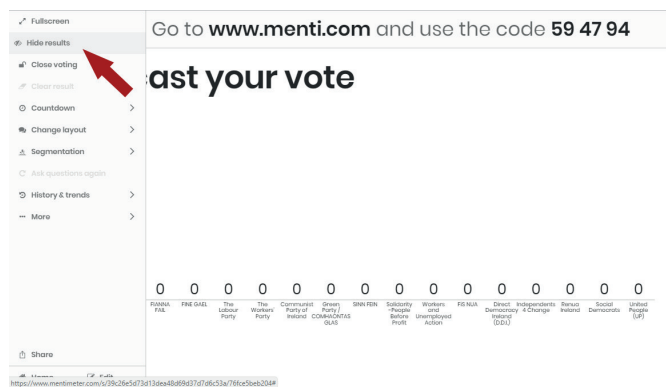
- Un ordinateur + vidéoprojecteur
- Une connexion internet
- L'outil Mentimeter pour votre pays, sur votre compte Mentimeter personnel. Pour l'obtenir, rendez vous d'abord sur le site [www.mentimeter.com](http://www.mentimeter.com). Créez un compte personnel (choisissez votre identifiant et votre mot de passe). Ce service est gratuit. Copiez ensuite le Mentimeter vers

votre compte personnel :

- Collège électoral francophone : [www.mentimeter.com/s/6b56aec3ecf1a2c299421158f0ac8fa/980038428de8](https://www.mentimeter.com/s/6b56aec3ecf1a2c299421158f0ac8fa/980038428de8) et cliquez ensuite sur "Copy this event"
- Collège électoral germanophone : [www.mentimeter.com/s/51d9066c975bd442d1aa755bb85ba7f6/ee06c1252427](https://www.mentimeter.com/s/51d9066c975bd442d1aa755bb85ba7f6/ee06c1252427) et cliquez ensuite sur "Copy this event"
- Collège électoral néerlandophone : [www.mentimeter.com/s/925f5bd11669ecbc33d7a42e1c122379/969ed9a715b8](https://www.mentimeter.com/s/925f5bd11669ecbc33d7a42e1c122379/969ed9a715b8) et cliquez ensuite sur "Copy this event".

**REMARQUE:** n'utilisez PAS le Mentimeter préétabli mentionné ci dessus. Utilisez le UNIQUEMENT pour enregistrer une copie sur votre compte personnel. Une fois que vous avez copié le Mentimeter préétabli, vous pouvez le gérer et le modifier selon vos désirs. Vous pouvez, par exemple, ajouter des partis politiques si la liste est incomplète ou supprimer des partis qui ne seront plus présents aux élections européennes. Vous pouvez également revoir les résultats ultérieurement ou les effacer.

## QUELQUES CONSEILS



- Mentimeter offre la possibilité de masquer les résultats jusqu'à la fin du vote. L'utilisation de cette option est vivement recommandée, car elle renforce l'anonymat du vote. Vous pouvez choisir cette option dans le mode « Present » dans la colonne de gauche : « Hide results ». Une fois que tous les élèves ont voté, cliquez sur « Show results ». Les résultats de l'élection sont projetés à l'écran (voir l'image).
- Testez votre copie du Mentimeter chez vous et votez au moyen d'un deuxième appareil (smartphone, tablette ou ordinateur) qui n'est pas en mode présentation. L'option « clear result » du mode présentation permet d'effacer ces votes d'essai avant de présenter l'outil en classe.

## 2. EXTRAPOLATION À LA RÉALITÉ

### CADRE

Les élèves restent assis après le vote et regardent la projection de la présentation.

### DÉROULEMENT

Comparez en trois étapes les résultats des élections organisées en classe aux élections les plus récentes:

1. Premièrement, essayez de déterminer le nombre de sièges que remporterait chaque parti aux élections organisées en classe: Expliquez que 8 sièges au Parlement européen sont à répartir pour le collège électoral francophone en Belgique. Essayez de calculer le plus précisément possible le nombre de sièges que les partis auraient remportés dans votre classe selon les résultats de l'élection en classe. (Par ex. 24 élèves dans la classe : 3 voix par parti sont nécessaires pour obtenir 1 siège.)
2. Deuxièmement, examinez les résultats électoraux dans votre pays en 2014. Pour ce faire, zoomez sur votre collège électoral dans la présentation Prezi pour le module 4. Comparez les résultats de votre classe avec ceux du scrutin : sont ils comparables ou non ? Discutez de la répartition réelle des sièges dans votre pays. Lors des discussions sur ce thème, indiquez à quels groupes politiques européens appartiennent les différents partis nationaux.
3. Troisièmement, discutez de la composition actuelle du Parlement européen après les élections de 2014. Pour ce faire, utilisez la présentation Prezi pour le module 4. Examinez les groupes politiques européens du plus grand au plus petit.

Expliquez aux élèves que le Parlement européen compte un maximum de 751 députés (750 + le président) mais que ce nombre pourrait varier temporairement, par exemple, en cas de départ ou de mise à pied d'un député. Par ailleurs, le départ éventuel du Royaume-Uni entraînera une réduction du nombre de députés au Parlement européen (pour plus d'informations, voir le chapitre « Parlement européen » du module 2 du cahier de l'élève).

L'extrapolation permet également de bien faire comprendre que les élus au Parlement européen ne siègent pas selon leur nationalité, mais selon leur affiliation politique.

Le Parlement européen compte actuellement 8 **groupes politiques** représentant plus de 100 partis nationaux dans l'ensemble de l'Union européenne. Examinez les groupes politiques européens du plus grand au plus petit. Le nombre de groupes politiques présents au Parlement européen n'est pas fixe. À titre d'exemple, le groupe politique « Europe des Nations et des Libertés » n'a été fondé qu'en 2015. Certains députés européens n'appartiennent à aucun groupe politique ; ils font alors partie des « députés non inscrits ».

Chaque thème est débattu au sein de chaque groupe politique avant le vote. Ces discussions permettent de déterminer la position du groupe politique : est-il pour ou contre telle proposition ? Il importe cependant de savoir qu'un député européen n'est pas tenu de suivre la position de son groupe politique. Il n'est pas rare qu'en session plénière, les membres d'un même groupe politique votent différemment sur un même sujet.

L'importance des **groupes politiques au Parlement européen** :

- Le groupe politique reçoit un budget qui lui permet d'engager du personnel supplémentaire.
- Seuls les députés appartenant à un groupe politique peuvent se voir attribuer une fonction dans l'une des commissions parlementaires. Par exemple, vous devez appartenir à un groupe politique pour devenir rapporteur (la personne responsable de la rédaction d'un rapport législatif) d'une commission.
- Les groupes politiques ont leur mot à dire dans la détermination de l'ordre du jour des sessions parlementaires.
- Plus la taille d'un groupe est importante, plus ses membres peuvent prétendre aux meilleurs rôles au Parlement. Ils bénéficient également d'un temps de parole plus conséquent.

Il faut satisfaire aux **conditions** suivantes pour former un groupe politique au Parlement européen :

- Il faut 25 députés pour former un groupe.
- Au moins un quart des États membres doivent être représentés au sein d'un même groupe (ce qui correspond à sept pays au minimum à l'heure actuelle).
- Un député européen ne peut appartenir qu'à un seul groupe politique.

Vous trouverez de plus amples informations sur le fonctionnement du Parlement européen et de ses

groupes politiques à l'adresse suivante : [www.europarl.tv/europa.eu/fr/programme/others/strength-in-unity-parliaments-political-families](http://www.europarl.tv/europa.eu/fr/programme/others/strength-in-unity-parliaments-political-families). Vous pouvez également visionner cette vidéo en classe au lieu de tout expliquer vous même. Vous trouverez le lien vers cette vidéo dans la présentation Prezi dans la section « Fonctionnement des groupes politiques au Parlement européen ». Notez que le Parlement ne comptait que 7 groupes au moment où cette vidéo a été réalisée. Il en compte 8 à l'heure actuelle.

## MATÉRIEL

- Un ordinateur + vidéoprojecteur
- Mentimeter avec les résultats des élections organisées en classe (voir la partie précédente)
- [La présentation Prezi pour le module 4](#)
- La synthèse du module dans le cahier de l'élève (comme support d'information pour l'enseignant)

## QUELQUES CONSEILS

- Travailler avec Prezi : les présentations ont été réalisées avec Prezi, ce qui vous permet de travailler de manière intuitive. La présentation comporte un « fil conducteur » qui vous guidera étape par étape. Vous pouvez changer d'option à tout moment en cliquant simplement sur un élément, sur lequel la présentation zoome. [Cliquez ici pour visualiser un tutoriel sur la navigation dans les présentations Prezi](#). D'autres tutoriels sur Prezi sont disponibles à l'adresse suivante : <https://prezi.com/support>.
- La présentation est uniquement disponible **en ligne**. Si vous n'avez pas d'accès à internet à l'école, vous pouvez télécharger la présentation sur votre ordinateur portable à la maison et ensuite fermer votre ordinateur sans l'éteindre. Lorsque vous l'ouvrirez de nouveau à l'école, la présentation sera toujours présente.

# EXERCICE AVEC LES QR CODES: VOTRE VOIX DANS L'UNION

## 1. L'EXERCICE

### CADRE

Les élèves sont assis en groupes de 2, maximum 3. Chaque groupe utilise un smartphone ou une tablette. Si nécessaire, ils peuvent aussi utiliser un ordinateur de la salle informatique de l'école. Dans ce cas, la fiche de travail devra être mise en ligne également. Tous les appareils doivent posséder une connexion à internet. Chaque groupe d'élèves reçoit une fiche de travail pour noter ses réponses.

## DÉROULEMENT

Dans une brève introduction, indiquez aux élèves qu'ils vont à présent découvrir plusieurs possibilités de participation et qu'ils doivent effectuer les exercices et noter leurs réponses sur la fiche de travail.

## MATÉRIEL

- Une fiche de travail « Votre voix dans l'Union européenne » imprimée pour chaque groupe d'élèves (annexe XII du manuel de l'enseignant)
- Un appareil mobile/ordinateur avec une connexion à internet par groupe d'élèves

## QUELQUES CONSEILS

- Si vous le souhaitez, vous pouvez sélectionner les tâches au préalable ; indiquez-les sur la fiche de travail afin que les élèves sachent quels exercices réaliser.
- Surveillez l'heure. Assurez vous que les élèves savent qu'ils disposent de 20 minutes au maximum pour les exercices.
- Certaines vidéos dans les exercices en ligne semblent plus difficiles à ouvrir avec certains navigateurs. L'utilisation de Google Chrome résout ce problème.

## 2. DISCUSSION EN CLASSE

### CADRE

Les élèves restent dans leur groupe respectif. Faites en sorte que tous les élèves puissent se voir afin de permettre une discussion avec l'ensemble de la classe.

### DÉROULEMENT

Parcourez brièvement les réponses avec l'ensemble de la classe afin que tout soit clair pour les élèves.

### MATÉRIEL

- Les fiches de travail complétées pour chaque groupe

### QUELQUES CONSEILS

- Concentrez-vous principalement sur les expériences personnelles des élèves et survolez rapidement les réponses « concrètes ».

# SOLUTIONS AUX EXERCICES EN LIGNE

## 1. Le Parlement européen : à vous de décider !

### Exercice 1 : Qui vote ?

#### 1.1. Taux de participation au fil des années

- 42.6%
- La tendance est à la baisse. La participation a été à peu près stable entre 2009 et 2014.

#### 1.2. Taux de participation national en 2014

- 76,5%
- 89,64%, c'est le taux de participation le plus élevé de l'UE, probablement parce que la Belgique est l'un des rares pays d'Europe où le vote est obligatoire.

### Exercice 2 : Pourquoi voter ?

Arguments pouvant être avancés :

- *pour remplir mon devoir de citoyen ;*
- *pour soutenir le parti politique dont je me sens proche ;*
- *parce que j'ai le sentiment d'être un citoyen de l'Union ;*
- *parce que l'Union européenne prend des décisions dans de nombreux domaines ; et qu'il est donc important de voter ;*
- *parce que je veux faire entendre ma voix ;*
- *parce que notre démocratie est importante et nous devons exercer notre droit de vote.*

### Exercice 3 : Nos représentants

- Pologne : 51 députés européens ;
- Luxembourg : 6 députés européens.

### Exercice 4 : Suivez les députés européens

- député : de leur choix ;
- selon leur choix ;
- selon leur choix : réponses possibles : vote/ne vote pas conformément à la ligne du groupe politique ; est souvent présent(e)/absent(e) aux séances, etc.

## 2. Participez au débat

### Exercice 1 : L'initiative citoyenne européenne

- l'initiative citoyenne européenne offre aux citoyens de l'Union la possibilité de soumettre eux-mêmes des propositions législatives. Elle nécessite au moins un million de signatures de 7 pays différents de l'Union.
- choix personnel ;
- 3 (mi-2017 ; cela pourrait changer).

### Exercice 2 : Debating Europe

- *choix personnel.*

### Exercice 3 : Contactez directement vos représentants au Parlement européen

- prénom.nom@europarl.europa.eu ;
- selon leur choix.

### Exercice 4 : Être volontaire ou stagiaire européen

- *selon leur choix.*



# SOURCES

## GÉNÉRALITÉS

- Site internet du Parlement européen : <http://www.europarl.europa.eu/portal/fr>
- Brochure sur le Parlement européen : [http://www.europarl.europa.eu/pdf/divers/FR\\_EP%20brochure.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/divers/FR_EP%20brochure.pdf)
- Infographies du Parlement européen : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/infographics>
- Site officiel de l'Union européenne : [http://europa.eu/index\\_fr.htm](http://europa.eu/index_fr.htm)
- Site internet de la Commission européenne : <http://ec.europa.eu>
- Europa Nu : <http://www.europa-nu.nl/>

## MODULE 2

- Sterckx, D. et al, «Zo werkt Europa na Lissabon», UGA Continuga nv, 2010
- Histoire : [https://europa.eu/european-union/about-eu/history\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/history_fr)
- Traités de l'Union européenne : [https://europa.eu/european-union/law/treaties\\_fr](https://europa.eu/european-union/law/treaties_fr)
- Film sur Schengen : [https://www.youtube.com/watch?time\\_continue=1&v=SBOZkq4vFvo](https://www.youtube.com/watch?time_continue=1&v=SBOZkq4vFvo)
- Les valeurs et le Parlement européen : <http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/en/20150201PVL00002/Home>
- Accords commerciaux : [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/december/tradoc\\_118238.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/december/tradoc_118238.pdf)
- Infographie « Empowering women in the EU and beyond » (Émanciper les femmes dans l'UE et au delà) : [http://www.europarl.europa.eu/EPRS/womens\\_day\\_poster\\_bichrom.pdf](http://www.europarl.europa.eu/EPRS/womens_day_poster_bichrom.pdf)

## MODULE 3

- [https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/tobacco/docs/tobacco\\_infograph2\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/tobacco/docs/tobacco_infograph2_en.pdf)
- <https://www.touteurope.eu/actualite/le-prix-du-paquet-de-cigarettes-dans-l-ue.html>
- <http://tweakers.net/nieuws/62753/eu-wil-standaardvolume-van-80db-voor-mp3-spelers.html>
- <http://www.zdnet.be/article/108199/maximumvolume-voor-mp3-spelers/>
- <http://www.bbc.com/news/health-21294537>
- <http://www.cm.be/gezond-leven/lichaam/oren/decibelschaal.jsp>
- <http://eoswetenschap.eu/artikel/tijdelijk-oorsuizen-bij-driekwart-vlaamse-jongeren>
- <http://www.vib.be/nl/biotech-basics/Pages/Dierproeven-en-ethiek.aspx>
- <http://www.clingendael.nl/page/waarom-zou-europa-28-legers-hebben>
- <http://www.globalissues.org/article/75/world-military-spending#WorldMilitarySpending>
- <http://www.eda.europa.eu/info-hub/audio-visual/photos>
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_pays\\_par\\_d%C3%A9penses\\_militaires](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_d%C3%A9penses_militaires)
- <http://www.ipsnews.be/artikel/olieobby-haalt-mosterd-bij-tabaksindustrie>
- [https://ec.europa.eu/clima/citizens/eu\\_fr](https://ec.europa.eu/clima/citizens/eu_fr)
- <http://dredactie.be/cm/vrtnieuws/buitenland/1.2337994>
- <http://dredactie.be/cm/vrtnieuws/grafiek/infografiek/1.2311977>
- <http://www.unicef.nl/wat-doet-unicef/ons-werk-wereldwijd/onze-vier-prioriteiten/bescherming/kinderarbeid/>
- <http://www.knack.be/nieuws/wereld/10-schokkende-feiten-over-kinderarbeid/article-normal-116442.html>
- <http://www.demorgen.be/buitenland/boliviaanse-kinderen-willen-kinderarbeid-zelf-behouden-a1764492/>
- <http://www.11.be/item/de-wereldhandelsorganisatie-wto>
- [http://www.mensenrechten.be/index.php/site/nieuwsberichten/juryprijs\\_big\\_brother\\_awards\\_2014\\_de\\_smartphone](http://www.mensenrechten.be/index.php/site/nieuwsberichten/juryprijs_big_brother_awards_2014_de_smartphone)
- <https://ec.europa.eu/digital-agenda/en/news/internet-usage-individuals-2014>
- <http://wearesocial.net/blog/2015/01/digital-social-mobile-worldwide-2015/>
- [http://www.europarl.europa.eu/pdf/divers/FR\\_EP%20brochure.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/divers/FR_EP%20brochure.pdf)
- [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2017/603902/EPRS\\_ATA%282017%29603902\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2017/603902/EPRS_ATA%282017%29603902_EN.pdf)
- <http://www.telegraph.co.uk/technology/0/fake-news-exactly-has-really-had-influence/>
- <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/freedom-net-2017>
- <http://www.stopfake.org/en/about-us/>
- <http://www.euronews.com/2017/01/24/everything-you-always-wanted-to-know-about-fake-news-but-were-afraid-to-google>
- <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/eu-affairs/20170331STO69330/fausses-informations-en-ligne-quelle-reponse-de-l-union-europeenne>
- [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2017/599384/EPRS\\_ATA%282017%29599384\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2017/599384/EPRS_ATA%282017%29599384_EN.pdf)
- <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/nov/28/the-latte-libel-is-a-brilliant-strategy-the-left-cannot-counter-it-with-facts-alone>
- <http://7thgradehumanities.weebly.com/counterargument--rebuttal.html>
- <http://dredactie.be/cm/vrtnieuws/cultuur%2Ben%2Bmedia/media/1.2820017>
- <https://www.youtube.com/watch?v=Ryjpu-NWYm8>
- Sites internet de vérification factuelle : <http://www.factcheck.org/>, <http://www.snopes.com/>, [https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/?utm\\_term=.a0f184584b49](https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/?utm_term=.a0f184584b49), <http://www.politifact.com/>, <http://www.euvsdisinfo.eu/>

## MODULE 4

- <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/map.html>
- <http://www.votewatch.eu/>
- <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/welcome?lg=fr>
- <http://www.debatingeurope.eu/>
- Analyse après les élections de 2014 : [http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2014/post/post\\_2014\\_survey\\_analitical\\_overview\\_fr.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2014/post/post_2014_survey_analitical_overview_fr.pdf)

# ANNEXES

## MODULE 2

Annexe I : Jeu sur des informations clés sur l'Union : cartes

Annexe II : Jeu sur les États membres de l'Union européenne : carte de l'Europe

Annexe III : Jeu sur les États membres de l'Union européenne : cartes

Annexe IV : Jeu sur les États membres de l'Union européenne : fiche de travail

Annexe V : Jeu sur les valeurs de l'Union : cartes de famille

Annexe VI : Jeu sur les valeurs de l'Union : cartes « vrai ou faux »

## MODULE 3

Annexe VII : « Dans la peau d'un eurodéputé » : plateau de jeu

Annexe VIII : « Dans la peau d'un eurodéputé » : fiche de travail

Annexe IX : « Dans la peau d'un eurodéputé » : propositions législatives

ANNEXE X : « Dans la peau d'un eurodéputé » : cartes thématiques

Annexe XI : Exercice de débat « les valeurs de l'Union » : fiche de travail

## MODULE 4

Annexe XII : « Votre voix dans l'Union européenne » : fiche de travail

ANNEXE I :  
JEU « INFORMATIONS CLÉS SUR L'UNION » :  
CARTES



Combien d'États membres font partie de l'Union européenne à ce jour ?

28

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Les pays fondateurs de l'Union européenne actuelle étaient la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et... ?

L'Italie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quand les pays se sont-ils regroupés pour former une coopération européenne ? (une période ou une décennie peut suffire, il n'est pas nécessaire de donner une année exacte)

Après la Seconde Guerre mondiale ; dans les années 50 (les deux réponses sont correctes).

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Pour quelle institution européenne les citoyens européens se rendent-ils aux urnes tous les 5 ans ? (élections directes)

Le Parlement européen

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Pour quelle raison** a-t-on créé la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) ?

Pour éviter une autre guerre/Pour garantir la paix.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quelle ville européenne est le siège de la plupart des institutions européennes et est souvent appelée la « capitale de l'Europe » ?

Bruxelles

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel événement d'importance historique est survenu en Europe en 1989 ?

La chute du mur de Berlin/la fin de la division entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest/la fin de la guerre froide.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Dans quelle(s) langue(s) les eurodéputés communiquent-ils au sein du Parlement européen ?

Chacun peut parler sa propre langue (l'une des 24 langues officielles de l'Union européenne).

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quelle part (en %) de l'énergie produite dans l'Union européenne pourrait provenir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2020 ? (énergie éolienne, solaire, etc.)

20 %

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel pays fut le dernier à intégrer l'Union européenne en 2013 ?

La Croatie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quelle est la monnaie utilisée dans la plupart des pays de l'Union ?

---

L'euro

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Comment appelle-t-on le droit européen de pétition qui permet aux citoyens de proposer une loi à la Commission européenne ?

---

L'initiative citoyenne européenne.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quand la Journée de l'Europe a-t-elle lieu ? (date)

---

Le 9 mai.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel est le nom du programme d'échange européen pour les étudiants de l'enseignement supérieur, mais également pour les élèves de l'enseignement primaire et secondaire ?

---

Le programme Erasmus+ (« Erasmus »).

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Qui est l'actuel (2014-2019) Président du Conseil européen ?

---

(Donald) Tusk

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Qui est l'actuel (2014-2019) Président de la Commission européenne ?

---

(Jean-Claude) Juncker

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



On pourrait comparer la Commission européenne avec le [...] d'un pays, parce qu'elle est investie du pouvoir exécutif.

---

Gouvernement

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel est le nom de l'accord qui permet aux citoyens de voyager librement dans (presque) tous les États membres de l'Union sans contrôle d'identité (ouverture des frontières) ?

---

L'accord de Schengen / Schengen

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel est le numéro d'appel d'urgence européen ?

---

Le 112

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel État membre de l'Union européenne est le plus peuplé ?

---

L'Allemagne (environ 82 millions d'habitants).

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel État membre est le moins peuplé et le plus petit État membre de l'Union européenne ?

---

Malte (environ 450 000 habitants).

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Quel État membre de l'Union européenne a le même nom que sa capitale ?

---

(Le Grand-Duché de) Luxembourg.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



En quelle année les premiers pays de la zone euro ont-ils commencé à utiliser les billets et les pièces en euros ?

---

En 2002

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Chaque État membre nomme un commissaire à la Commission européenne. Qui est le commissionnaire actuel désigné par la Belgique ?

---

Marianne Thyssen

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Chaque État membre élit un certain nombre de députés au Parlement européen en fonction de la taille de sa population. De combien de députés au Parlement européen la Belgique dispose-t-elle actuellement ?

---

21

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

ANNEXE II :  
JEU SUR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION  
EUROPÉENNE : CARTE DE L'EUROPE



# CARTE DE L'EUROPE

## MODULE 2 : JEU SUR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

Cherchez les États membres de l'Union européenne



ANNEXE III :  
JEU SUR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION  
EUROPÉENNE : CARTES



**Belgique**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Italie**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Luxembourg**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Danemark**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Pays-Bas**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



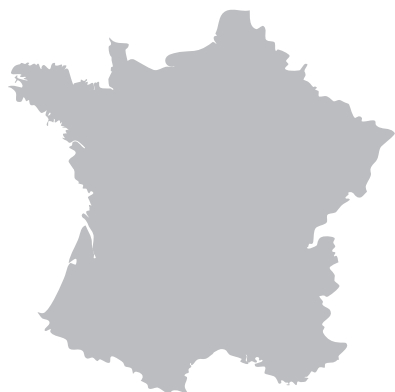
**Irlande**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**France**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Royaume-Uni**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Allemagne**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



**Grèce**

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



P

Portugal

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



S

Estonie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



E

Espagne

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



W

Lettonie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



L

Finlande

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



O

Lituanie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



E

Autriche

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



R

Pologne

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



T

Suède

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



K

République tchèque

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



T

Slovaquie



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

H

Bulgarie



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

O

Hongrie



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

E

Roumanie



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

G

Slovénie



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

R

Croatie



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

E

Malte



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

A

Norvège



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

T

Chypre



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

B

Suisse



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

D

Islande

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



B

Ukraine

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



F

Turquie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Z

Liechtenstein

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



I

Serbie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Y

Russie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



J

Monténégro

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



X

Ancienne  
République  
yougoslave de  
Macédoine

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



Q

Albanie

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



V

Maroc

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



ANNEXE IV :  
JEU SUR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION  
EUROPÉENNE : FICHE DE TRAVAIL

C	A	D	I	Q	O	J	V	M	E	Q	A
B	F	O	N	B	I	Q	D	A	J	F	D
I	A	J	A	V	Z	X	A	F	Y	I	J
B	Q	B	E	Q	U	F	V	B	R	D	O
F	Z	I	F	A	V	P	E	X	I	F	B
L	I	Y	E	D	T	D	A	Z	F	D	X
Q	V	X	J	Z	F	A	Y	B	S	Y	J
D	J	F	D	W	Z	X	I	D	Q	I	O
R	K	Y	B	I	T	V	B	J	O	F	Z
F	D	G	Q	E	T	A	Q	H	E	R	A

**SOLUTION :**

[illegible]

--	--	--	--

--	--	--	--	--	--	--	--



ANNEXE V :  
JEU SUR LES VALEURS DE L'UNION :  
CARTES DE FAMILLE

## DÉMOCRATIE



© European Union 2017 – Source: EP

Tous les cinq ans, les citoyens européens élisent directement leurs représentants au Parlement européen. Les prochaines élections se tiendront en 2019.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## DÉMOCRATIE



© European Union 2014 – Source: EP

Les citoyens européens résidant dans un autre pays de l'Union ont le droit de voter ou d'être élus aux élections communales et européennes de leur lieu de résidence. Par exemple, une Grecque résidant à Berlin peut être élue maire de cette ville.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## DÉMOCRATIE



Initiative citoyenne européenne : si un million de citoyens européens d'au moins sept pays différents signent une pétition, ils peuvent inviter la Commission européenne à présenter une proposition législative.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## DÉMOCRATIE



© European Union 2011 – Source: EP

Le Parlement européen remplit des missions d'observation électorale dans certains pays extérieurs à l'Union afin de favoriser des élections libres et équitables, comme en Égypte ou en Ukraine.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## LIBERTÉ



Les citoyens européens peuvent voyager librement dans toute l'Union européenne.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## LIBERTÉ



Les entreprises n'ont pas le droit de collecter des données à caractère personnel, sauf dans des conditions très strictes. Il s'agit là de notre droit à la vie privée et à la protection des données.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## LIBERTÉ



Les citoyens européens sont libres de travailler dans n'importe quel État membre de l'Union sans avoir besoin d'un permis de travail.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## LIBERTÉ



© European Union 2011 – Source: EP

Dans l'Union européenne, nous pouvons exprimer notre avis sans avoir peur d'être emprisonnés. Il s'agit là de notre liberté d'expression. Seuls les discours haineux incitant à blesser d'autres personnes ou groupes de personnes ne sont pas autorisés.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## SOLIDARITÉ



Les régions les moins développées de l'Union reçoivent un soutien financier supplémentaire.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## SOLIDARITÉ



© Antonio Gravante

Les États membres de l'Union ont convenu de s'aider si l'un d'eux était victime d'un attentat terroriste ou d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. Cette clause a été utilisée pour la première fois après les attentats de Paris en 2015.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## SOLIDARITÉ



Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation aide les citoyens à retrouver un emploi ou à recevoir une formation professionnelle s'ils ont perdu leur emploi à cause de la mondialisation, par exemple si l'entreprise a été délocalisée vers un pays à bas salaires.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## SOLIDARITÉ



© European Union 2017 - Source: EC

L'Union et ses États membres sont ensemble les plus grands donateurs mondiaux en matière d'aide au développement.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## ÉGALITÉ/NON-DISCRIMINATION



Les citoyens européens qui étudient dans un autre État membre de l'Union paient les mêmes frais de scolarité que les étudiants de ce pays. Par exemple, un étudiant italien qui étudie à Paris paie les mêmes frais de scolarité que les étudiants de nationalité française.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## ÉGALITÉ/NON-DISCRIMINATION



Lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, ses parents ont tous deux droit à au moins quatre mois de congé parental pour s'occuper de lui.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## ÉGALITÉ/NON-DISCRIMINATION



Dans l'Union, les citoyens ne peuvent pas se voir refuser un travail ou être licenciés en raison de leur orientation sexuelle.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## ÉGALITÉ/NON-DISCRIMINATION



© European Union 2017 - Source: EP

Chaque année, le Parlement européen célèbre la Journée internationale de la femme (8 mars) pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## ÉTAT DE DROIT/JUSTICE



© European Union 2017 - Source: EP

Toute personne, suspectée ou victime, a droit à un procès équitable dans l'Union européenne. Tout suspect est présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par un tribunal.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## ÉTAT DE DROIT/JUSTICE



Toute personne, suspectée ou victime, impliquée dans un acte criminel ou dans un accident doit être informée des procédures judiciaires dans une langue qu'elle comprend. Ce service est à la charge de l'État membre dans lequel se déroule le procès.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL





## ÉTAT DE DROIT/JUSTICE



Les États membres de l'Union qui ne respectent pas l'état de droit peuvent recevoir un avertissement, une sanction ou être temporairement exclus du processus décisionnel de l'Union.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## ÉTAT DE DROIT/JUSTICE



Les États membres de l'Union sont tenus de respecter les règles et réglementations européennes, sous peine d'être jugés par la Cour de justice de l'Union européenne.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## RESPECT DES DROITS DE L'HOMME



Le Parlement européen attribue le prix Sakharov aux personnes du monde entier qui contribuent de manière exceptionnelle à la défense des droits de l'Homme.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## RESPECT DES DROITS DE L'HOMME



L'Union dispose d'un représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme. Son rôle est d'améliorer la politique de l'Union européenne en matière de droits de l'Homme à l'étranger.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## RESPECT DES DROITS DE L'HOMME



Une fois par mois, le Parlement européen débat des violations flagrantes des droits de l'Homme dans le monde. De cette manière, il attire l'attention sur cette problématique.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## RESPECT DES DROITS DE L'HOMME



Tous les États membres de l'Union sont tenus de signer et de respecter la Convention européenne des droits de l'Homme.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## TOLÉRANCE/PLURALISME



Les citoyens sont libres de pratiquer leur religion et d'avoir leurs convictions ou d'en changer.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## TOLÉRANCE/PLURALISME



L'Union a soutenu un projet dans lequel des journalistes roms et non roms ont réalisé 25 courts métrages sur les communautés roms. Ce projet visait à lutter contre les stéréotypes qui influencent la perception publique dans les reportages sur les Roms.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## TOLÉRANCE/PLURALISME



Les États membres de l'Union doivent lutter contre les discours de haine fondés sur la race, le genre, la religion ou la nationalité dans les programmes télévisés.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



## TOLÉRANCE/PLURALISME



Les médias doivent présenter la société dans toutes ses dimensions. L'instrument de surveillance du pluralisme des médias de l'Union européenne permet de s'en assurer.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## RESPECT DE LA DIGNITÉ HUMAINE



La peine de mort est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## RESPECT DE LA DIGNITÉ HUMAINE



La torture est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## RESPECT DE LA DIGNITÉ HUMAINE



Tous les demandeurs d'asile dans l'Union européenne ont droit à un abri, à l'alimentation et aux services sanitaires tant que leur demande est en instance.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

## RESPECT DE LA DIGNITÉ HUMAINE



Le travail des enfants, l'esclavage et l'exploitation par le travail sont interdits dans l'Union.



MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

ANNEXE VI :  
JEU SUR LES VALEURS DE L'UNION :  
CARTES « VRAI OU FAUX »

VRAI  
FAUX

Nous sommes libres d'exprimer notre opinion dans l'Union européenne, mais les discours de haine ne sont pas autorisés.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Seules les personnes en possession d'un permis de travail peuvent travailler dans un autre pays de l'Union.

FAUX

Les citoyens européens sont libres de travailler dans n'importe quel État membre de l'Union, sans permis de travail.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Les entreprises peuvent recueillir nos données à caractère personnel sans notre permission.

FAUX

Les entreprises n'ont pas le droit de collecter des données à caractère personnel, sauf dans des conditions très strictes.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Les citoyens européens peuvent voyager librement dans toute l'Union européenne.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Tous les dix ans, les citoyens européens élisent directement leurs représentants au Parlement européen.

FAUX

Nous les élisons tous les cinq ans et non tous les dix ans.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Pour qu'une initiative citoyenne européenne soit valable, elle a besoin de 2 millions de signatures.

FAUX

Elle a besoin d'un million de signatures et non de deux.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

En tant que citoyens de l'Union européenne vivant dans un autre État membre, nous avons le droit de voter ou le droit d'être élus au Parlement européen dans le pays où nous vivons.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Le Parlement européen surveille les élections dans certains pays situés en dehors de l'Union européenne pour promouvoir des élections libres et équitables.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Lors de la naissance d'un enfant, l'Union européenne garantit à chacun de ses parents au moins 3 mois de congé parental.

FAUX

L'Union européenne leur garantit au moins 4 mois de congé parental, et non 3.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Dans l'Union, les citoyens ne peuvent pas se voir refuser un travail ou être licenciés en raison de leur orientation sexuelle.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Les citoyens de l'Union européenne étudiant dans un autre pays de l'Union paient 10 % de frais de scolarité supplémentaires par rapport aux étudiants nationaux.

FAUX

Les citoyens de l'Union européenne paient les mêmes droits d'inscription aux cours universitaires que les étudiants nationaux.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Toute personne, suspectée ou victime, a droit à un procès équitable dans l'Union européenne.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Les victimes d'un acte criminel ou d'un accident doivent être informées des procédures judiciaires dans une langue qu'elles comprennent. Les suspects ne jouissent pas de ce droit.

FAUX

Les victimes comme les suspects disposent du même droit d'être informés dans une langue qu'ils comprennent.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Les régions les moins développées de l'Union reçoivent un soutien financier supplémentaire.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

L'Union et ses États membres sont les deuxièmes plus grands donateurs mondiaux en matière d'aide au développement, après les États-Unis d'Amérique.

FAUX

Ensemble, ils sont le premier donateur mondial en matière d'aide au développement.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

En cas d'attaque terroriste dans un des États membres de l'Union européenne, les autres États membres viendront en aide au pays touché.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

En cas de non-respect des lois européennes par un État membre, celui-ci peut être condamné par la Cour de justice de l'Union européenne.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation soutient les sociétés situées dans les États membres de l'Union européenne.

FAUX

Ce Fonds permet d'aider les citoyens à retrouver un emploi s'ils ont perdu le leur à cause de la mondialisation, par exemple si la société dans laquelle ils travaillaient est délocalisée vers un pays à bas salaires.

VRAI  
FAUX

L'instrument de surveillance du pluralisme des médias de l'Union européenne permet de vérifier que les médias européens montrent la société dans toutes ses dimensions.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Dans l'Union européenne, nul ne peut changer de religion.

FAUX

Les citoyens sont libres de pratiquer leur religion et d'avoir leurs convictions ou d'en changer.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL



VRAI  
FAUX

Les discours de haine sont autorisés dans les programmes télévisés de certains pays de l'Union européenne.

FAUX

Les discours de haine fondés sur la race, le genre, la religion ou la nationalité doivent être bannis des programmes télévisés dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne.

VRAI  
FAUX

La peine de mort est encore autorisée dans certains pays de l'Union européenne.

FAUX

La peine de mort est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Tous les demandeurs d'asile de l'Union européenne ont droit à un abri, à l'alimentation et aux services sanitaires tout au long de leur procédure d'asile.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

La torture est interdite dans tous les pays de l'Union européenne.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Le prix Sakharov récompense les personnes qui promeuvent la coopération européenne.

FAUX

Le prix Sakharov récompense des personnes qui défendent les droits de l'Homme dans le monde.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

En cas de violation des droits fondamentaux de l'Union européenne par un État membre, celui-ci sera exclu de l'Union européenne.

FAUX

Le pays en question peut recevoir un avertissement, une sanction ou être temporairement exclu du processus décisionnel de l'Union.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Le travail des enfants n'est pas souhaitable, mais il est permis dans certains pays de l'Union européenne.

FAUX

Le travail des enfants est interdit dans tous les États membres de l'Union européenne.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

L'Union dispose d'un représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Chaque année, le Parlement européen organise un débat sur les violations des droits de l'Homme.

FAUX

Le Parlement européen débat des violations des droits de l'Homme une fois par mois, et non une fois par an.

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

VRAI  
FAUX

Tout État membre de l'Union est tenu d'avoir signé la Convention européenne des droits de l'Homme.

VRAI

MODULE 2: EUROPE@SCHOOL

ANNEXE VII :  
« DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ » :  
PLATEAU DE JEU

1



## COMMISSION EUROPÉENNE

- 28 commissaires
- Comparable au gouvernement d'un pays
- Représente l'Union



2



## CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

- 28 ministres
- Organe décisionnel
- Représente les États membres



4



3



## PARLEMENT EUROPÉEN

- 751 députés maximum
- Organe décisionnel
- Représente les citoyens de l'Union



ANNEXE VIII :  
« DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ » :  
FICHE DE TRAVAIL

# DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ

## DÉROULEMENT

À partir de maintenant, vous êtes dans la peau d'un député au Parlement européen. Vous avez été directement élu au Parlement européen par les citoyens de l'Union européenne. Ces citoyens comptent sur vous pour modifier, adopter ou rejeter des propositions législatives.

Sur le plateau, vous trouverez des cartes de jeu avec la face vierge tournée vers le haut. Ces cartes sont numérotées. Commencez par la carte 1 : Un membre du groupe retourne cette carte et lit à haute voix ce qui est écrit au verso. Le groupe exécute ensuite les missions.

Après la carte 1, passez ensuite, dans l'ordre, aux cartes 2, 3 et 4. Respectez la durée prévue indiquée sur la carte. Utilisez cette fiche de travail pour prendre des notes.

## MODIFICATIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Notez succinctement les modifications demandées (amendements) ci-dessous (carte 2).

---

---

## MODIFICATIONS PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN

Notez vos propres modifications (amendements) à la proposition législative de la Commission ci-dessous. Voici votre nouvel acte législatif. Il est recommandé de tenir compte aussi bien des modifications demandées par le Conseil de l'Union européenne (sur la carte 2) que des informations fournies par les différentes parties prenantes (carte 3).

---

---

---

---

---

Énumérez les arguments/raisons qui font que vous, en tant que député au Parlement européen, pensez que la loi que vous venez de créer offre la meilleure solution (carte 4).

1.  

---

---
2.  

---

---
3.  

---

---

ANNEXE IX :  
« DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ » :  
PROPOSITIONS LÉGISLATIVES

## 1. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE "FUMER DANS L'UNION EUROPÉENNE"



Afin d'empêcher les jeunes de se mettre à fumer, la Commission européenne propose que :

Article 1. [...] les avertissements sur les paquets de cigarettes soient conservés, comme il l'a été décidé dans la réglementation antérieure de l'Union.

Article 2. [...] le design des paquets ne puisse plus différer d'un fabricant à l'autre. Tous les paquets doivent être neutres et mentionner le fabricant ainsi que la marque dans la même police. Il n'y a donc pas de logo sur l'emballage.

Article 3. [...] la vente des produits du tabac soit interdite aux personnes de moins de 18 ans dans l'ensemble de l'Union.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

## 2. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE "VOLUME MAXIMUM POUR LES LECTEURS AUDIO PORTABLES"



Afin d'éviter que des millions d'Européens ne souffrent de problèmes auditifs, la Commission européenne propose que :

Article 1. [...] le volume maximal de tous les lecteurs audio personnels (comme l'iPod) et des téléphones portables soit fixé de manière standard à 80 décibels\*. Cela vaut pour tous les nouveaux appareils vendus au sein de l'Union européenne.

Article 2. [...] les utilisateurs puissent faire fonctionner leur lecteur musical plus fort à leurs propres risques. S'ils agissent de la sorte, un avertissement est affiché à l'écran et mentionne :  
« écouter de la musique trop fort peut endommager l'audition de manière irréversible ».

\* Échelle de décibels (décibel = dB)

- 30 dB = silencieux (p. ex. des murmures)
- À partir de 70-75 dB = moyen (p. ex. un aspirateur)
- À partir de 85-90 dB = très fort, risque de lésions (p. ex. des cris bruyants)
- À partir de 110-120 dB = gênant, risque de lésions (p. ex. une discothèque)
- À partir de 170 dB = douloureux, néfaste (p. ex. une sirène)

Une augmentation de 10 décibels signifie que le son est dix fois plus fort.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

### 3. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE "DÉMOCRATIE EUROPÉENNE"



Afin d'impliquer davantage les citoyens de l'Union européenne et afin d'assurer une image plus juste de l'Union, la Commission européenne propose que :

Article 1. [...] tous les États membres appliquent l'obligation de vote pour les élections au Parlement européen. Dès lors, les citoyens sont obligés de réfléchir à qui ils choisiront pour les représenter au sein du Parlement européen.

Article 2. [...] une agence soit créée afin que les informations fausses sur l'Union (celles qui sèment le doute et affaiblissent l'Union) soient repérées. Cette agence réfutera également les fausses informations détectées et sanctionnera si possible leurs auteurs.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

---

### 4. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE "PROTECTION DES ANIMAUX DE LABORATOIRE"



Afin d'empêcher les animaux de souffrir inutilement, la Commission européenne propose :

Article 1. [...] que les tests sur les animaux soient autorisés pour le développement et les tests de médicaments. Les tests inutiles ou l'utilisation d'animaux de laboratoire supplémentaires doivent toujours être évités.

Article 2. [...] que l'expérimentation animale soit toujours interdite pour le test de produits cosmétiques\* et pour leurs ingrédients individuels.

Article 3. [...] qu'il soit interdit d'importer au sein de l'Union des produits cosmétiques testés sur des animaux dans d'autres pays.

\* Produits cosmétiques : produits de bain et de douche, maquillage, déodorants, parfum, produits capillaires, produits de soins dermatologiques, d'hygiène buccale, d'entretien des ongles, produits de rasage, savons et produits solaires.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*



## 5. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE “TRAVAILLER DANS UN AUTRE PAYS DE L’UNION – LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES”



Afin de s’assurer que tous les citoyens de l’Union ont les mêmes droits et d’améliorer le marché unique, la Commission européenne propose :

Article 1. [...] que chaque citoyen de l’Union puisse travailler dans un autre État membre de l’Union européenne, sans permis de travail.

Article 2. [...] que chaque citoyen de l’Union qui travaille dans un autre État membre de l’Union européenne bénéficie des mêmes conditions salariales et de travail que les citoyens dudit pays.

Article 3. [...] qu’un citoyen de l’Union qui travaille dans un autre État membre de l’Union européenne paie des impôts à son pays d’accueil.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n’est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l’Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

---

## 6. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE “UNE ARMÉE EUROPÉENNE ?”



Afin de rendre l’Union européenne plus puissante au niveau mondial, la Commission européenne propose :

Article 1. [...]de mettre en place une armée européenne.

Article 2. [...] que cette armée soit déployée en cas de catastrophes humanitaires, comme des sécheresses et des inondations, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur de l’Union. Elle pourra également intervenir sur des conflits à l’extérieur de l’Union, comme en Syrie.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n’est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l’Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

## 7. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE “L’UNION EUROPÉENNE ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE”



Afin d’empêcher la température mondiale de s’élever au-dessus du seuil critique de 2 ° Celsius, la Commission européenne propose :

Article 1. [...] qu’au moins 50 % de la consommation finale d’énergie dans l’Union provienne de sources d’énergie renouvelables, telles que l’énergie solaire ou éolienne, à l’horizon 2030. D’ici 2050, ce pourcentage doit être de 100 %.

Article 2. [...] que l’Union européenne assure un rôle de chef de file dans les conférences internationales sur le climat afin de convaincre les autres pays du monde de prendre des mesures drastiques.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n’est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l’Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

## 8. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE “LES RÉFUGIÉS EN EUROPE”



Afin de gérer les arrivées actuelles de migrants et de demandeurs d’asile ainsi que celles qui se produiront à l’avenir dans l’Union européenne, et de s’assurer d’une répartition équitable des coûts, la Commission européenne propose :

Article 1. [...] que chaque État membre de l’Union accueille les demandeurs d’asile\* conformément aux exigences européennes minimales : chaque demandeur d’asile a droit à de la nourriture, à un abri, à l’éducation, à des soins médicaux et d’accéder à un travail pendant que sa demande est examinée.

Article 2. [...] qu’un plan de relocalisation permanente soit mis en place pour les demandeurs d’asile dans l’ensemble de l’Union, afin que chaque pays fournisse autant d’efforts que les autres.

Article 3. [...] que la détermination du nombre de demandeurs d’asile affectés à chaque pays soit basée sur plusieurs critères :

- le produit national brut (PNB) de chaque pays ;
- la population ;
- les chiffres du chômage ;
- les efforts déjà entrepris pour accueillir et réinstaller des réfugiés en provenance de zones en guerre.

Article 4. [...] qu’une mission de sauvetage européenne à grande échelle soit organisée pour intercepter les migrants\* en détresse en mer Méditerranée afin d’éviter autant de nouveaux décès que possible. Chaque État membre de l’Union y contribue en fonction de son PNB.

\* TERMES CLÉ :

**Migrant** : toute personne amenée à quitter son pays d’origine pour quelque raison que ce soit. Il s’agit du terme générique.

**Réfugié** : un réfugié est un migrant particulier : il s’agit de quelqu’un qui a été forcé à quitter son pays à cause de persécutions, de la guerre ou de violences. Un réfugié craint avec raison d’être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social.

**Demandeur d’asile** : lorsque les réfugiés cherchent à se mettre à l’abri dans un autre pays, ils demandent l’asile, le droit d’être reconnu en tant que réfugié et de bénéficier d’une protection légale et d’une aide matérielle. Tant que leur demande est à l’étude, ils sont qualifiés de «demandeurs d’asile».

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n’est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l’Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

## 9. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE “L'UNION EUROPÉENNE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS”



Afin de promouvoir les valeurs de l'Union, telles que le respect de la dignité humaine, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Union, et afin que la concurrence avec les pays extérieurs à l'Union soit plus loyale, la Commission européenne propose que :

Article 1. [...] la provenance des produits vendus dans l'Union européenne et l'origine de leurs composants doivent toujours être claires (= transparence de la chaîne de production).

Article 2. [...] les produits pour lesquels des enfants ont travaillé, que ce soit au niveau de la finition ou des matières premières, ne puissent pas être commercialisés sur le marché de l'Union.

Article 3. [...] l'Union crée un organe contrôlant toute la chaîne de production sur place par rapport au travail des enfants. Seuls les importateurs en mesure de prouver que la production n'a pas eu recours au travail d'enfants pourront vendre leurs produits sur le marché de l'Union.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

## 10. PROPOSITION LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE “PROTECTION DE NOTRE VIE PRIVÉE EN LIGNE”



Afin de mieux protéger la vie privée en ligne des citoyens, la Commission européenne propose que :

Article 1. [...] les utilisateurs aient le droit de voir leur profil complet, ainsi que l'ensemble des données les concernant, ou une partie de leur profil et certaines de leurs données effacés à leur demande. L'entreprise active sur internet devra les retirer complètement de la toile et ne sera pas autorisée à archiver les données. C'est ce que l'on appelle le « droit à l'oubli ».

Article 2. [...] les applications en ligne doivent toujours demander l'autorisation avant de revendre des données d'utilisateurs (photos, historiques de navigation, données à caractère personnel, etc.) à d'autres entreprises.

Article 3. [...] les entreprises qui enfreignent les règles soient passibles d'une amende représentant 5 % du bénéfice annuel qu'elles réalisent dans le monde.

*Clause de non-responsabilité : Cet exercice ne se veut ni dans sa forme ni dans son contenu une représentation complète et exacte de la réalité ; il n'est pas non plus représentatif des points de vue du Parlement européen, de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne ou des groupes de pression. La finalité éducative de cet exercice de simulation constitue le seul véritable fondement pour les choix opérés.*

ANNEXE X :  
« DANS LA PEAU D'UN EURODÉPUTÉ » :  
CARTES THÉMATIQUES

COMMISSION  
EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

FAITS ET  
CHIFFRES

- Un Européen sur quatre fume.
- 80 % des fumeurs commencent à fumer avant l'âge de 18 ans.
- Deux fumeurs sur trois décèdent du tabagisme.
- Chaque année, plus de six millions de personnes dans le monde décèdent des suites du tabagisme.
- Des millions de fumeurs souffrent de maladies causées par le tabagisme, comme le cancer.
- L'Union estime que le tabagisme coûte environ 25 milliards d'euros par an au système de santé de l'Europe.

FONDATION CONTRE LE TABAGISME  
CHEZ LES JEUNES

L'industrie du tabac considère les jeunes comme des « fumeurs de remplacement » qui doivent prendre la place de toutes les personnes qui meurent des conséquences du tabac. Voilà pourquoi nous demandons instamment au Parlement européen de porter l'âge minimal pour acheter du tabac de 18 à 21 ans.

THÈME 1:  
FUMER DANS L'UNION EUROPÉENNE

LE CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres n'est pas entièrement d'accord avec la proposition de la Commission européenne. Nous aimerions y apporter les modifications énoncées ci après :

Article 2. Le logo des marques de cigarettes peut apparaître sur les emballages.

Article 3. Seuls les États membres peuvent déterminer l'âge limite pour acheter des produits à base de tabac. L'Union n'en a pas la compétence.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

FONDATION CONTRE LE CANCER

Nous sommes très satisfaits de cette nouvelle proposition. Nous voulons éviter que les citoyens commencent à fumer et nous pensons que des paquets neutres rendront la cigarette nettement moins attrayante. Nous apprécions également le fait qu'il n'y aurait plus de logos sur l'emballage. Nous encourageons le Parlement européen à garder cette proposition de loi aussi stricte que possible.

INDUSTRIE DU TABAC

Nous, l'industrie du tabac, ne sommes pas satisfaits de cette nouvelle proposition de la Commission européenne. Nous demandons au Parlement européen de la rejeter. Nous avons déjà fait de nombreux efforts : la publicité pour le tabac a été interdite, et les emballages arborent déjà de grands avertissements. N'oubliez pas que l'industrie du tabac rapporte plus de 100 milliards d'euros par an aux gouvernements sous la forme de recettes fiscales. Nous employons aussi de nombreuses personnes. Cette loi pourrait entraîner la perte de 175000 emplois dans l'Union.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.

COMMISSION  
EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

FAITS ET CHIFFRES

- Entre 50 et 100 millions de personnes dans l'Union écoutent chaque jour leur lecteur audio portable. 5 à 10 % d'entre elles risquent une perte d'audition à force d'écouter de la musique à un volume sonore trop élevé pendant trop longtemps.
- L'écoute de musique à un niveau sonore élevé pendant trop longtemps peut causer des acouphènes (perceptions d'une tonalité aiguë dans l'oreille). 1 personne sur 5 en souffre déjà.
- Qu'est-ce qui est sans danger ? Le niveau d'intensité sans danger qu'il est recommandé de ne pas dépasser, quel que soit le bruit, est inférieur à 85 dB pour une durée d'écoute de 8 heures par jour au maximum (OMS).
- Les écouteurs intra-auriculaires sont encore plus dangereux parce qu'ils émettent un son plus profond dans l'oreille.

JEUNES

Nous, les jeunes, pensons que l'Union européenne ne devrait pas se mêler du volume sonore de notre musique. La musique rend mieux à un volume sonore plus élevé. Nous demandons au Parlement européen de ne pas imposer de volume maximum aux fabricants. Nous pensons qu'un avertissement à l'écran serait une meilleure idée. Ainsi, les utilisateurs reçoivent l'information mais peuvent décider eux mêmes ce qu'ils en font.

THÈME 2:  
VOLUME MAXIMUM  
POUR LES LECTEURS  
AUDIO PORTABLES

LE CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres accueille favorablement la proposition de la Commission qui protège l'audition des utilisateurs. Nous suggérons néanmoins les modifications suivantes :

Article 1. Un volume sonore maximum standard de 85 dB au lieu de 80 dB.

Article 2. Il ne devrait pas y avoir d'avertissement sur l'écran de l'appareil, mais uniquement dans le manuel de l'utilisateur.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression). Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

ORGANISATIONS CONTRE LA PERTE  
D'AUDITION

Les recherches menées par l'organisation Action contre la perte d'audition indiquent que 40 % des jeunes dépasseraient le volume sonore maximum s'ils en avaient la possibilité. Nous avons tendance à augmenter le volume en particulier dans les rues encombrées ou dans les trains ou autobus bruyants. Cela signifie que de nombreux jeunes vont continuer à endommager leur ouïe. C'est pourquoi nous demandons au Parlement européen de faire en sorte qu'il soit impossible pour les utilisateurs d'augmenter le volume maximum.

ENTREPRISES DU SECTEUR  
ÉLECTRONIQUE

La santé de nos clients est évidemment importante à nos yeux. Nous sommes tout à fait disposés à coopérer avec l'Union européenne. Toutefois, nos clients ne seront pas satisfaits de ce volume maximum. C'est pourquoi nous demandons au Parlement européen de supprimer cet article. À la place, l'Union pourrait lancer une campagne d'information afin d'encourager les jeunes à utiliser leur lecteur audio de façon sûre.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez les sur la fiche de travail.

COMMISSION  
EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

FAITS ET  
CHIFFRES

- Le taux de participation aux élections européennes a chuté, passant de 61,99 % en 1979 à 42,6 % en 2014.
- Le vote obligatoire n'existe qu'en Belgique, en Grèce et au Luxembourg. Dans tous les autres pays de l'Union, les citoyens ont uniquement le « droit » de voter.
- Certaines nouvelles diffusées sur les médias sociaux sont de fausses nouvelles. Le groupe de travail East StratCom a détecté 2500 articles mensongers sur l'Europe sur une période de 15 mois en 2016-2017.

CITOYENS

Nous ne pensons pas que les gens devraient être obligés de voter. Si des adultes décident de ne pas voter parce qu'ils ne pensent pas que les élections sont importantes pour eux, ou s'ils ne souhaitent pas voter, c'est leur droit. Si c'est important pour eux, ils voteront.

En outre, il serait peut-être préférable que seules les personnes qui s'intéressent réellement à l'Union votent. Ce sont probablement elles les mieux informées.

THÈME 3:  
DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

LE CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres souligne qu'il incombe aux États membres de décider du vote obligatoire, et demande de respecter la liberté d'expression. Il demande les modifications suivantes :

Article 1. La Commission européenne peut seulement *encourager* les États membres à instaurer le vote obligatoire. La décision finale revient aux États membres.

Article 2. Supprimer les mots « et sanctionnera si possible leurs auteurs ».

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

ASSOCIATION DE JOURNALISTES

Il serait très dangereux de faire de la création de fausses nouvelles un délit, car cela mettrait gravement en péril la liberté de la presse.

À l'heure actuelle, seules les dictatures possèdent de telles lois dans leur code pénal. Elles s'en servent souvent pour incarcérer les journalistes qui critiquent le régime.

Étant donné que l'Union européenne respecte la déclaration universelle des droits de l'Homme, qui inclut la liberté de la presse, cette partie devrait être supprimée de la proposition législative. Nous proposons à la place d'instaurer un label de qualité pour les journalistes afin que les gens sachent quelles sont les sources fiables.

GROUPE DE RÉFLEXION POUR LA  
DÉMOCRATIE

Nous sommes favorables à l'instauration du vote obligatoire parce qu'il permet d'impliquer l'ensemble de la population, de sorte que les résultats des élections reflètent l'avis de tous les citoyens.

Il est de la plus haute importance de faire voter les jeunes en particulier, parce que lors des dernières élections européennes ce sont principalement les personnes plus âgées qui ont voté.

Cela peut fausser les résultats des élections, comme nous l'avons vu après le référendum sur le Brexit : une majorité des jeunes Britanniques étaient opposés à la sortie de l'Union, mais peu d'entre eux ont effectivement voté.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.

**COMMISSION  
EUROPÉENNE**

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

**COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE**

Les scientifiques mettent le Parlement européen en garde contre toute mesure trop radicale, car les animaux de laboratoire devraient garder leur utilité :

- pour recueillir des connaissances sur les humains et sur les animaux (recherche scientifique) ;
- pour développer et produire des médicaments visant à améliorer et à protéger la santé humaine et animale ;
- pour tester la sécurité des produits ;
- pour apprendre comment traiter les humains et les animaux (éducation).

**PROTESTATION CITOYENNE**

L'utilisation d'animaux de laboratoire est intolérable. Nous plaçons donc en faveur de l'interdiction complète de l'utilisation d'animaux de laboratoire dans toute l'Union, même à des fins médicales.

Les animaux sont des créatures douées de sensibilité et méritent une vie heureuse, à l'instar des humains. Étant donné que les animaux ne peuvent pas se défendre, l'Union européenne doit s'en charger pour eux.

**THÈME 4:  
PROTECTION DES ANIMAUX  
DE LABORATOIRE**

**GROUPE DE RÉFLEXION  
INDÉPENDANT**

Quelle que soit l'importance d'offrir une vie heureuse aux animaux, le bien-être des humains prendra toujours le pas sur celui des animaux. Les recherches menées sur les maladies mortelles pour l'homme sont de la plus haute importance et, si les scientifiques peuvent utiliser des animaux pour soulager ou guérir des maladies, la loi devrait les y autoriser. Il en va de même pour les cosmétiques : ces produits doivent être sans danger pour les humains. Ces tests sont effectués sur des animaux, car il est impossible de les réaliser sur des humains.

**LE CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

Le Conseil des ministres s'inquiète des risques potentiels pour la santé. C'est la raison pour laquelle nous proposons les modifications présentées ci-après.

Article 2. Les tests de produits cosmétiques sur les animaux sont autorisés uniquement pour tester des nouveaux ingrédients dont les risques pour la santé sont inconnus.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

**LE PARLEMENT EUROPÉEN**

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression). Suivez les étapes suivantes :

**CITOYENS POUR LA DÉFENSE DES  
ANIMAUX**

Nous sommes heureux de constater qu'après de nombreuses années de campagnes, la Commission européenne reconnaît à son tour qu'il existe de nombreuses alternatives à l'expérimentation animale dans le domaine cosmétique, comme l'utilisation de peau artificielle ou de peau prélevée sur des humains ou des porcs.

Nous demandons au Parlement européen de ne pas affaiblir cette proposition, mais, au contraire, d'inclure également une interdiction de l'expérimentation animale pour les produits ménagers tels que les liquides pour lave vaisselle ou les nettoyeurs pour vitres.

**ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES**

Nous comprenons le point de vue de la Commission européenne, mais nous tenons à mettre en évidence certains dangers. Si l'Union européenne modifie les règles en matière d'expérimentation animale, nous risquons de prendre du retard sur les scientifiques asiatiques et américains. Ces pays continuent de recourir à l'expérimentation animale et les rendent même obligatoires dans certains cas, alors que peu d'autres solutions s'offrent à nous en Europe. Nous craignons que cette interdiction entraîne des pertes d'emplois dans notre secteur. Nous sommes en revanche satisfaits de l'article 3, qui impose aux entreprises extérieures à l'Union de suivre les mêmes règles que les entreprises européennes de cosmétiques.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).



**COMMISSION  
EUROPÉENNE**

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

**FAITS ET  
CHIFFRES**

- 3 % seulement des citoyens européens en âge de travailler vivent dans un État membre différent du leur en 2014 (Eurostat).
- On dénombre environ 2 millions d'emplois vacants dans l'Union.

**PROTESTATION CITOYENNE**

Nous pensons que la Commission européenne a été trop loin dans ce dossier. Il y a déjà bien assez de chômeurs dans notre pays ; pourquoi les étrangers devraient-ils avoir la possibilité de venir travailler chez nous ? Cela entraîne une baisse des salaires dans notre pays. Nous pensons aussi qu'il faudrait imposer des conditions supplémentaires avant de permettre à quelqu'un de venir travailler ici. Il faudrait par exemple qu'il apprenne la langue et qu'il suive un cours d'intégration.

**THÈME 5:  
TRAVAILLER DANS UN AUTRE PAYS  
DE L'UNION - LIBRE CIRCULATION DES  
PERSONNES**

**LE CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

Le Conseil des ministres se réjouit de cette proposition. Afin d'encourager les citoyens européens à travailler dans d'autres États membres de l'Union, le Conseil recommande de créer une organisation européenne chargée de soutenir les citoyens européens dans leur recherche d'emploi dans un autre État membre et de les aider dans les modalités pratiques.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

**LE PARLEMENT EUROPÉEN**

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

**SYNDICATS**

Nous, les syndicats, défendons les intérêts de nos travailleurs. Nous sommes prudemment optimistes face à cette proposition. L'application des mêmes salaires et des mêmes conditions de travail pour tous les citoyens de l'Union est une bonne chose. Les droits acquis restent ainsi intacts. Nous tenons cependant à attirer l'attention sur le risque de problèmes de communication entre travailleurs étant donné le grand nombre de langues parlées en Europe.

**ENTREPRISES**

Nous nous réjouissons vivement de cette proposition de la Commission européenne. Il est nettement plus facile pour nous de trouver des travailleurs compétents si nous pouvons les chercher au-delà de nos frontières nationales. Nous espérons aussi que l'Union encouragera les citoyens à chercher du travail dans d'autres États membres et qu'elle prendra des mesures de soutien en faveur des citoyens qui décident de le faire. Nous ne souhaitons pas nécessairement l'égalité des salaires et des conditions de travail.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.

COMMISSION  
EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

FAITS ET  
CHIFFRES

- Les États-Unis ont le budget militaire le plus élevé du monde : 610 milliards de dollars (en 2017). Ils sont suivis par la Chine (228 milliards de dollars en 2017) et la Russie (66,3 milliards de dollars en 2017) (Sipri).
- Si les États membres de l'Union regroupaient leurs budgets de la défense, l'Union aurait le deuxième plus gros budget de la défense au monde, devant la Chine.

PROTESTATION CITOYENNE

Nous ne voulons pas que l'Union soit impliquée dans les conflits internationaux, car cela poserait un risque pour notre sécurité en Europe. Le risque d'attentats terroristes dans les grandes villes européennes augmentera.

Si une armée de l'Union devait être créée, elle ne devrait être déployée que dans le cadre d'opérations d'aide humanitaire.

THÈME 6:  
UNE ARMÉE EUROPÉENNE ?

GROUPE DE RÉFLEXION  
INDÉPENDANT

À l'heure actuelle, l'Union perd rapidement de son pouvoir et de son influence. Une politique étrangère de l'Union suppose également une politique européenne de défense. La seule façon de renforcer notre crédibilité dans le monde entier est de doter l'Union de moyens concrets d'appuyer sa politique étrangère. Qui plus est, la fragmentation des ressources et des effectifs entre les différents États membres nuit à l'efficacité, de sorte qu'unir les forces représenterait globalement une avancée, à budget égal.

LE CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres rappelle à la Commission que les États membres définissent librement leur politique étrangère et de défense. C'est pourquoi le Conseil propose les modifications énoncées ci après.

Ajout à l'article 1 : cette armée européenne existe parallèlement aux armées nationales et ne s'y substitue pas.

Ajout à l'article 3 : chaque État membre détermine indépendamment sa contribution à l'armée de l'Union, sur le plan des effectifs comme des ressources (argent, chars, avions, etc.).

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

RÉSEAU D'ORGANISATIONS  
POUR LA PAIX

En Libye et en Afghanistan, la situation s'est détériorée après l'intervention militaire. On ne résout pas les conflits avec des armes. Nous voulons que l'Union s'abstienne d'investir dans une armée européenne. Les citoyens ne veulent pas de cette armée, aucun budget n'est disponible, et surtout : il n'existe aucun plan stratégique indiquant où, quand et comment déployer cette armée.

Autre problème : Quelle langue cette armée devrait-elle parler ? L'anglais ? Le français ? Ou l'une des 24 autres langues officielles de l'Union ?

INDUSTRIE DE LA DÉFENSE

Nous sommes favorables à une nouvelle armée européenne aux côtés des armées nationales existantes. La sécurité de l'Union européenne doit l'emporter. L'Union doit élaborer d'urgence sa propre politique de défense au lieu de compter sur les États-Unis en cas d'attaque. Nous demandons au Parlement européen d'affecter un budget supplémentaire à la création de cette armée. Il y va de notre intérêt commun.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.

COMMISSION  
EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

PANEL DES NATIONS UNIES POUR  
LA SCIENCE DE L'ENVIRONNEMENT

- La température de la Terre a déjà augmenté de 1 °C depuis la révolution industrielle. Il est avéré à 99 % que l'activité humaine, notamment l'émission de gaz à effet de serre, en est la cause.
- Si l'augmentation de la température atteint 2 °C, nous ne pourrions plus en contrôler les conséquences (inondations, fortes tempêtes, hausse du niveau des mers, etc.).
- Plus de 80 % des émissions de gaz à effet de serre de l'Union sont une conséquence directe de la consommation et de la production énergétique.
- L'Union est responsable de 11 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

PROTESTATION CITOYENNE

Nous trouvons inacceptable que nos gouvernements ne prennent pas de mesures plus fortes contre le réchauffement climatique. Nous exprimons un optimisme vigilant quant à la proposition européenne et nous espérons que le Parlement européen fera tout ce qui est en son pouvoir pour ne pas l'affaiblir.

L'absence d'intervention en matière de changement climatique aura de graves conséquences pour tous et nous coûtera 934 millions d'euros par an. Finalement, une fois de plus, ce sont les citoyens et non les entreprises qui devront payer la facture.

THÈME 7:  
L'UNION EUROPÉENNE ET LE  
RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

LE CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres se réjouit que la Commission européenne prenne le changement climatique au sérieux. Il demande néanmoins les modifications suivantes.

Article 2. 30 % de sources d'énergies renouvelables d'ici à 2030. Fixer des mesures pour 2050 uniquement si les États-Unis et la Chine renforcent leurs mesures.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

ACTION POUR LE CLIMAT

Nous nous réjouissons de cette proposition et nous demandons au Parlement européen de ne pas céder aux groupes de pression des secteurs du pétrole et du charbon. Les exemples des pays scandinaves indiquent qu'investir dans l'économie verte crée aussi de nombreux emplois.

Qui plus est, les investissements dans des produits durables seront rentabilisés avec le temps. Le reste du monde devra suivre et, d'ici là, nos entreprises européennes posséderont toute l'expertise nécessaire qu'elles pourront vendre.

SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES ET  
CHARBONNIÈRES

Selon nos études, il n'est pas encore sûr que les gaz à effet de serre tels que le CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone) entraînent un réchauffement de la Terre.

Qui plus est, le secteur des « énergies renouvelables » n'est pas encore tout à fait prêt. Il est donc impossible de recourir exclusivement aux énergies renouvelables d'ici à 2050. Voilà pourquoi nous prions instamment l'Union européenne de s'abstenir de prendre des mesures prématurées.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.

## COMMISSION EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

## FAITS ET CHIFFRES

- 65,6 millions de personnes dans le monde, un nombre sans précédent, ont été contraintes de quitter leur foyer (2017).
- 17 % de tous les réfugiés du monde sont accueillis en Europe (2017).
- Ils fuient leur pays pour des raisons telles que : la guerre (Syrie, Somalie), les troubles internes (Afghanistan, Libye) et le terrorisme (Nigéria, Érythrée).
- Entre 2014 et octobre 2017, 20 172 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée.

## PROTESTATION CITOYENNE

Nos pays ne peuvent pas accueillir tous les demandeurs d'asile. Nous n'avons ni la place ni l'argent. La seule manière de préserver notre prospérité est de n'accepter personne en provenance de pays tiers. Nous demandons à ce que chaque État membre puisse décider librement comment gérer la question des demandeurs d'asile et du nombre qu'il souhaite accueillir. L'Union ne peut rien imposer aux États membres.

## THÈME 8: LES RÉFUGIÉS EN EUROPE

## LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres est d'avis que les États membres doivent décider de manière autonome sur ce point. Le Conseil souhaite apporter les modifications énoncées ci après.

Article 2. La décision ultime de participer ou non au plan de relocalisation revient aux États membres.

Article 3. Les États membres déterminent librement le nombre de réfugiés qu'ils accueillent.

Article 4. Chaque pays prend la décision finale quant à sa contribution.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

## LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

## AMNESTY INTERNATIONAL

Si l'Union considère réellement que les droits de l'Homme sont importants, elle doit prendre des mesures et sauver des vies humaines au lieu de laisser les gens se noyer en mer. Nous demandons au Parlement européen de soutenir cette proposition parce qu'une approche européenne est absolument nécessaire. Nous exhortons aussi l'Union à créer des possibilités légales de demander l'asile dans l'Union européenne. À l'heure actuelle, les réfugiés ne peuvent demander l'asile qu'une fois sur le territoire de l'Union, ce qui les oblige à entrer de manière illégale et à prendre des risques inutiles.

## SOCIÉTÉS DE TRANSPORT ET COMPAGNIES MARITIMES

Nos navires de commerce et nos bateaux de pêche sont menacés par les trafiquants d'êtres humains qui font monter des migrants à bord à notre insu. Cela ralentit le commerce et traumatise notre personnel. Nous nous réjouissons de l'approche européenne et nous espérons que l'Union s'attaquera aussi aux trafiquants d'êtres humains. Nous espérons également que l'Union s'efforcera d'empêcher ces personnes de venir sur son territoire, par exemple, en améliorant la situation dans les pays d'origine. Cette mesure serait également bénéfique pour les échanges commerciaux.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.

## COMMISSION EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

## FAITS ET CHIFFRES

- Dans le monde entier, environ 150 millions d'enfants âgés de 4 à 16 ans travaillent dans des conditions pénibles, ce qui les empêche souvent d'aller à l'école.
- Seul 1 enfant qui travaille sur 5 est rémunéré, et généralement trop peu.
- Les enfants travaillent principalement dans l'agriculture, mais également dans les usines et les ateliers de tissage.
- Le travail des enfants est courant en Afrique (32 %), en Asie (61 %) et en Amérique latine (7 %).
- Une interdiction du travail des enfants dans le monde entier entraînerait une croissance économique de 20 %.

## PROTESTATION CITOYENNE

Le travail des enfants est une pratique surannée qui ne se justifie en aucun cas. Les enfants devraient avoir toutes les opportunités possibles d'aller à l'école et de s'épanouir. Pendant la révolution industrielle, les entreprises de nos régions affirmaient, elles aussi, qu'il était impossible de produire sans le travail des enfants. Les entreprises trouveront toujours des excuses pour faire un maximum de bénéfices.

Nous demandons au Parlement européen de n'affaiblir en aucun cas cette loi et d'affecter des fonds à des contrôles plus rigoureux.

## THÈME 9: L'UNION EUROPÉENNE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS

## PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Il s'agit là d'une mesure de protectionnisme caractérisée de la part de l'Union européenne. Vous n'avez pas à vous immiscer dans la législation sociale de nos pays, ce sont nos affaires. Nous tenons compte de la situation personnelle des enfants et des raisons qui font qu'ils doivent ou souhaitent parfois travailler. Par exemple, il s'agit parfois d'orphelins qui ont besoin d'argent.

Qui plus est, cette loi est contraire à la législation en matière de libre échange de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

## LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres demande les modifications énoncées ci après.

Article 2. Seuls les produits issus des pires formes de travail des enfants, comme l'esclavage des enfants et le travail physique lourd présentant un risque possible pour la santé, peuvent être refusés.

Article 3. Le Conseil propose un système d'autocertification volontaire. Les importateurs indiqueront eux mêmes qu'ils n'emploient pas d'enfants sur l'ensemble de leur chaîne de production.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

## LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

## UNICEF

L'UNICEF insiste sur le fait que l'interdiction des produits issus du travail des enfants ne suffit pas à éradiquer le travail des enfants. L'Union devrait aussi élaborer une politique s'attaquant aux causes sous-jacentes du travail des enfants, comme la pauvreté, parce qu'à court terme, une telle interdiction pourrait s'avérer néfaste pour les familles concernées.

Nous demandons au Parlement européen d'ajouter des mesures en matière d'éducation et de financer des projets qui réduisent le travail des enfants tout en tenant compte des réalités sur le terrain.

## MULTINATIONALES DU SECTEUR DE L'HABILLEMENT

Nous avons déployé et nous déployons encore des efforts considérables pour contrôler nos chaînes de production et éviter le travail des enfants. Cependant, il n'est pas possible de comparer les conditions de travail dans bon nombre de ces pays aux nôtres. Par ailleurs, ce sont les consommateurs européens qui exigent des vêtements bon marché. Ils en tirent donc également profit. Nous devons préserver notre compétitivité sous peine de faire faillite et de priver ces familles de leurs revenus.

Nous demandons au Parlement européen de faire confiance à l'autorégulation du secteur pour éradiquer les pires formes d'exploitation.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez les sur la fiche de travail.

## COMMISSION EUROPÉENNE

1. Veuillez lire la proposition législative de la Commission européenne. (1 minute)
2. Examinez brièvement cette proposition au sein du groupe : de quoi s'agit-il ? Si nécessaire, demandez des informations supplémentaires à votre enseignant. (1 minute)
3. Chaque membre du groupe prend un moment pour réfléchir afin de savoir s'il est d'accord ou non avec la proposition. Ensuite, chacun présente à son tour son point de vue aux autres membres du groupe.

## FAITS ET CHIFFRES

- 800 applications pour Android existaient en 2008. Au début de l'année 2015, on en dénombrait déjà 1,5 million contre 3,5 millions en 2017.
- Plus de 65 % des adultes dans l'Union possèdent un smartphone.
- En 2016, 71 % de la population européenne utilisait internet quotidiennement. Ce chiffre n'était encore que de 31 % en 2006.
- Facebook, Google et Instagram, entre autres, vendent des photos et des vidéos postées ainsi que des données à caractère personnel des utilisateurs à des entreprises.

## PROTESTATION CITOYENNE

L'heure est venue pour l'Union européenne de nous protéger contre l'espionnage mené par les entreprises et les gouvernements en quête d'argent ou de pouvoir. Nous ne voulons pas que «Big Brother» connaisse notre vie quotidienne dans ses moindres détails.

PROTÉGEZ NOTRE VIE PRIVÉE !

## THÈME 10: PROTECTION DE NOTRE VIE PRIVÉE EN LIGNE

## SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Le suivi des données nous aide à combattre la criminalité. Le « droit à l'oubli » va à l'encontre de cet objectif en permettant aux criminels d'effacer des preuves, et ainsi d'échapper aux sanctions. Ce n'est quand même pas quelque chose que nous souhaitons ? Si vous ne faites rien de répréhensible, vous n'avez rien à cacher.

## LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Le Conseil des ministres demande les modifications énoncées ci après.

Article 1. Certaines images et vidéos devraient être effacées entièrement. D'autres peuvent être archivées.

Article 2. Si un utilisateur donne l'autorisation d'utiliser ses données en acceptant les conditions d'utilisation, l'application web ne doit pas continuer à lui demander sa permission.

Article 3. Supprimer cet article.

Veuillez noter ces modifications (amendements) sur la fiche de travail (2 minutes).

## LE PARLEMENT EUROPÉEN

C'est votre tour. En tant que députés au Parlement européen, vous avez le pouvoir de modifier la proposition législative de façon à ce qu'elle serve au mieux, selon vous, les intérêts des citoyens de l'Union. TOUTEFOIS, vous devez tenir compte de l'avis du Conseil de l'Union européenne (voir 2) ainsi que de la proposition législative initiale de la Commission européenne. Utilisez également les informations relatives aux parties prenantes (groupes de pression).

Suivez les étapes suivantes :

1. Retournez une à la fois les cartes des parties prenantes et lisez les à haute voix (chaque membre du groupe lit tour à tour l'une des cartes à voix haute). Il s'agit des cartes arborant un symbole dans le coin. Continuez jusqu'à ce que vous ayez lu toutes les cartes. (2 minutes)
2. Placez les cartes avec le texte tourné vers le haut sur la table de sorte que tous les membres du groupe puissent voir les informations.
3. Discutez de la proposition législative initiale avec le groupe et examinez chaque article. Commencez par l'article premier : qui est d'accord, qui ne l'est pas ? Utilisez les informations des parties prenantes pour vos arguments. Faites-le pour tous les articles. (6 minutes)
4. Rédigez un acte législatif modifié sur lequel tous les membres sont d'accord. Vous pouvez modifier le contenu des articles, les supprimer ou en ajouter de nouveaux. Rédigez votre nouvel acte législatif/acte législatif amendé sur la fiche de travail (6 minutes).

## ASSOCIATION CONTRE LE HARCÈLEMENT EN LIGNE

Nous connaissons tous de nombreux cas de harcèlement sur les médias sociaux ou des personnes hantées par des informations indésirables publiées sur internet. Des photos ou vidéos gênantes publiées en ligne contre notre volonté par quelqu'un d'autre peuvent nous poursuivre toute une vie.

Un employeur sur trois effectue une recherche Google sur ses employés potentiels. S'il tombe sur ces images...

Voilà pourquoi nous plaçons résolument en faveur du « droit à l'oubli ». Tout le monde mérite une seconde chance.

## L'ALLIANCE DU LOGICIEL

Rien n'est réellement « gratuit ». Si nous ne pouvons plus vendre les données de nos utilisateurs à des fins de marketing, ils vont devoir commencer à payer pour nos services. Notre coopération avec d'autres entreprises et organisations est le seul moyen d'offrir nos services gratuitement.

Par ailleurs, le « droit à l'oubli » va à l'encontre du caractère ouvert d'internet. Cela équivaut à de la censure.

Nous demandons au Parlement européen de mettre cette proposition à la poubelle.

Vous avez créé votre propre acte législatif amendé. Vous devez à présent obtenir le soutien de tout le Parlement européen. Préparez une brève présentation de votre nouvel acte législatif pour les autres députés (vos camarades de classe). Utilisez la fiche de travail et procédez comme suit : (3 minutes)

1. Prenez la proposition législative originale de la Commission européenne et lisez-la à voix haute.
2. Indiquez à vos camarades de classe les amendements demandés par le Conseil.
3. Lisez votre nouvel acte législatif à voix haute.
4. Donnez 2 ou 3 arguments justifiant pourquoi vous pensez qu'il s'agit d'une mesure positive pour les citoyens de l'Union. Trouvez ces arguments à l'avance et notez-les sur la fiche de travail.



ANNEXE XI :  
EXERCICE DE DÉBAT « VALEURS DE L'UNION » :  
FICHE DE TRAVAIL

# EXERCICE DE DÉBAT « LES VALEURS DE L'UNION » - COMMENT L'UNION INTERPRÈTE-T-ELLE SES VALEURS ?

### Étape 1 : Désigner un président (1 minute)

Le groupe désigne une personne chargée de diriger le groupe à travers les instructions de cette fiche et de noter les résultats.

### Étape 2 : Discussion en groupes sur l'interprétation de l'Union européenne (5 minutes)

Le président répète les exemples concrets figurant sur la carte des valeurs du groupe. Le président demande à tous les élèves du groupe : « Pensez vous que l'Union mette cette valeur correctement en pratique ? »

Le groupe peut aller au-delà des 4 exemples sur les cartes et discuter de la façon dont il pense que l'Union se fonde sur cette valeur dans sa politique de manière générale. Le président fait en sorte que tous les membres du groupe s'expriment.

### Étape 3 : Recommandations destinées à l'Union (14 minutes)

Le président pose la question suivante : « Quelles recommandations adresseriez-vous à l'Union afin de mieux respecter cette valeur dans ses politiques ? »

Cette question a pour objectif de réfléchir **positivement** aux façons **d'améliorer** l'Union. Il est important de noter les recommandations (finales) après la discussion en groupes.

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### Étape 4 : Désigner un porte-parole

Le groupe désigne d'un commun accord un porte parole qui communiquera les recommandations du groupe à l'ensemble de la classe.



ANNEXE XII :  
« VOTRE VOIX DANS L'UNION EUROPÉENNE » :  
FICHE DE TRAVAIL

## MODULE 4 : VOTRE VOIX DANS L'UNION EUROPÉENNE

# 1. LE PARLEMENT EUROPÉEN : À VOUS DE DÉCIDER !

### 1. Qui vote ?

La plupart des pays reconnaissent le droit de vote, et n'ont pas le vote obligatoire. Cela signifie que les citoyens européens peuvent décider de ne pas voter.

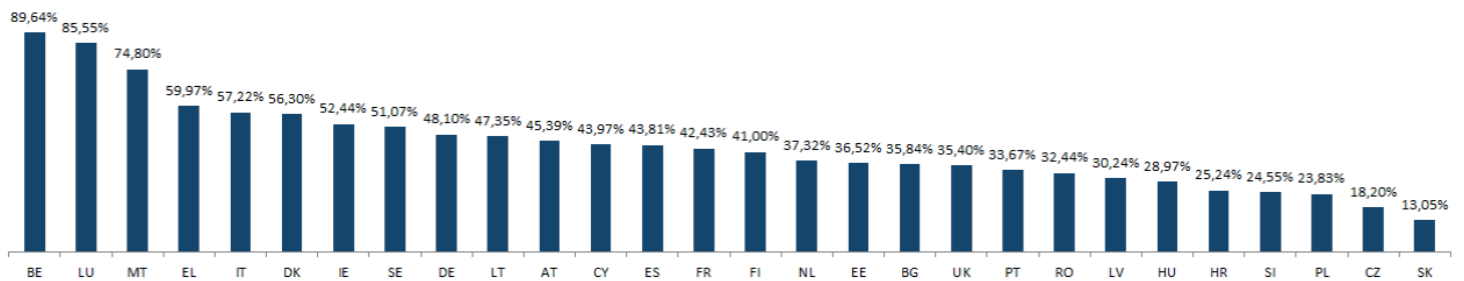
1.1. Examinez le graphique montrant le taux de participation aux élections européennes depuis 1979 :

- Quel pourcentage des citoyens européens adultes a voté lors des élections de 2014 ? \_\_\_\_\_ %
- Comment le taux de participation a-t-il évolué au cours du temps ? \_\_\_\_\_



1.2. Examinez le graphique montrant le taux de participation aux élections européennes organisées du 22 au 25 mai 2014 dans les 28 États membres :

- La moyenne européenne masque de grandes différences entre les États membres. Quelle est la différence entre le pays présentant le taux de participation le plus élevé et celui présentant le taux de participation le plus faible (en points de pourcentage) ? \_\_\_\_\_ %
- Quel est le pourcentage des citoyens ayant voté dans votre pays ? \_\_\_\_\_ %.  
Ce chiffre est-il inférieur ou supérieur à la moyenne européenne? \_\_\_\_\_



Source : Enquête post-électorale de 2014, TNS en coopération avec le Parlement européen

## 2. Pourquoi voter ?

Les élections les plus récentes au Parlement européen ont eu lieu en 2014. Les prochaines élections sont prévues pour le printemps 2019, et à cette date vous aurez probablement le droit de voter.

Regardez l'un de ces films conçus pour encourager les gens à voter (à l'approche des élections précédentes en 2014).

FILM 1 : ["We are not sexy and we know it"](#)  
(activez les sous titres dans le coin inférieur droit  
et choisissez «français» dans les paramètres)



FILM 2 : [AGIR. RÉAGIR. ACCOMPLIR.](#)  
[Clip officiel du Parlement européen](#)



- Discutez avec les autres membres de votre groupe : pourquoi est-il important de voter ? Notez deux arguments ou plus.

1.

---



---

2.

---

## 3. Nos représentants

Qui nous représente au Parlement européen ? Examinez la [carte interactive sur le site internet du Parlement européen](#) et répondez aux questions ci-après.

- Combien de députés la Pologne compte-t-elle au Parlement européen ?

---

- Combien de députés le Luxembourg compte-t-il au Parlement européen ?

---



## 4. Suivez les députés européens

Tout ce que les députés européens font dans le cadre de leur fonction est public : leurs votes en séance plénière, leur taux de présence et les amendements proposés à la législation. VoteWatch Europe est un site internet (en anglais uniquement) qui recueille toutes ces informations et les présente.



- Consultez le site [VoteWatch Europe](https://www.vote-watch.eu/) et cherchez un député européen de votre choix. Le plus facile est d'utiliser la fonction de recherche du site. Nom de votre député au Parlement européen :

---

- Notez : à quel point cette personne est-elle fidèle à son groupe politique ? (en anglais : « loyalty to political group ») Ce score est calculé en fonction du nombre de fois qu'un député européen vote en accord avec la ligne de son groupe politique. \_\_\_\_\_ %

- Examinez le comportement de vote de votre député européen (« All votes » en anglais, colonne de dessous). Y a-t-il des éléments qui vous frappent ?

---

---

## 2. PARTICIPEZ AU DÉBAT

Entre deux élections également, il existe des moyens de vous faire entendre dans le débat européen et d'être un citoyen européen actif. Les tâches ci-dessous vous révéleront certaines de ces possibilités.

### 1. L'initiative citoyenne européenne

Consultez le site internet officiel de [l'initiative citoyenne européenne](https://ec.europa.eu/initiative/).



- Quel est le nombre minimal de signataires requis dans votre pays (depuis le 1er juillet 2017) ? Vous trouverez cette information sous « Informations de base » :

---

- Dans le cadre « Trouver une initiative », cliquez sur « Initiatives en cours ». Laquelle vous intéresse le plus, et pourquoi ? Notez votre réponse.

---

---

- Examinez les « initiatives réussies ». Combien d'initiatives citoyennes ont reçu une réponse de la Commission européenne jusqu'à présent ?
- 

## 2. Debating Europe

Sur [www.debatingeurope.eu](http://www.debatingeurope.eu) vous pouvez débattre avec d'autres Européens ou des dirigeants européens ou internationaux (en anglais et allemand).



- Surfez sur [www.debatingeurope.eu](http://www.debatingeurope.eu). Cliquez sur « debates » et faites dérouler les thèmes actuellement soumis au débat. Quel débat vous semble le plus intéressant, et pourquoi ?
- 
- 

## 3. Contactez directement vos représentants au Parlement européen

Vous pouvez aussi vous adresser directement aux députés au Parlement européen. Sur le [site internet du Bureau de liaison du Parlement européen en Belgique](#), vous trouverez une vue d'ensemble des députés belges au Parlement européen, leurs informations de contact et leurs sites internet.



- Cherchez l'adresse électronique du député européen de votre choix. Notez-la :
- 

## 4. Soyez volontaire ou stagiaire européen

Il existe de nombreuses possibilités de s'engager comme **volontaire** ou de faire un **stage** dans une institution ou un organe de l'Union européenne. Le portail européen de la jeunesse <https://europa.eu/youth> présente toutes les possibilités qui s'offrent aux jeunes en Europe.



- Consultez le portail européen de la jeunesse. Parcourez les possibilités de volontariat, de stages, de travail saisonnier, de travail au pair, etc. Discutez-en avec les autres élèves de votre groupe : laquelle de ces possibilités vous tente le plus ? Notez l'action/l'activité préférée de chaque élève dans votre groupe :

-

---

-

---

-

---